

AMENDEMENT DU CODE PÉNAL

Criminalisation de la diffusion des fakenews portant atteinte à l'ordre et à la sécurité publics

P. 3

EDUCATION NATIONALE

La suspension des cours pour les trois cycles d'enseignement prolongée au 29 avril courant

P. 3

RAMADHAN-NUIT DU DOUË

L'observation du 1^{er} jour de Ramadhan prévue jeudi

P. 2

REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

L'économie, la cohésion sociale et la solidarité au menu

Le président Tebboune a présidé hier un conseil des ministres par visioconférence qui a porté sur un certain nombre de dossiers en rapports avec la situation socioéconomique et sanitaire du pays. On retiendra qu'en dépit des difficultés économiques, l'Etat demeure engagé sur le front de la solidarité sociale avec les catégories démunies, en engageant, notamment un programme spécial de 22 milliards de dinars pour la solidarité durant le mois du Ramadhan.

P.p 3-6-24
DKnews



PLATEFORMES NUMÉRIQUES D'ENSEIGNEMENT

Accès libre pour les élèves et étudiants raccordés aux différents réseaux

P. 4

PENSIONS DE RETRAITES

Retrait par procuration pour les retraités et les personnes âgées toujours en vigueur (AP)

P. 4

INDUSTRIE

Ferhat Aït Ali : "Le licenciement doit obéir aux critères édictés et prouvés"

P. 6

SANTÉ

ASTHME DE L'ENFANT
La pollution routière, responsable de 4 millions de nouveaux cas par an

P.p 12-13

F   T BALL

SONDAGE
Mahrez élu meilleur joueur algérien de la décennie

P. 21



MUSIQUE



Décès d'un Cheikh du malouf, Kaddour Darsouni

P. 16

MDN

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE

Plus de 200 kg de kif traité saisis dans des opérations combinées de l'ANP

P. 24

RAMADHAN - NUIT DU DOUTE

La nuit du doute pour l'observation du 1^{er} jour de Ramadhan prévue jeudi



Le ministère des Affaires religieuses et des wakfs a annoncé lundi que la nuit du doute consacrée à l'observation du croissant lunaire annonçant le premier jour du mois de Ramadhan est prévue jeudi. "La Commission nationale de l'observation du croissant lunaire relevant du ministère des Affaires religieuses et des wakfs informe l'ensemble des citoyens que la nuit du doute consacrée à l'observation du croissant lunaire annonçant le premier jour du mois de Ramadhan pour l'année 1441 de l'Hégire/2020 est fixée au jeudi 29 Chaabane correspondant au 23 avril 2020", ajoute le communiqué.

Pour perpétuer cette tradition, une conférence sur "la nuit du doute" sera organisée après la prière du Maghreb, au siège du ministère des Affaires religieuses et des wakfs et sera retransmise en direct par les médias, précise le communiqué.

WILAYA D'ALGER

Prolongation systématique des autorisations exceptionnelles pour le travail de nuit



Les autorisations exceptionnelles délivrées par les circonscriptions administratives de la wilaya d'Alger relatives au travail de nuit durant la période de confinement partiel dans la capitale resteront en vigueur jusqu'au 29 avril courant, ont indiqué dimanche les services de la wilaya dans un communiqué.

"En application des directives du président de la République et de l'instruction du Premier ministre relative à la reconduction, pour une période supplémentaire de dix jours, jusqu'au 29 avril 2020, du dispositif actuel de confinement partiel à partir de 15h00 jusqu'au lendemain à 07h00 du matin dans la wilaya d'Alger, les services de la wilaya d'Alger informent l'ensemble des responsables des établissements et organismes, publics et privés que les autorisations exceptionnelles délivrées par les circonscriptions administratives de la wilaya relatives au travail de nuit durant le confinement seront systématiquement prorogées et resteront en vigueur jusqu'au 29 avril courant", a précisé le communiqué.

CONFINEMENT À TIZI-OUZOU

Mise en fourrière de 85 véhicules (sûreté)

Un total de 85 véhicules mis en fourrière pour non respect des mesures de confinement partiel de 15h00 à 07h00 préventives de la propagation du coronavirus (Covid-19), entré en vigueur le 05 de ce mois d'avril, a été enregistré à Tizi-Ouzou, a rapporté dimanche un communiqué de la sûreté de wilaya (SW). Selon le même document, 11 motocyclettes ont été, également, saisies et mises en fourrière pour le même motif en application des mesures relatives à la violation des mesures de confinement et des procédures judiciaires ont été instruites à l'encontre de leurs propriétaires.

Ces contrevenants seront, également, soumis à la mesure de "retrait du permis de conduire" a-t-on indiqué auprès de la cellule de communication de la SW qui précise que ce bilan a été arrêté du 05 au 18 du mois d'avril en cours. Un précédent bilan arrêté au 14 avril, publié jeudi dernier, par les mêmes services, faisait état de 938 infractions dont 305 par des automobilistes et 13 par des motocyclistes et 620 par des piétons.

SANTÉ - CORONAVIRUS

La Direction des forêts d'Alger honore le staff médical et paramédical de l'hôpital de Beni Messous



La Direction des forêts et de la ceinture verte (DFCV) d'Alger a honoré, dimanche à titre symbolique, le staff médical et paramédical du CHU Issad Hassani de Beni Messous.

Cette initiative à l'adresse du staff médical et paramédical ainsi que les agents du secteur de la santé du CHU Issad Hassani de Beni Messous constitue une marque de reconnaissance et de gratitude pour leurs efforts déployés en matière de lutte contre le coronavirus, a déclaré à l'APS le Directeur des forêts de la wilaya d'Alger, Nouredine Baaziz.

L'ensemble des staffs médicaux et paramédicaux ainsi que les agents du corps médical à travers tous les établissements hospitaliers déploient de grands efforts en cette conjoncture exceptionnelle, a souligné le responsable.

Les services de la Direction des forêts de la wilaya d'Alger ont effectué plus de 140 opérations d'assainissement et de désinfection à travers les espaces forestiers, les entreprises publiques, les marchés et centres d'accueil pour personnes âgées, dans le cadre des mesures prises pour endiguer la propagation du Covid-19, a fait savoir M.Baaziz. Ces opérations d'assainissement et de désinfection dans la capitale s'inscrivent dans le cadre du programme de wilaya pour la désinfection des espaces forestiers, des entreprises publiques et privées, en collaboration avec les différents services concernés pour faire face à cette pandémie, précise le responsable.

Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour la désinfection des sites forestiers et des espaces verts et de loisirs, a-t-il ajouté.

CONFINEMENT - TLEMCCEN

Une peine d'un an de prison ferme à l'encontre d'un incitateur à la violation du confinement sanitaire

Le tribunal de Tlemccen a prononcé dimanche une peine d'un an de prison ferme à l'encontre d'un individu impliqué dans une affaire d'incitation à l'attroupement et outrage, selon un communiqué dont une copie a été remise à l'APS.

En application des dispositions de la loi de procédure pénale, notamment l'article 11, le mis en cause (40 ans), originaire de la commune d'Aïn Fazza a été jugé dimanche pour incitation à l'attroupement et outrage à un corps de sécurité.

Le mis en cause a été éclopé d'une année de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 DA, a-t-on indiqué de même source.

Cet individu a été arrêté dernièrement par les éléments de la brigade territoriale de la gendarmerie nationale de la commune d'Aïn Fezza suite à une enquête qui a révélé qu'il diffusait sur sa page facebook un commentaire incitant la population de la commune d'Aïn Fezza à transgresser les mesures de confinement sanitaire et utilisait des expressions portant atteinte aux éléments de la gendarmerie nationale.

RAMADHAN - SOLIDARITÉ

Le CRA lance une vaste opération de solidarité humanitaire



Le Croissant Rouge Algérien (CRA) lancera à partir de lundi une vaste opération de solidarité humanitaire qui touchera tout le territoire national et ce, à la veille du mois sacré de Ramadhan, annonce dimanche un communiqué de cette organisation.

"Dans le cadre de son programme de solidarité humanitaire, le CRA poursuit son assistance humanitaire envers les populations des zones sensibles de l'extrême sud, du sud, des zones frontalières, des Hauts-Plateaux et des régions montagneuses", indique la même source.

A cet effet, à la veille du mois sacré de Ramadhan, le CRA précise qu'une vaste opération, qui touchera tout le territoire national, sera lancée le lundi 20 Avril 2020 et débutera par 200 familles à Tin Zaouatine (Tamanrasset), 200 familles des communes déshéritées du côté Est de Bouira, 100 familles d'El-Borma (Ouargla -zone frontalière), 107 familles des communes déshéritées de Derguina (Bejaia) et 100 familles de la wilaya de Naâma.

En plus de denrées alimentaires, les nomades de Naâma et El-Borma bénéficieront de tentes, ajoute le communiqué.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Un mort et 112 blessés en 24 heures (Protection civile)



Une personne a trouvé la mort et 112 autres ont été blessées dans 84 accidents de la circulation survenus durant les dernières 24 heures à travers le territoire national, indique dimanche un communiqué des services de la Protection civile.

Pour ce qui est de la lutte contre la propagation de l'épidémie du coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 389 opérations de sensibilisation à travers 32 wilayas en mobilisant 1816 agents ayant accompli 293 opérations de désinfection générale des édifices publics et privés et différents quartiers à travers 38 wilayas, précise la même source, ajoutant que des dispositifs pour la couverture de 21 sites de confinement dans six wilayas ont été mis en place.

Par ailleurs, les secours de la protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de premières urgences à neuf (9) personnes incommodes, suite à l'inhalation du monoxyde de carbone (Co) émanant des appareils de chauffage et chauffes-bain, à travers les wilayas d'Alger (1 personne), Médéa (4) et Mascara (4).

Les victimes ont été prises en charge sur les lieux puis évacuées vers les établissements de santé.

Les éléments de la Protection civile ont procédé, en outre, à l'extinction de six (6) incendies urbains et divers à travers les wilayas de Tébessa, Alger, Saïda et Souk Ahras.

Ces incendies ont causé le décès de deux (2) femmes à la suite d'un incendie au niveau d'une cuisine à l'intérieur d'une résidence, située au centre de la commune Bajan, dans la daïra d'Al-Oklia (Tébessa).

EDUCATION NATIONALE

La suspension des cours pour les trois cycles d'enseignement prolongée au 29 avril courant

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé dimanche la prolongation jusqu'à mercredi 29 avril courant la suspension des cours, au niveau de tous les établissements d'éducation et d'enseignement, tous paliers confondus. "Conformément aux orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et en application de la décision du Premier ministre, du 18 avril 2020, portant reconduction du dispositif actuel de confinement ainsi que de l'ensemble des mesures préventives qui l'accompagnent, pour une période supplémentaire de dix (10) jours, à partir du 19 avril jusqu'au 29 avril 2020, le ministère de l'Éducation nationale annonce la prolongation de la suspension des cours au niveau de l'ensemble des établissements d'éducation et d'enseignement, tous paliers confondus, et ce jusqu'au 29 avril courant", lit-t-on dans le communiqué du ministère. A ce titre, le ministère assure qu'il poursuivra la mise en œuvre des actions contenues dans le plan d'urgence tracé, "en vue de faire face à la mesure de suspension de l'enseignement à temps plein, et ce via la diffusion des cours pilotes pour le 3^e trimestre et d'émission dédiées à la prise en charge psychologique des élèves, à travers les radios locales, en coordination avec les directions de l'Éducation".

L'opération d'enregistrement des émissions de solutions aux exercices sera poursuivie en coopération avec le Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (CERIST), au profit des élèves des classes d'examen (5^e année primaire, 4^e année moyenne et 3^e année secondaire) et sera diffusée selon un programmé horaire qui sera publié ultérieurement dans un communiqué.

De plus, le ministère de l'Éducation nationale assure que la diffusion des cours du 3^e trimestre, "se poursuivra" à travers dix-sept (17) chaînes Youtube, au profit de l'ensemble des élèves des trois cycles d'enseignement, du programme télé "mafatih En-najah" (les clés du succès), au profit des élèves des classes d'examens, des cours de soutien scolaire de la plateforme numérique de l'Office National d'Enseignement et de Formation à Distance (ENEFD), destiné aux élèves de la 4^e année moyenne et de la 3^e année secondaire, et ce conformément à ce qui a été fixé dans un programme horaire publié lors des précédents communiqués.

Le ministère a, enfin, appelé tous les membres de la corporation de l'éducation au respect "nécessaire" de toutes les mesures préventives, notamment, les dispositifs de confinement actuel en vue d'endiguer la propagation de la pandémie Covid-19.

Le ministre de l'Intérieur salue le "professionnalisme" de la Sûreté nationale dans l'application des mesures de confinement

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a salué lundi à Alger le "professionnalisme" des services de sécurité dans l'application des mesures de confinement sanitaire au niveau national.

Lors d'une visite effectuée au siège de la sûreté publique de la wilaya d'Alger à Bab Ezzouar, en compagnie du Directeur général de la Sûreté nationale, Khalifa Ounissi, le ministre a affirmé que les "forces de la sûreté nationale étaient dès le début à l'avant garde pour faire face à la propagation du nouveau coronavirus (covid-19), ajoutant qu'elles ont accompagné les Pouvoirs publics dans les différentes campagnes de solidarité et de rapatriement des familles bloquées à l'étranger, tout en contribuant, avec professionnalisme, à l'application des mesures de confinement, sans aucun recours à la violence". "Le secteur est prêt à mobiliser tous les moyens afin d'accompagner le corps de la police qui s'acquitte d'une noble mission et ce, en application des orientations du Président de la République", a-t-il affirmé, rappelant l'accompagnement de la sûreté nationale au Hirak l'année dernière, un accompagnement qui a fasciné le monde entier, selon M. Beldjoud. Le ministre de l'Intérieur poursuit sa visite à Alger pour inspecter nombre d'unités opérationnelles et sanitaires relevant de la Sûreté nationale.

APS

CONSEIL DES MINISTRES

Tebboune : "la crise du Covid-19, une occasion pour une révision dans le fond du système de santé"

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé dimanche à Alger que la crise du coronavirus était l'occasion pour une révision "dans le fond" et "en détail" du système sanitaire, afin d'asseoir un système de santé moderne garantissant au citoyen une prise en charge décente.

Soutenant que "la crise est souvent source de motivation", le Président Tebboune a mis en avant l'impératif de mettre à profit cette situation pour une révision du système de santé dans le fond et en détail pour être en adéquation avec la croissance démographique estimée à un (1) million d'habitants annuellement et asseoir un système de santé moderne garantissant au citoyen une prise en charge décente.

Il a appelé, dans ce sens, à la libération des initiatives et à la production des équipements médicaux localement "non seulement pour atteindre l'autosuffisance mais pour l'exportation également", soulignant la disponibilité de l'Etat à mettre en place les incitations financières nécessaires à cet effet.

Par ailleurs, le président de la République a mis en avant l'importance de "renforcer" le contrôle qualité sur les médicaments et les produits alimentaires importés en augmentant le nombre de laboratoires au niveau de tous les points d'accès sur le territoire national. Après s'être incliné devant la mémoire des victimes de la pandémie et souhaité prompt rétablissement aux patients, le Président Tebboune a exprimé sa satisfaction quant à l'amélioration relative en matière de lutte contre la propagation



de la pandémie, appelant, à ce propos, à faire montre de davantage de discipline, de vigilance et de patience. Le Président de la République a tenu à saisir cette occasion pour réitérer ses remerciements aux personnels de la santé, ainsi qu'à tous les secteurs ayant contribué à juguler le champ de contamination. Le peuple algérien en entier vous est reconnaissant et est solidaire avec vous, a-t-il affirmé. Il a également remercié tous les départements ministériels ayant participé activement à la production des masques et autres moyens de protection.

Par ailleurs, M. Tebboune a condamné le comportement contraire à la morale de ceux qui utilisent la pandémie afin de semer la pa-

nique et le désespoir pour servir des intérêts douteux sans aucun lien avec les intérêts du peuple. Evoquant l'importation des équipements médicaux, le Président Tebboune a ordonné la poursuite des actions programmées, malgré l'amélioration de la situation, pour parer à toute éventualité à l'avenir.

Dans le même contexte, le Président de la République s'est félicité de toutes les initiatives jeunes, un des piliers de la relance industrielle de la nouvelle Algérie.

Insistant sur la libération des énergies juvéniles, dont l'exploitation est urgente pour l'Etat, le président de la République a instruit la réactivation du Fonds de soutien aux micro-entreprises et startups, et l'élaboration

de lois régissant les initiatives des jeunes dans des cadres clairs, avant fin avril courant.

De même qu'il a exhorté les startups à accorder actuellement davantage d'intérêt aux besoins des hôpitaux, mettant l'accent sur l'urgence de généraliser la numérisation au service de l'économie nationale.

De même qu'il a appelé à la transparence dans la gestion pour une rupture avec l'opacité de fait habituelle afin que le citoyen puisse le constater dans son quotidien.

En ce sens, il a enjoint la recherche, en coordination avec le ministère du Commerce, d'une formule flexible permettant de faciliter et d'accélérer le retrait du registre de commerce par les jeunes porteurs de projets.

AMENDEMENT DU CODE PÉNAL

Criminalisation de la diffusion des fakenews portant atteinte à l'ordre et à la sécurité publics

Le Conseil des ministres présidé dimanche par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune par visioconférence a adopté le projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 66-156 du 08 juin 1966 portant Code pénal criminalisant les actes qui se sont répandus ces dernières années au point de menacer la sécurité et la stabilité du pays, notamment la diffusion de fakenews pour porter atteinte à l'ordre et à la sécurité publics, l'atteinte à la sûreté de l'Etat et à l'unité nationale.

Les peines proposées dans l'exposé du ministre de la Justice, Garde des sceaux du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 66-156 du 08 juin 1966 portant Code pénal prévoient aussi la criminalisation de la falsification en vue de l'obtention d'aides publiques financières, matérielles et en nature, ainsi que d'exonérations fiscales. Il s'agit aussi des actes portant atteinte à la probité des examens et concours, de mise en danger d'autrui ou à leur intégrité corporelle.

Il est question également d'un durcissement des peines pour les crimes d'outrage et d'agression contre la personne de l'imam, destruction ou profanation de lieux de culte publics, et enfin l'augmentation des limites, minimales et maximales, de l'amende relative à la violation des règlements émanant de l'administration.

Les dispositions de l'avant projet de loi présenté par le Garde des sceaux visent à adapter cette loi avec les mutations

survenant dans le pays, afin de prendre en charge les nouvelles formes de criminalité qui en découle, et combler le vide dans le système juridique en matière de gestion des crises.

Dans son intervention, le Président Tebboune a affirmé "que ce projet s'inscrivait dans le cadre de ses engagements, notamment pour ce qui a trait à la moralisation de la société et de l'administration, et à la rupture définitive avec les pratiques ayant porté atteinte à l'image de l'Etat et à la probité de ses cadres, à condition que cela intervienne dans le cadre d'un Etat fort et équitable sans aucune ambiguïté entre la liberté et l'anarchie".

Et d'ajouter, "nous sommes déterminés à édifier une véritable démocratie, étant une revendication populaire irréversible, une démocratie accordant à tout un chacun la place qu'il mérite indépendamment de sa position sociale".

Le président de la République a fait observé que pareille démocratie que nous ambitionnons de construire ensemble, n'arrange pas ceux qui ont répandu la corruption sur la terre en amassant des fortunes suspectes et bénéficié de privilèges indus en usant de différents moyens.



"La véritable démocratie ne saurait se construire que dans le cadre d'un état fort avec sa justice et sa cohésion nationale, et nous sommes déterminés à édifier cet Etat avec son référent novembre", a ajouté le Président Tebboune, soulignant que "l'Etat fragile ne peut donner lieu qu'à l'édification d'une pseudo démocratie ouvrant les portes à l'anarchie et à la violation de la loi, à l'utilisation de l'Etat à des fins personnelles, et il me désole de dire que nous vivons une certaine anarchie affectant parfois les fondements de l'unité nationale et la conspiration avec certains réseaux étrangers hostiles au pays".

Le Président a demandé, par la suite, au ministre de la Justice, Garde des sceaux de transmettre ses remerciements et son estime aux magistrats pour les efforts consentis afin de rendre des jugements équitables, préservant la nation de l'injustice et de la corruption.

EDUCATION NATIONALE

Accès libre aux plateformes numériques d'enseignement pour les élèves et étudiants raccordés aux différents réseaux

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé dimanche avoir convenu avec les ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique ainsi que divers opérateurs de téléphonie fixe et mobile d'accorder un accès libre aux plateformes numériques d'enseignement aux élèves et étudiants raccordés aux différents réseaux.

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a précisé, dans un communiqué, avoir convenu avec les ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique ainsi que divers opérateurs de téléphonie fixe et mobile, publics et privés, d'accorder un accès libre aux plateformes numériques d'enseignement via les adresses URL aux élèves et étudiants raccordés aux différents réseaux de téléphonie mobile ou de la technologie de quatrième génération (4G LTE) afin de leur permettre de poursuivre leur cursus scolaire et d'éviter tout retard.

"Suite aux consulta-



tions engagées par le ministère de la Poste avec les ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ainsi qu'avec les différents opérateurs de téléphonie fixe et mobile (publics et privés) pour examen des moyens permettant à nos enfants d'accéder aux plateformes numériques mises en place par les ministères de l'Éducation et de l'En-

seignement supérieur, à savoir <http://soutienscolaire.onefd.edu.dz> et <http://elearningmesrs.crist.dz>, pour suivre leurs cours de manière équitable et juste où qu'ils se trouvent à travers le territoire national, il a été convenu avec tous les opérateurs d'accorder un accès gratuit aux plateformes concernées au profit des élèves et des étudiants connectés aux différents réseaux", note le communiqué.

"Cette initiative a été accueillie favorablement par ces opérateurs et les ministères susmentionnés", ajoute la source.

La crise que traverse le pays en raison de la propagation du Covid-19 a engendré la nécessité de recourir aux TIC à travers tous les moyens offerts afin de veiller au confort du citoyen de manière générale et de permettre aux élèves et aux étudiants, en particulier, de poursuivre leur cursus scolaire, ajoute la même source.

Le ministère de la Poste a salué, en outre, "le sens de la solidarité et l'engagement des opérateurs durant cette période critique que traverse le pays", conclut le communiqué

COMMÉMORATION

Le HCA s'engage "continuellement" à œuvrer pour la consolidation de Tamazight (Assad)

Le Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA) a réaffirmé dimanche son engagement "continu" à œuvrer pour la consolidation de Tamazight dans les systèmes de l'Éducation et de la Communication en accompagnant la concrétisation du processus de sa généralisation, préalablement entamé en 1995.

"En cette occasion du double anniversaire du printemps amazigh, le Haut Commissariat à l'Amazighité réaffirme son engagement continu à œuvrer pour la consolidation de Tamazight dans les systèmes de l'éducation, de la communication en accompagnant la concrétisation du processus de sa généralisation, préalablement entamé en 1995", a indiqué le secrétaire général du HCA, Si El Hachemi Assad dans un entretien à l'APS accordé à la veille de la commémoration du printemps amazigh.

Il a relevé que la mission du HCA était de "consolider" l'amazighité comme "dimension inaliénable" de l'Algérie.

Pour cela, a-t-il expliqué, le HCA aspire à "renforcer" ses missions et à "étouffer" son staff par des "compétences" pluridisciplinaires pour répondre justement aux exigences du terrain et à traduire la dimension nationale de la langue amazighe, précisant qu'un rapport dans ce sens est transmis au président de la République, Abdelmadjid Tebboune (...). Selon M. Assad, jusque là le HCA a consenti des efforts "incontestables" en faveur du développement de la langue amazighe, sa réhabilitation, en tant que langue, culture et patrimoine.

Il a observé que, loin de toute "euphorie" mais dans "l'objectivité requise, tamazight, grâce au HCA,

est renforcée dans l'échiquier institutionnel national", ajoutant que l'Etat a mis les moyens pour son développement.

De nombreuses actions "phases", a-t-il dit, ont été menées en direction de la généralisation progressive de l'enseignement de tamazight, ainsi que la vulgarisation de son utilisation à travers le territoire national.

"Nous plaçons sans cesse pour une collaboration multilatérale impérieuse et étroite avec les départements ministériels concernés, afin d'asseoir un plan de généralisation de tamazight, plus approprié", a-t-il indiqué.

Néanmoins, a-t-il ajouté, "beaucoup reste à faire en termes de travail d'aménagement et de standardisation de cette langue et d'évaluation de son enseignement".

"Notre action prioritaire est menée en direction du ministère de l'Éducation nationale pour la prise en charge des problèmes et insuffisances qui entravent la bonne mise en marche de cet enseignement", a-t-il assuré.

Évoquant le bilan du HCA, il a fait savoir qu'une filière de tamazight a été ouverte pour la formation des enseignants du primaire (PEP) à l'École normale supérieure de l'enseignement d'Alger (ENS) pour la rentrée universitaire 2015/2016, ajoutant qu'une première promotion, composée de 50 enseignants, est sortie, en juin 2019.

Un dispositif d'enseignement et d'apprentissage de la langue amazighe pour adultes, a-t-il ajouté, a été initié en 2015, par le HCA, en collaboration avec des institutions nationales, afin de permettre à tous les algériens d'apprendre à lire et à écrire Ta-

mazight. La première expérience a touché huit wilayas, a-t-il expliqué, ajoutant que d'autres régions du pays ont intégré ce dispositif, dès la rentrée scolaire 2016/2017, pour atteindre 25 wilayas en collaboration avec l'Association nationale d'alphabetisation "Iqraa" et l'Office national d'alphabetisation et d'enseignement pour adultes.

Le SG du HCA a indiqué que l'Algérie s'était distinguée par l'obtention du Prix d'alphabetisation de l'UNESCO-Roi Sejong édition 2019, eu égard aux efforts d'alphabetisation et d'enseignement pour adultes accomplis dans les deux langues nationales, arabe et tamazight.

Cette distinction n'a été, entre autres, possible que grâce à l'intégration de la langue amazighe dans le dispositif de cet enseignement, à l'initiative du HCA.

Le HCA participe, depuis 2019, aux travaux de l'Académie Africaine des Langues (ACALAN), ce qui ouvre la voie à tamazight d'intégrer les dispositifs mis en place, par les Etats africains, et tel que défini dans l'Acte Constitutif de l'Union africaine, s'est-il félicité.

Le premier responsable du HCA a mis en avant l'amazighisation de l'environnement, à travers l'inscription de tamazight sur les frontons et les édifices publics, dont les sièges des Wilayas, Daïra, APC et structures ministérielles. Il a également souligné la préservation du patrimoine immatériel amazigh, en décrétant en décembre 2017 Yennayer, nouvel an amazigh, comme fête nationale, journée chômée et payée, précisant que la fête de Yennayer est désormais célébrée par toute la population, sur l'ensemble du territoire national.

COVID-19

Retrait des pensions par procuration pour les retraités et les personnes âgées toujours en vigueur (AP)

Algérie Poste a rappelé dimanche la possibilité de retrait des pensions des retraités et des personnes âgées par procuration, suite au prolongement des mesures de confinement total et partiel, et dans le cadre de la série des mesures préventives prises pour la lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19) dans les bureaux de poste.

Suite au prolongement des mesures de confinement total et partiel, et dans le cadre de la série des mesures préventives prises par Algérie Poste pour la lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19) dans les bureaux de poste, notamment pendant les journées de versement des pensions et des salaires, qui coïncide avec l'avènement du mois sacré du Ramadan, Algérie Poste rappelle, encore une fois, son aimable clientèle, notamment les retraités, de la possibilité de retirer leurs pensions par procuration", a indiqué AP dans un communiqué.

"Cette procédure permet au client, qui ne souhaite pas faire le déplacement dans les bureaux de poste, de mandater une tierce personne, à travers une procuration, pour effectuer l'opération de retrait à sa place, et ce, afin de réduire les déplacements des personnes âgées, considérées comme les plus vulnérables", a précisé AP, soulignant que ce mode de paiement "exceptionnel et allégé" est soumis à des conditions.

A ce propos, le mandat doit présenter le formulaire "procuration exceptionnelle", disponible dans l'ensemble des bureaux de poste, et également téléchargeable sur le site internet d'Algérie Poste, sur le lien: <https://www.poste.dz/uploads/print/FormulaireProcurationExceptionnelle.pdf>, dûment signé par le retraité en prenant en compte la conformité de la signature avec celle enregistrée au niveau d'Algérie Poste.

Parmi les conditions exigées, le communiqué indique "la présentation de la pièce d'identité, originale du retraité, une formule de cheque signée par le retraité et libellé au nom du titulaire, le montant maximum ne doit pas dépasser 50.000 DA, la présentation de la pièce d'identité du mandaté avec une copie pour la préserver dans le dossier de la transaction et le délai de l'opération de retrait de la pension ne doit pas dépasser les trois jours à compter de la date de la signature du mandat".

Par ailleurs, Algérie Poste a rassuré sa clientèle de "la continuité de ses services et la disponibilité permanente de la liquidité", invitant les citoyens à "éviter l'affluence massive aux bureaux de poste, à assurer la distance de sécurité dans les files d'attente, à la désinfection des mains avant et après chaque transaction".

En outre, Algérie Poste a rappelé dans le même communiqué les mesures qu'elle a prises dans le cadre des efforts nationaux de lutte contre la propagation de la pandémie, notamment "la désinfection permanente des bureaux de poste et des Guichets Automatisés (GAB), l'encouragement des citoyens à utiliser les GAB, et la possibilité d'utiliser les GAB des banques, dans le cadre de l'interopérabilité monétaire entre Algérie Poste et les établissements bancaires".

UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU Evaluation, cette semaine, de la plate-forme d'enseignement à distance

Une évaluation du répondant des enseignants et étudiants de l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO) à la plate-forme d'enseignement à distance lancé au début de la période de confinement sera organisée "au plus tard, cette fin de semaine", a-t-on appris dimanche auprès de cette institution de l'enseignement supérieur.

"Nous avons suivi l'ensemble des procédures et instructions du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS) pour la mise en place de cette plate-forme et nous allons lancer une opération d'évaluation au plus tard, cette fin de semaine", a indiqué à l'APS, Hassen Mohellebi, vice-recteur chargé de la pédagogie.

A ce titre, a-t-il soutenu, "une correspondance a déjà été adressée aux différentes facultés de l'UMMTO pour nous faire parvenir un feedback de l'adhésion et des enseignants et des étudiants à cette plate-forme qui enregistre, par ailleurs, un nombre appréciable".

Cette évaluation de l'impact de cette procédure permettra, a expliqué le même responsable, "de voir comment la capitaliser et de juger de la possibilité de procéder aux tests pédagogique à travers cet espace".

Il a, en outre, indiqué que les étudiants peuvent, également, "accéder à des ressources pédagogiques de leurs facultés à partir du portail internet du MESRS" grâce au concours d'accès gratuit apporté par Algérie Télécom.

Suite à l'annonce de la fermeture des campus universitaires en mars dernier, et en guise de mesure de prévention contre la propagation de la pandémie de Coronavirus, l'UMMTO avait procédé, sur instruction du MESRS, à la mise en place d'une plate-forme d'enseignement à distance à la disposition des enseignants et étudiants.

Une campagne de sensibilisation des enseignants et étudiants sur l'utilité de ce support d'enseignement, qui leur permet de rester en relation même en étant en situation de confinement, notamment, en ce contexte de pandémie avait alors été lancée via le site de l'Université et les réseaux sociaux, notamment. Par ailleurs, des enseignants de différents départements ont procédé, également, à la création d'espace privés pour maintenir le contact avec leurs étudiants, notamment, ceux préparant des mémoires de fin d'étude, comme c'est le cas aux départements de psychologie et celui des langues et culture amazigh, a-t-on appris auprès de certains enseignants.

SÉTIF/COVID-19 Ouverture d'enquêtes sur 20 affaires de diffusion de faux tracts sur un réseau social

La brigade de lutte contre la cybercriminalité dépendant du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Sétif a ouvert des enquêtes approfondies sur 20 affaires relatives à la publication de faux tracts sur Facebook, a-t-on appris dimanche du responsable de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps de sûreté.

L'opération s'inscrit dans le cadre de la lutte contre toutes les formes de cybercriminalité surtout en cette conjoncture marquée par la propagation du coronavirus, a déclaré à l'APS le commissaire de police Abdelouahab Aissani. Ces enquêtes sont en cours par la brigade de lutte contre la cybercriminalité

en collaboration avec les brigades de la police judiciaire dépendant des 20 sûretés de la wilaya de Sétif, a fait savoir le même responsable, affirmant que la sûreté de wilaya est mobilisée pour lutter contre les fausses informations diffusées sur les réseaux sociaux à propos du Covid-19.



ORAN

Une personne placée en détention dans une affaire de diffusion de rumeurs portant atteinte à l'intérêt national (source judiciaire)

Le juge près le tribunal d'Ain Turck (Oran) a placé en détention, dimanche, une personne impliquée dans une affaire de diffusion de rumeurs portant préjudice à l'intérêt national, a-t-on indiqué dans un communiqué dont une copie a été remise à l'APS.

Il s'agit, selon le communiqué, d'une affaire de publication sur les réseaux sociaux de fausses informations selon lesquelles des personnes placées en quarantaine au complexe touristique "Les Andalouses" auraient quitté le confinement en utilisant leurs connaissances.

Conformément aux disposi-

tions de l'article 11 paragraphe 3 de la loi des procédures pénales, l'auteur de telles rumeurs qui, à l'heure actuelle, sèment la confusion et la panique au sein des citoyens, a été présenté dimanche devant le juge.

Les faits de l'affaire remontent au 23 mars, lorsque des informations sont parvenues à la section de recherche de la gendarmerie d'Oran selon lesquelles l'auteur d'un message sur les réseaux sociaux, âgé de 30 ans, véhicule des rumeurs que les enquêtes ont démontré qu'elles sont dénuées de tout fondement.

Arrêté, le prévenu a été pré-

senté dimanche devant le juge pénal du tribunal d'Ain Turck.

Son affaire a été qualifiée de délit subversif à des fins de propagande visant à porter atteinte à l'intérêt national et a été placée en détention préventive.

Par ailleurs, le procureur de la République près le tribunal d'Ain Turck a démenti, à travers ce communiqué, la mise sous mandat de dépôt d'une femme pour diffusion d'une vidéo sur le même sujet comme rapporté sur les réseaux sociaux, affirmant qu'elle est poursuivie pour la même inculpation mais a été mise en liberté.

GHARDAIA

Saisie de 120 comprimés psychotropes

Les éléments de la 3ème sûreté urbaine de Ghardaia ont procédé à la saisie de 120 comprimés psychotropes et à l'arrestation de trois trafiquants (25 à 35 ans), dont une femme, indique dimanche un communiqué de la cellule de communication

de cette institution sécuritaire.

Agissant sur dénonciation via le numéro vert faisant état de la commercialisation de psychotropes par un individu à Bouhraoua (quartier périphérique de Ghardaia), les policiers ont été dépêchés

sur les lieux et ont procédé à l'arrestation du suspect qui a tenté de s'enfuir et à la saisie de 120 comprimés de psychotropes, précise le communiqué qui signale que l'enquête a permis également l'arrestation des complices de ce dealer dont une

femme. Présentés devant les instances judiciaires territorialement compétentes pour détention et commercialisation illégale de psychotropes, les mis en cause ont été écroués, conclut le communiqué.

TIPASA

Reprise de l'activité de la "Biscuiterie Cherchell"

La Direction de la "Biscuiterie Cherchell" de Tipasa a annoncé la reprise de l'activité au niveau de ses unités de production à partir d'aujourd'hui dimanche 19 avril, après 15 jours de mise en chômage technique de l'ensemble des travailleurs, et ce avec réduction du volume de production et renforcement des mesures de protection pour faire face à la propagation du nouveau coronavirus, a indiqué un communiqué de la société.

Cette décision de reprise, qui vient suite à la mise en chômage technique de l'ensemble des travailleurs de la production le 02 avril dernier, avec versement de 50% des salaires et de l'I.E.P.-en raison de la propagation du nouveau coronavirus - a été dictée « par la crainte de la dégradation du pouvoir d'achat des pères de

famille, surtout à l'approche du mois sacré du Ramadhan », est-il souligné dans le communiqué, dont une copie a été remise à l'APS.

Selon le document, le Conseil d'administration de l'entreprise, employant plus de 800 travailleurs, réuni le 13 avril courant pour évaluer la situation, a décidé le rappel du personnel, pour une reprise de l'activité, en vue de préserver le pouvoir d'achat des travailleurs, tout en prenant les mesures nécessaires pour faire face au risque de propagation du Covid-19.

Les décisions prises lors de ce Conseil stipulent, également, selon la même source, la libération du personnel âgé, les malades chroniques, les femmes enceintes et le personnel non indispensable, avec maintien de leurs salaires.

Outre la réduction de la vitesse des lignes de production pour, d'abord garantir la distanciation des travailleurs, tout en diminuant la consommation des entrants et d'éviter de constituer des stocks importants des produits finis, durant cette période de mévente, ce qui mettra la trésorerie de la société en difficulté, ceci d'autant plus que les contraintes d'approvisionnement en matières premières persistent toujours, suite au recul de l'activité au niveau des ports, est-il souligné. Le Conseil d'administration de la Biscuiterie Cherchell a, d'autre part, maintenu la décision de suspension du versement des salaires de l'ensemble des actionnaires, selon le même communiqué signé par le Président directeur général, Hassan Boumaâraf.

BORDJ BOU ARRERIDJ Des équipements médicaux pour l'hôpital "Lakhdar Bouzidi" (wilaya)

L'hôpital "Lakhdar Bouzidi" de la ville de Bordj Bou Arreridj vient de recevoir des équipements médicaux destinés à la prise en charge des personnes infectées par le nouveau coronavirus, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Ce lot de matériel, d'un coût de 730 millions dégage du budget de wilaya comprend notamment des équipements de radiologie dont un scanner, un appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM) et équipements de réanimation, selon la même source qui a rappelé que l'hôpital "Lakhdar Bouzidi" est exclusivement réservé au cas d'infection par le nouveau coronavirus avec une capacité de 240 lits.

Une précédente opération initiée par des bienfaiteurs avec le concours de la commission de wilaya de solidarité face à l'épidémie du Covid-19 avait porté sur l'équipement des urgences médicalisées (ex- hôpital orthopédique) pour plus de 47 millions DA, a-t-on fait savoir.

Des mesures fermes ont été prises contre les responsables des erreurs administratives à l'origine de perturbations dans les établissements hospitaliers de la wilaya, a-t-on précisé, ajoutant qu'il a été convenu d'élaborer conjointement par les staffs médicaux et l'administration d'un nouveau programme de travail pour lutter avec efficacité contre l'épidémie du nouveau coronavirus.

BATNA

Production mensuelle de plus de 29 000 quintaux de viandes

Plus de 29 000 quintaux de viandes blanches et rouges sont produits chaque mois dans la wilaya de Batna, a-t-on appris, dimanche du directeur des services agricoles, Samir Hamza.

La wilaya de Batna enregistre chaque mois la production de 4000 quintaux de viandes rouges et près de 25 000 qx de viandes blanches dont 1000 qx de poulets fermiers, a-t-il précisé, soulignant que ces quantités seront revues à la hausse durant le mois de ramadan pour passer à 6000qx de viandes rouges et 28 000qx de viandes blanches.

Le directeur des services agricoles a également indiqué que l'approvisionnement en viandes rouges et blanches des différentes régions de la wilaya "se poursuit normalement et en quantité suffisante".

En ce qui concerne la production d'œufs, le même responsable a fait savoir que la wilaya de Batna qui truste la première place à l'échelle nationale dans ce domaine, produit chaque mois plus de 90 millions d'unités pour alimenter le marché de plusieurs wilayas du pays.

LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA SPÉCULATION À SOUK AHRAS

Saisie de plus de 180 tonnes de marchandises

Pas moins de 118 tonnes de marchandises alimentaires de large consommation ont été saisies par les agents de contrôle de la qualité et la répression de la fraude de la direction du Commerce de la wilaya de Souk Ahras, en coordination avec les services de la sûreté nationale, depuis le début de la crise sanitaire liée au Covid-19, a-t-on appris dimanche de la directrice du secteur, Dalila Bounaâs.

Cette quantité "importante" de produits, saisie dans les communes de Sedrata, Oum Ladaïm, Zouabi, Mrahna, Lahdada et au chef-lieu de la wilaya notamment était d'une valeur totale de près de 12 millions de dinars, a-t-elle déclaré. Déplorant les nombreuses manœuvres relatives à la fraude et à la spéculation de certains commerçants dans une conjoncture sanitaire aussi grave que celle du Coronavirus, la directrice du commerce a fait savoir que 10 tonnes de semoule, de légumes secs et de pâtes alimentaires étaient impropres à la consommation et ont été détruites. Les quantités restantes saisies par les agents de contrôle de la qualité et la répression de la fraude ont toutes été remises à des associations caritatives, a-t-on précisé.

Les produits saisis sont essentiellement constitués de semoule, de farine, d'huile alimentaire, de légumes secs, de viandes rouges et blanches, selon la même source qui a ajouté que tous les commerçants fraudeurs et spéculateurs ont été présentés devant les instances judiciaires territorialement compétentes.

ALGÉRIE - ONS

La croissance économique a atteint 0,8% en 2019

La croissance économique de l'Algérie a atteint 0,8% en 2019 en volume, contre 1,4% en 2018, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Quant au taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) hors hydrocarbures, il a été de 2,4% en 2019, contre 3,3% en 2018, indiquent les données provisoires de l'ONS. Ce taux de croissance a été essentiellement tiré par les secteurs d'activités des Industries, du Bâtiment, Travaux Publics et Hydraulique (BTPH), y compris les services et travaux publics pétroliers (STPP), ainsi que par les services marchands et l'agriculture.

Ainsi le secteur de l'industrie a enregistré un taux de croissance annuel de +4,3% en 2019 contre 4,1% en 2018.

Le secteur de l'industrie a connu une croissance soutenue durant les quatre trimestres de l'année dernière, avec respectivement 4,9% durant le 1er trimestre, 4,6% durant le second et le même taux au 3ème trimestre et enfin 3,3% durant le dernier trimestre 2019.

Le secteur du BTPH, a lui aussi connu une croissance de +3,6% en 2019, contre +5,2% l'année d'avant.

Ce secteur, malgré le léger recul de la croissance annuelle, il a connu des taux de croissance positifs durant les quatre trimestres de l'année 2019, avec un pic durant le 4ème trimestre (+4,3%).

Le taux de croissance des services marchands a été de +3,1% en 2019, contre +3,7% en 2018.

De bons taux de croissance ont été enregistrés dans cette activité durant l'année dernière, dont le meilleur durant le 1er trimestre, soit (+4,8%) et le plus mauvais au 4ème trimestre (1,8%). Les services marchands dont les transports et communications, le commerce, les services fournis aux entreprises et aux ménages, ainsi que les hôtels-café-restaurants, ont également participé à cette croissance. Le secteur de l'agriculture, sylviculture et pêche a, également, enregistré un taux de croissance annuel de +2,3% l'année dernière, contre +5% en 2018.

Durant les quatre trimestres de l'année écoulée, le secteur agricole a connu des taux de croissance soutenus, à l'exception du 3ème trimestre durant lequel, la croissance a reculé de (-1,2%), mais le plus important a été enregistré au 4ème trimestre avec (+4,9%), détaille l'Office.

D'autres secteurs y ont également participé à ce taux de croissance, tels que les services non marchands qui ont connu une croissance de (+1,8%), contre +2,7% durant la même période de comparaison.

Les services non marchands concernent les affaires immobilières, les services financiers et les administrations publiques. Concernant le secteur des hydrocarbures l'ONS relève une contre-performance, avec une baisse de croissance de (-4,9%) en 2019, mais qui reste de moindre ampleur par rapport à celle enregistrée l'année d'avant, soit (-6,4%). Le secteur des hydrocarbures, à l'exception d'une croissance de +1,5% au 3ème trimestre 2019, il a connu une contre-performance durant les autres trimestres avec (-7,1%) au 1er trimestre, (-8,3%) au second et (-5,3%) au 4ème trimestre de l'année écoulée.

0,2% de croissance du PIB au dernier trimestre 2019

La croissance du PIB a été de 0,2% au 4ème trimestre 2019, contre 1,3% durant la même période de l'année 2018. Toutefois, la croissance du secteur des hydrocarbures a reculé de -5,3% au 4ème trimestre 2019, contre (-6,4%) à la même période de 2018.

Ainsi, le taux de croissance du PIB hors hydrocarbures a été de 1,8% au cours du 4ème trimestre de l'année dernière, contre +3,2% durant la même période de 2018. La croissance du PIB hors hydrocarbures a été essentiellement tirée par les secteurs de l'agriculture, du bâtiment, travaux publics et hydraulique (BTPH, y compris services et travaux publics pétroliers), l'industrie et les services non marchands. Ainsi, le secteur de l'agriculture, sylviculture et pêche a connu la meilleure performance au 4ème trimestre 2019 avec (+4,9%) contre 3% à la même période en 2018. Le secteur du BTPH, y compris STPP, a connu une "bonne" performance avec un taux de +4,3% au 4ème trimestre, contre +5,1% durant la même période en 2018. Le secteur industriel a enregistré une croissance de 3,3% au 4ème trimestre 2019 contre 3,8% à la même période de l'année d'avant. Les services non marchands ont également participé à la croissance économique hors hydrocarbures avec un taux de +2,3%, contre +2,7% durant la même période de comparaison et enfin les services marchands avec une croissance de 1,8% contre 3,4%.

Par ailleurs, l'ONS a relevé qu'en valeurs courantes, le PIB du 4ème trimestre 2019 a enregistré une croissance modérée de 0,4% par rapport à la même période de 2018.

Par ailleurs, il a indiqué que la formation brute du capital fixe en volume (l'investissement) a enregistré au dernier trimestre 2019, une baisse de 2,2%, après une hausse de 3% à la même période de l'année d'avant.

Ces évolutions de l'investissement sont cohérentes avec en premier lieu la faible croissance du PIB mais également la baisse des importations et particulièrement les biens d'équipements et machines importés, a indiqué l'organisme des statistiques. En effet, les échanges extérieurs de marchandises et de services sont également caractérisés par une baisse en volume de 16,2% pour les importations et de 5,7% pour les exportations au 4ème trimestre 2019 par rapport à la même période en 2018.

CONSEIL DES MINISTRES

Le Président Tebboune appelle à accélérer l'application d'un nouveau modèle économique

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a appelé dimanche lors du Conseil des ministres à la prise de mesures pratiques pour accélérer la mise en place d'un nouveau modèle économique basé sur la diversification du développement et l'économie du savoir.

"Le Président Tebboune a insisté sur la prise des mesures pratiques pour accélérer la mise en place d'un nouveau modèle économique basé sur la diversification du développement et l'économie du savoir, en sus d'une nouvelle politique d'industrialisation orientée vers les industries petites, moyennes et émergentes, soulignant l'importance d'accorder la priorité aux produits garantissant un taux d'intégration élevé", a indiqué le communiqué de la Présidence de la République.

"Cette politique industrielle permettra de réduire la facture d'importation et de créer des postes d'emploi", a ajouté le Président de la République.

Intervenant à l'issue de l'exposé du ministre de l'Industrie et des Mines, Ferhat Aït Ali Brahim sur l'état de son secteur, le Président de la République a instruit de recenser toutes les ressources naturelles nationales non exploitées afin de "renforcer nos capacités d'exportation, de compenser la baisse des recettes hydrocarbures et de préserver cette richesse aux générations montantes", fait savoir la même source.

Et d'ajouter, "nous avons des compétences algériennes et des ressources matérielles susceptibles de nous mettre à l'abri de l'instabilité des recettes pétrolières, appelant à mettre en valeur les ressources humaines afin de remporter le pari, de surmonter les séquelles de la pandémie Covid-19 et de jeter les fondements d'une véritable industrie nationale dans le cadre d'une véritable économie, dont les échéances et les objectifs sont bien définis".

Le Président Tebboune appelle les startups à accorder à l'heure actuelle davantage d'intérêt aux besoins des hôpitaux

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a appelé dimanche lors de la réunion périodique du Conseil des ministres, les startups à accorder à l'heure actuelle davantage d'intérêt aux besoins des hôpitaux, avant de donner des instructions pour la réactivation du Fonds de soutien aux micro-entreprises et startups et l'élaboration de lois régissant les initiatives des jeunes, avant fin avril courant.

S'exprimant au terme d'un exposé présenté par le ministre de la Micro-entreprise, des Startups et de l'Economie de la connaissance, Yassine Djeridene sur les contributions de jeunes innovants porteurs de projets et de startups dans la prévention et la lutte contre la pandémie du Covid-19, le Président Tebboune a indiqué que les startups étaient appelées actuellement à accorder davantage d'intérêt aux besoins des hôpitaux, mettant l'accent sur l'urgence de généraliser la numérisation au service de l'économie nationale, lit-on dans le communiqué sanctionnant la réunion du Conseil des ministres. Le Président de la



président de la République a affirmé que l'évaluation doit s'appuyer sur la réalité pour pouvoir sortir avec une vision claire de ce que nous voulons réaliser.

Malheureusement, a-t-il déploré, cette réalité montre que nous ne sommes pas parvenus, à ce jour, à produire localement à 100% un téléviseur ou un réfrigérateur alors que l'Algérie recèle des compétences scientifiques dans les divers domaines. Des compétences qui ont démontré leur potentiel dans notre lutte collective contre la propagation de la pandémie du Coronavirus, a ajouté le Président Tebboune. Par la suite, le ministre de l'Industrie et des Mines a pris la parole pour présenter un exposé sur la situation du secteur à commencer par l'organisation du ministère au niveau central ainsi que ses structures.

Il a également présenté une étude détaillée sur les divers systèmes juridiques et réglementaires régissant l'investissement et la gestion du secteur public commercial, relevant les vides et lacunes existant, essentielle-

ment l'absence d'une stratégie industrielle nationale.

Ainsi, et partant de la réforme des structures de gouvernance et de gestion direct de l'économie productive, le ministère a tracé une stratégie industrielle à travers la révision du cadre législatif relatif à la promotion de l'investissement et la réorganisation du secteur économique public relevant du ministère de l'Industrie et des Mines en vue de sa relance et sa séparation complètement du Trésor public en tant que principal pourvoyeur.

Les exportations en hydrocarbures : la part de l'Algérie baissera à 816.000 barils à compter du début mai

Le Conseil a écouté, par la suite, un exposé du ministre de l'Energie sur cette crise inédite que connaissent les marchés mondiaux du pétrole en raison de la baisse de la demande due à la stagnation de l'économie mondiale suite à la propagation de la pandémie de nouveau coronavirus et la production anarchique de certains pays producteurs, ce qui a eu pour

effet une saturation des marchés et un effondrement des prix, selon le document.

L'exposé a rappelé qu'en vertu de l'accord du 12 avril courant de l'OPEP + relatif à la baisse de la production en trois étapes jusqu'à avril 2022, la part des exportations de l'Algérie va baisser, pour une première étape, de 241.000 barils/jour, puis de 816.000 barils/jour à compter du 1er mai. Cette part augmentera à partir du premier juillet jusqu'à 864.000 barils/jours avant d'atteindre le seuil de 912.000 barils/jours entre janvier 2021 et avril 2022. Intervenant à l'issue de l'exposé, le Président de la République s'est interrogé jusqu'à quand devrons nous rester tributaire des fluctuations du marché mondial du pétrole?, mettant l'accent sur "la nécessité de se tourner résolument avec détermination vers l'industrie pétrochimique, le développement des secteurs de l'industrie et de l'agriculture et l'exploitation des ressources humaines sortant chaque année de nos universités afin de permettre aux jeunes de mettre en avant leur génie habituel".

Le Président Tebboune a insisté également sur la nécessité de "s'orienter immédiatement vers l'investissement dans le secteur des énergies renouvelables pour l'exportation afin d'immuniser notre indépendance économique contre toute éventualité pouvant se produire sur le marché pétrolier".

Dans le même contexte, le Président de la République a appelé Sonatrach à "élargir ses plans d'investissement dans les projets pétroliers à l'étranger afin d'améliorer les recettes de l'Etat".

contre la pandémie Covid-19. Des contributions traduites par la mise au point de solutions, réalisables dans l'immédiat pouvant constituer un appui direct aux efforts de l'Etat face aux défis imposés, tant en matière d'équipements médicaux, qu'en moyens de protection, de prévention et de services de soutien, ou encore pour juguler les répercussions négatives suite au ralentissement de la cadence de l'activité économique.

L'exposé a porté sur un échantillon d'innovations dans le domaine des équipements médicaux, de logiciels de numérisation du secteur de la Santé, des applications de dépistage et de diagnostic à distance, des plateformes d'enseignement à distance, du E-commerce et de dons sur internet. Il a mis en avant également la forte adhésion des secteurs public et privé, des différentes universités et centres de recherche et des compétences nationales à l'étranger, des potentialités à encourager pour amorcer une véritable dynamique qui même de relancer l'économie.

USA - PÉTROLE - ASIE

Le baril de brut américain sous les 15 dollars, chute de près de 20%

Le baril de brut américain a chuté lundi de près de 20% à moins de 15 dollars l'unité en Asie, son plus bas niveau depuis plus de deux décennies, en raison d'une baisse de la demande mondiale due à la pandémie de coronavirus.

Le baril américain West Texas Intermediate (WTI) a dégringolé de plus de 18,7% à 14,84 dollars l'unité dans les premiers échanges asiatiques, tandis que le baril de Brent de la mer du Nord reculait de 1,5%, à 27,64 dollars le baril.

Les marchés du pétrole ont plongé ces dernières semaines à leur plus bas niveau depuis près de vingt ans, alors que les blocages et les restrictions de voyages dans le monde entier se répercutent de plein fouet sur la demande. La crise a été aggravée après que l'Arabie Saoudite, membre de l'Opep, a lancé une guerre des prix avec la Russie, qui n'est pas membre de cette organisation. Les deux pays ont mis un terme à leur différend au



début du mois en acceptant, avec d'autres pays, de réduire leur production de près de 10 millions de barils par jour pour stimuler les marchés touchés par le virus. Mais les prix ont continué à baisser fortement, des analystes esti-

mant que les réductions ne suffiraient pas à compenser les chutes massives de la demande provoquées par la pandémie. "Les prix du pétrole brut sont restés sous pression, car les prévisions de baisse de la demande

présent sur le sentiment général", a déclaré la banque ANZ dans une note. "Bien que l'Opep ait accepté une réduction sans précédent de la production, le marché est inondé de pétrole", a-t-elle ajouté en référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et aux partenaires non membres de l'Opep.

"On craint toujours que les installations de stockage aux Etats-Unis ne soient à court de capacité", estime la banque. L'administration américaine de l'information sur l'énergie a fait savoir que les stocks de brut de la plus grande économie mondiale ont augmenté de 19,25 millions de barils la semaine dernière, ajoutant aux malheurs d'un marché mondial surapprovisionné.

UE - SANTÉ

L'UE aura besoin de 500 milliards d'euros supplémentaires pour se remettre, selon le MES

L'Union européenne aura besoin d'au moins 500 milliards d'euros supplémentaires provenant de ses différentes institutions pour se remettre des conséquences du nouveau coronavirus, somme qui viendrait en plus d'un montant équivalent convenu il y a 10 jours, a déclaré Klaus Regling, le président du MES.

Dans un entretien publié dimanche par le journal italien Corriere della Sera, le dirigeant du Mécanisme européen de stabilité (MES), le fonds d'urgence de la zone euro, déclare que la manière la plus simple de réunir ces fonds serait de passer par la Commission européenne et le budget de l'UE. "Je dirais que, pour la deuxième

phase, nous avons besoin d'environ 500 milliards d'euros de la part des institutions européennes, mais cela pourrait être davantage", poursuit Klaus Regling. "A cet effet, nous devons discuter de nouveaux instruments avec un esprit ouvert mais il s'agit aussi de faire appel à des institutions existantes parce que c'est plus facile, en particulier la Commission et le budget européen", ajoute-t-il. "Repenser les fonds européens peut largement contribuer au maintien de la cohésion au sein de l'Union européenne." Le 9 avril, les ministres des Finances de l'UE sont convenus d'un plan de soutien de 500 milliards d'euros pour faire face aux conséquences économiques

de la crise sanitaire du coronavirus, après des semaines de querelles qui ont souligné les douloureuses divisions au sein du bloc communautaire. L'Europe est particulièrement touchée par l'épidémie, qui a mis l'économie mondiale à l'arrêt, déplorant non loin de 60% du total mondial des décès liés à la maladie, qui s'approche des 160.000, selon les dernières données. Les dirigeants de l'Union européenne doivent se réunir par visioconférence le 23 avril.

Un compromis possible pourrait être trouvé dans le principe d'une Commission européenne empruntant sur le marché avec la garantie du budget européen à long terme.

EUROPE - VIRUS

Crise économique: les outils européens doivent "compléter" les mesures nationales

Les directeurs des caisses de dépôt de cinq pays européens (France, Pologne, Italie, Espagne et Allemagne) appellent dans une déclaration commune à "compléter" par des dispositifs communautaires les plans nationaux conçus pour sortir de la crise économique causée par l'épidémie de Covid-19.

"Il est vital pour nos économies que les outils européens soient conçus pour compléter ceux qui sont mis en place au niveau national. Il est indispensable que les circuits financiers soient les plus courts pos-

sibles et permettent ainsi que chaque euro engagé arrive sur le terrain là où il est nécessaire", ont-ils déclaré à l'issue d'un échange avec la Banque européenne d'investissement (BEI). "Notre mission commune est d'apporter un soutien actif à l'économie et de contribuer ainsi à une croissance soutenable riche en emplois. (...) Face aux défis gigantesques posés par le Covid-19, nous devons mobiliser nos ressources à des niveaux jamais rencontrés jusqu'aujourd'hui", ont-ils ajouté. "De nombreux secteurs comme les

infrastructures - notamment les infrastructures sociales (santé, éducation, logement social), les infrastructures numériques comme celle de l'énergie, les transports, le tourisme, la recherche et développement devront faire face à d'énormes besoins d'investissements pour retrouver la compétitivité, assurer l'indépendance stratégique et renforcer la capacité de résilience de l'économie européenne", détaillent les auteurs.

Pour assurer une relance efficace, ils avancent notamment "le programme

InvestEU, mis en place par la Commission européenne (qui pourra être un élément majeur du paysage économique européen aux côtés des autres mesures nationales et européennes".

L'association européenne des investisseurs de long terme (Elti), qui représente 31 banques nationales au sein de l'Union européenne, s'est félicitée de cette déclaration: "la coordination et les échanges entre banques et institutions financières publiques européennes est cruciale dans la crise que nous traversons".

FRANCE - CORONAVIRUS

1 million de demandes pour le fonds de solidarité français aux entreprises

Le fonds de solidarité français de 7 milliards d'euros pour soutenir les entreprises pendant la crise sanitaire a reçu plus d'un million de demandes, a déclaré dimanche le Premier ministre Edouard Philippe lors d'une conférence de presse.

"L'Etat, à travers la direction générale des finances publiques, a versé directement, dans les quatre ou cinq jours qui suivaient la demande, les sommes aux entreprises", a-t-il précisé.

Le dispositif permet aux entreprises ayant subi une chute de plus de 50% de

leur chiffre d'affaires de recevoir 1.500 euros, un montant qui monte à 5.000 euros pour celles menacées de faillite.

Les critères d'attribution ont été élargis la semaine dernière, comme son budget total passé d'un milliard à sept milliards d'euros.

"Les assureurs se sont engagés à participer à hauteur de 400 millions d'euros à ce budget et les régions se sont engagées à participer à hauteur de 500 millions d'euros", a ajouté Edouard Philippe.

Outre ce fonds, les mesures d'ur-

gence mises en place par le gouvernement français comprennent le chômage partiel pour 9 millions de salariés, avec un budget de 2,4 milliards d'euros, et des prêts garantis par l'Etat à hauteur de 300 milliards d'euros.

A ce jour, 18 milliards d'euros ont été garantis à quelque 130.000 entreprises.

L'activité économique générale a diminué de 36% en France depuis le début du confinement, l'activité industrielle de 43%, la construction de 88% et le secteur de l'hébergement et de la restauration à hauteur de 90%.

BANQUE MONDIALE - VIRUS

La BM s'engage à financer les programmes de lutte contre Covid19 de 100 pays en développement

La Banque mondiale (BM) prévoit de financer les programmes de lutte contre la pandémie de Covid-19 dans 100 pays en développement d'ici fin avril 2020, a annoncé un responsable du Groupe à Washington.

Intervenant devant le Comité du développement, à l'issue des Réunions de printemps du Groupe de la BM et du Fonds monétaire international (FMI), le président du Groupe de la BM David Malpas, a déclaré qu'il existe des programmes en cours pour lutter contre le virus dans 64 pays en développement. "Grâce aux ressources existantes, entièrement mobilisées et à octroyer massivement d'entrée de jeu, nous sommes en mesure de fournir 160 milliards de dollars de financements au cours des 15 prochains mois", a indiqué David Malpas.

Et de préciser que cette enveloppe comprend 50 milliards de dollars sous forme de dons et de crédits hautement concessionnels fournis par l'Association internationale de développement (IDA), le fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres.

M. Malpas a également souligné que les trois objectifs de cette action coordonnée entre la BM, la Société financière internationale (IFI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) visent à protéger les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables, soutenir les entreprises et sauver des emplois, et aider les pays en développement à mettre en œuvre des opérations sanitaires d'urgence et à renforcer la résilience économique.

Alors que la lutte contre le coronavirus nécessite une action décisive, collective et innovante, le Comité a encouragé le Groupe de la Banque mondiale et le FMI à continuer à aider l'ensemble de leurs clients, en partenariat avec les organismes des Nations Unies, les institutions financières internationales et les partenaires bilatéraux.

Selon le Comité qui représente un forum conjoint qui réunit les ministres de 189 pays "le Groupe de la Banque mondiale est l'institution la mieux placée pour apporter des réponses à ces questions complexes et pour jouer un rôle de premier plan dans la riposte à la pandémie, grâce à ses instruments de prêt, d'investissement et de partage du savoir et à son pouvoir de mobilisation", selon un communiqué publié à l'issue des réunions de printemps des deux institutions.

Les réunions de printemps du FMI et de la BM se sont tenues du 14 avril au 17 avril 2020 à Washington, pour la première fois cette année, en mode virtuel en raison de la pandémie de Covid-19.

Le programme des réunions comprenait des réunions et des conférences de presse sur les perspectives économiques mondiales, la stabilité financière mondiale et les perspectives économiques régionales, l'Afrique subsaharienne, le Fiscal Monitor et les moyens de sauver les vies humaines...

AUTOMOBILES

Le constructeur japonais Mitsubishi va fabriquer des voitures électriques en Thaïlande

Le géant japonais de l'industrie automobile "Mitsubishi Motors" a reçu le feu vert de la Thaïlande pour son plan d'implantation d'unités de production de véhicules électriques et hybrides, rapporte la presse locale.

Mitsubishi Motors a reçu le feu vert de la Thaïlande pour son plan de production de véhicules électriques et hybrides alors que ce pays d'Asie du Sud-Est cherche à juguler l'impact de l'épidémie de coronavirus sur son économie, rapporte l'agence de presse japonaise Kyodo.

Le "Board of Investment" de la Thaïlande a annoncé courant cette semaine avoir approuvé le projet de 5,48 milliards de bahts (167 millions de dollars) de Mitsubishi visant à rénover les chaînes de production existantes dans une usine à "Laem Chabang Industrial Estate", au sud-est de Bangkok.

Le projet prévoit la fabrication de 39.000 véhicules par an pour les commercialiser sur le marché local et dans les pays voisins de l'Asie du Sud-Est.

Mitsubishi Motors-Thailand, filiale du constructeur japonais, compte fabriquer chaque année 9.500 véhicules électriques et 29.500 voitures hybrides.

Le "Board of Investment" a déclaré que la production de voitures écologiques de Mitsubishi devrait commencer en 2023.

GUELMA - COVID-19 Caravane de solidarité de 3000 colis de denrées alimentaires au profit des familles nécessiteuses

Une caravane de solidarité chargée de 3000 colis de denrées alimentaires a été lancée, dimanche, au profit des familles vulnérables, affectées par les mesures de confinement à travers 12 des communes de la wilaya de Guelma.

Chaque colis comprend environ 15 produits de large consommation indispensables au quotidien, principalement des denrées de base telles que la semoule, le sucre et l'huile, a affirmé le wali, Kamel Abla, au cours du lancement de cette caravane, depuis le siège de l'unité principale de la protection civile, où se trouve l'entrepôt de wilaya réservé à la collecte des denrées alimentaires.

Le même responsable a précisé que les produits alimentaires et les détergents distribués aux personnes touchées par le confinement et aux familles nécessiteuses proviennent de dons et de contributions de particuliers et d'organismes publics, soulignant que l'entrepôt de l'unité principale de la protection civile a été alloué pour recevoir les différentes contributions en matière de nourriture et de produits de nettoyage et de désinfection.

Il a par ailleurs exhorté les présidents des assemblées populaires communales (APC) concernés par cette caravane de solidarité à impliquer les comités de quartier et certains acteurs de la société civile en contact direct des citoyens dans l'opération de recensement des familles concernées, éligibles à ces colis de denrées alimentaires.

Des produits alimentaires ont aussi été distribués ces derniers jours dans les мечتاس et les régions éloignées à la faveur de quatre caravanes comprenant chacune entre 3000 et 7000 colis.

SOLIDARITÉ - BLIDA 9.900 familles nécessiteuses bénéficiaires de la prime de la direction des affaires religieuses

Environ 9.900 familles nécessiteuses de différentes communes de Blida, ont bénéficié de la prime de 6000 da, attribuée par la direction des affaires religieuses et des wakfs de la wilaya, à chaque mois sacré du Ramadhan, a-t-on appris, dimanche, auprès de son directeur, Kamel Belassel.

"La direction des affaires religieuses et des wakfs a décidé, l'attribution d'une prime de 6000 da au profit des familles nécessiteuses.

Chaque année, cette prime est attribuée aux familles bénéficiaires, sous la forme d'un mandat postal transféré, à l'occasion du mois sacré du Ramadhan", a indiqué à l'APS M.Belassel.

Sur ce total de bénéficiaires, 6.600 familles sont inscrites auprès de la direction des affaires religieuses, depuis des années, auxquelles se sont ajoutées 3.300 autres nouvelles familles, suite au soutien financier, estimé à 10 millions de da, qui lui a été destiné par la tutelle, en guise d'aide, durant la période de confinement total, imposé à la wilaya depuis le 24 mars dernier, pour freiner la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19).

Selon M. Belassel, 4.300 mandats postaux ont été, dernièrement, envoyés à leurs bénéficiaires, dans l'attente de l'envoi du reste des mandats durant la semaine en cours, "pour permettre aux familles d'exploiter cette prime dans l'acquisition de certains de leurs besoins, avant la survenue du mois sacré du Ramadhan", a-t-il indiqué.

PROTECTION CIVILE - INTERVENTIONS Plus de 5300 interventions en mars

Les services de la Protection civile de la wilaya d'Alger ont effectué en mars dernier plus de 5300 interventions à travers le territoire de la capitale, ainsi que d'autres interventions concernant des cas suspects de Covid-19, a indiqué, dimanche, une source à la Direction de wilaya de ce corps.

Dans une déclaration à l'APS, le chargé de communication à la Direction de wilaya de la Protection civile, le lieutenant Khaled Benkhalfallah a indiqué que le nombre des interventions enregistré en mars dernier s'est élevé à 5306 dans la wilaya d'Alger, tandis que celui des opérations de secours et d'évacuation, il s'élève à 3440, à travers lesquelles 2685 personnes ont été secourues.

Le même responsable précise que les agents de la Protection civile sont intervenus durant la période sus-indiquée, concernant des cas suspects de Coronavirus, via la cellule de suivi de la situation épidémiologique au niveau du Centre de coordination opérationnelle au siège de l'Unité principale, laquelle reçoit des appels téléphoniques pour répondre aux demandes de renseignements et préoccupations des citoyens en la matière.



Le bilan des activités effectuées par les unités de la Protection civile dans la capitale dans le domaine des accidents de la circulation, fait état de 690 accidents de la route, survenant dans les différents axes routiers de la wilaya, ayant fait 441 blessés et un (01) mort, indique-t-on de même source. S'agissant des incen-

dies durant la même période, (liquides chauds, liquides chimiques, appareils électromagnétiques, électrocution, flammes), 378 incendies ont été enregistrés et 15 personnes de différentes catégories d'âge ont été secourues, tandis qu'aucun feu de forêt n'a été signalé. Le lieutenant Benkhalfallah a assuré, en

outre, de la poursuite des opérations de stérilisation et de désinfection au niveau des hôpitaux, des Foyers pour personnes âgées (FPA), Centres de l'enfance assistée ainsi qu'au niveau d'autres espaces publics. La Protection civile poursuit également la sensibilisation des citoyens au respect du confinement et des conditions d'hygiène, par le lavage régulier des mains, ainsi que des mesures préventives concernant la distanciation sociale, ajoute la même source.

Par ailleurs, des mesures strictes ont été prises concernant le port de la combinaison de protection par l'agent lors de l'intervention, souligne le chargé de communication qui assure également que les ambulances de la Protection civile sont soigneusement désinfectées et stérilisées au niveau de l'Unité centrale d'El Harrach.

TIZI-OUZOU

Les comités de villages ont "grandement contribué" à limiter la propagation du Covid-19

Les comités de quartier et principalement de villages ont "grandement contribué" à limiter la propagation du nouveau coronavirus Covid-19 dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a souligné dimanche le directeur de la santé et de la population (DSP), le pr. Abes Ziri.

M. Ziri qui a présenté une situation de la gestion par les autorités locales, de la pandémie au niveau de la wilaya, a salué le rôle joué par la société civile et notamment les comités de villages qui ont "organisé le confinement et les entrées au niveau des villages, et ont contribué dans la lutte contre la propagation de la pandémie", a-t-il dit. Le plan d'action Djurdjura Covid-19 mis en place par la DSP et qui est un dispositif de prise en charge de la pandémie dont le centre

est le citoyen en général et le patient en particulier et qui (le plan) est caractérisé par son adaptabilité, la convergence des différents partenaires, sa flexibilité selon les besoins et par régions, et son applicabilité sur le terrain, intègre cette organisation de la société civile, a souligné le responsable. Le plan d'action qui a mis en place un circuit d'évacuation simple et sécurisé des patients, à travers un certain nombre de mesures "se base aussi sur l'ensemble des comités de quartiers et de comités de villages qui ont joué un rôle salutaire durant cette pandémie au niveau de la wilaya", a indiqué le Pr. Ziri.

Il a précisé : "nous avons 1500 villages et la majorité ont décidé de confiner les populations et d'assurer aussi l'approvisionnement

avec les services de la wilaya ce qui nous a beaucoup aidé". Le directeur local de la santé a relevé que le potentiel de lits (secteur public et privé) de la wilaya de Tizi Ouzou est de 3.181 dont 480 lits dégagés pour les patients suspects et les cas confirmés positifs en plus de 50 lits pour la réanimation sur un total de 177 lits mobilisables. Pour ce qui est des respirateurs, 31 sont déjà mobilisés sur un total de 67 équipements similaires disponibles. "En cas de nécessité, nous pouvons encore mobiliser 780 lits d'hospitalisation supplémentaires", a indiqué le même responsable qui a souligné que le stock de lits mobilisables et encore disponibles dans des établissements du secteur de la santé (publics et privés), de la jeunesse et des sports et du tourisme est de 6.746 lits.

COMMUNE DE CHIFFA À BLIDA

Ouverture de deux sites électroniques pour le recensement des familles nécessiteuses

La commune de Chiffa (Ouest de Blida) a procédé à l'ouverture de deux sites électroniques pour le recensement des familles nécessiteuses, et éviter aux citoyens des déplacements risqués vers le siège de la commune, à cause de la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), a-t-on appris, dimanche, auprès de son président.

"L'Assemblée populaire communale (APC) de Chiffa a décidé l'ouverture de deux sites électroniques pour le recensement, à distance, des familles nécessiteuses sur son territoire. Une première à l'échelle nationale", a indiqué à l'APS, Mazari Abdessamad, signalant que la mesure a été dictée par les protestations enregistrées, le week end dernier, dans la commune, suite à l'annonce de la distribution de la prime de 10.000 da, en raison, a-t-il dit "de la non compréhension par les citoyens des conditions de son attribution". L'initiative, annoncée sur la page facebook officielle de la commune et par des affiches au niveau de la mai-

rie, vise selon le P/APC "à éviter la propagation du Covid-19, entre les citoyens". Les deux sites ouverts, l'un pour les hommes et l'autre aux femmes, permettent à tout citoyen concerné de s'inscrire en "remplissant un formulaire sous forme de questions-réponses englobant toutes les informations nécessaires sur la personne, qui sont ensuite transmises aux services de la commune, qui procéderont à la vérification des informations, avant le classement des inscrits", est-il expliqué de même source. "Les listes obtenues suite à ce recensement sont destinées à être exploitées, dès l'annonce des conditions d'octroi de cette prime de 10.000 da, par les autorités", a ajouté M. Mazari, signalant l'inscription de plus de 2000 citoyens, 24 heures après l'ouverture de ces deux sites, et prévoyant un "nombre encore plus important d'inscrits dans les prochaines heures". "Les citoyens bénéficiaires du couffin du Ramadhan, durant les années écoulées, n'ont pas besoin de

se réinscrire", a-t-il observé, en outre. Il s'agit là de la première initiative du genre à l'échelle nationale, a souligné le même responsable, appelant l'ensemble des communes du pays à l'adopter, en cette conjoncture sanitaire, marquée par la propagation du Covid-19.

S'agissant des dons et aides réceptionnés, par la wilaya de Blida, depuis le début du confinement qui lui a été imposé le 24 mars dernier, pour freiner la propagation de ce virus, M. Mazari a fait cas de 1.924 familles de Chiffa bénéficiaires de ces aides.

Un nombre jugé "très faible", selon lui, comparativement, a-t-il dit, au nombre de familles nécessiteuses recensées dans sa commune, soit plus de 4000, notamment dans la cité "Sidi El Madani" et le village "Ahl Eloued".

D'ou l'appel lancé par le P/APC de Chiffa au wali pour un "relèvement du quota de la commune en aides alimentaires" pour pouvoir couvrir les demandes des citoyens, a-t-il indiqué, car le quota de sa

commune «fait partie des plus faibles comparativement à ceux des autres localités de la wilaya", a-t-il affirmé.

Concernant le plan d'action de la commune pour le mois sacré du Ramadhan, le responsable a assuré que "nous sommes habitués, chaque année, à l'ouverture de restaurants de la Rahma, en coordination avec des associations caritatives locales", mais la conjoncture sanitaire de cette année (épidémie du Covid-19), "constitue une entrave pour cette action", a-t-il déploré.

Il a fait part de propositions émises par des associations pour la préparation de repas d'Iftar chauds à distribuer aux hôpitaux, centres sanitaires et autres employés en charge de l'organisation du confinement sanitaire, ou la distribution de ces aides sous forme de couffins alimentaires destinés aux familles nécessiteuses.

"Nous déciderons du plan d'action à mettre en place durant la semaine en cours", a-t-il fait savoir, à ce propos.

RÉFUGIÉS - DROITS HUMAINS

Les femmes réfugiées sont davantage menacées de violences en temps de crise, alerte l'UNHCR

Les femmes et les filles réfugiées ou déplacées sont confrontées à un risque accru de violences liées au genre en pleine crise du coronavirus. S'est alarmé lundi l'agence onusienne pour les réfugiés, l'UNHCR, appelant à des mesures concrètes.

Celles-ci risquent davantage d'être contraintes à "des relations sexuelles de survie" ou aux mariages forcés de mineures, a signalé l'organisation. Le confinement imposé dans de très nombreuses parties du monde pour enrayer la propagation du Covid-19 a entraîné une restriction des mouvements et la fermeture de nombreux services. "Nous devons accorder une attention urgente à la protection des femmes et des filles réfugiées, déplacées ou apatrides à l'heure de cette pandémie", a affirmé Gillian Triggs, haut commissaire adjoint à la protection à l'UNHCR. "Elles font partie des personnes les plus à risque. Les portes ne doivent pas rester ouvertes aux auteurs d'abus et l'aide doit se concentrer sur les femmes vic-



times d'abus et de violence." Les femmes déplacées risquent d'être confinées avec leurs agresseurs, a-t-elle dit, alors

que d'autres, ayant perdu leurs moyens de subsistance, "pourraient être contraintes à des relations sexuelles de survie, ou

à des mariages forcés de mineures". Les restrictions imposées par la plupart des pays en réponse à la pandémie de coronavirus entraînent un accès limité aux services de soutien, a observé l'UNHCR. Pour contrer l'ensemble de ces risques, cette antenne de l'ONU distribue des fonds d'urgence aux femmes considérées comme étant à risque concernant les violences. Les "risques accrus de violence" contre les femmes déplacées doivent être pris en compte par les Etats dans leur réponse à la crise du coronavirus, a estimé Mme Triggs. Une des mesures peut être de s'assurer que les services destinés aux victimes de violences soient considérés comme essentiels et demeurent accessibles.

ETATS-UNIS - CONFINEMENT Le gouvernement et les Etats s'étripent sur la sortie du confinement

L'administration de Donald Trump et les gouverneurs des Etats américains s'affrontaient dimanche sur la possibilité de la levée des restrictions mises en place à cause de la pandémie de coronavirus, dans un climat tendu renforcé par le soutien du président à des manifestations réclamant la reprise d'une activité normale.

Ils se renvoyaient notamment la balle sur les capacités de tests au Covid-19, le gouvernement assurant que les Etats en ont désormais assez à leur disposition, ce que démentent de nombreux gouverneurs.

"Même si nous faisons désormais 150.000 tests par jour, si les Etats activaient tous les laboratoires présents chez eux, nous pourrions plus que doubler ce nombre du jour au lendemain", a déclaré sur Fox News le vice-président Mike Pence dimanche.

"Il y a une capacité suffisante de tests dans le pays aujourd'hui pour que n'importe quel Etat puisse entrer dans la phase 1' de réouverture de l'économie, a-t-il ajouté, en référence aux étapes recommandées par la Maison Blanche pour décider la levée progressive du confinement.

Cette première étape prévoit la réouverture partielle de certains commerces, sous condition notamment que les autorités soient en mesure de dépister à large échelle les nouveaux cas de coronavirus afin d'éviter une deuxième vague de contamination.

Le gouverneur démocrate de Virginie, Ralph Northam, a qualifié de "délirantes" et "d'irresponsables" les déclarations du gouvernement sur la disponibilité en nombre suffisant de ces tests.

"Il nous a été demandé, en tant que gouverneurs, de mener cette guerre sans le matériel dont nous avons besoin", a-t-il tancé sur CNN.

"Nous pourrions tripler le nombre de tests que nous réalisons par jour si nous avions les tampons (nécessaires aux prélèvements, ndlr) et les produits réactifs" nécessaires à l'obtention des résultats, a dit sur CNN la gouverneure démocrate du Michigan, Gretchen Whitmer, pointant comme d'autres une pénurie.

Le Michigan, où la plus importante manifestation anti-confinement du pays à ce jour s'est déroulée mercredi, est seulement le dixième Etat le plus peuplé mais le troisième en nombre de morts du coronavirus, a-t-elle rappelé, appelant Donald Trump à utiliser une loi permettant de réquisitionner des entreprises pour fabriquer les produits manquants.

NIGERIA

47 personnes tuées dans des attaques de bandits dans le Nord

Quarante-sept personnes ont été tuées dans des attaques de bandits armés contre plusieurs villages de l'Etat de Katsina, dans le Nord du Nigeria, ont annoncé dimanche soir la présidence et la police locale. Des hommes à moto ont mené samedi des "attaques organisées et simultanées" contre cinq villages dans trois collectivités locales de Katsina, où ils ont tué 47 habitants, a déclaré le porte-parole de la police de l'Etat, Gambo Isah. "Dans le seul village Kurechin Atai, 14 personnes ont été tuées. Dans les villages Kurechin Giye et Kurechin Dutse (...) des bandits ont tué respectivement

quatre et six personnes", indique le communiqué. "Et dans les villages de Makauwachi et Daule, les voyous ont tué respectivement 19 et quatre personnes", a-t-il ajouté, précisant que la police et l'armée ont été déployées dimanche dans cette région isolée du pays pour interpellier les bandits.

Selon la police, ces gangs criminels, spécialisés dans le vol de bétail et les enlèvements contre rançon, avaient déjà envahi ces communautés vendredi et s'étaient heurtés à une forte résistance des habitants, qui avait été réussie à les repousser. Ils sont revenus samedi vers 02H30 GMT avec

environ 150 motos, alors que tout le monde dormait, et ont incendié les maisons et tiré sur leurs occupants, selon des témoignages d'habitants.

Dans une déclaration dimanche, le président nigérian, Muhammadu Buhari, a condamné une "nouvelle attaque de bandits" dans sa région natale, Katsina, "qui a fait 47 morts".

M. Buhari s'est engagé à réagir de manière "décisive", prévenant qu'il ne tolérerait plus "de massacres d'une telle ampleur par des bandits contre des innocents".

Cette région du nord du Nigeria a été ces dernières années la cible répétée de

gangs criminels lourdement armés, qui lancent leurs attaques depuis les forêts bordant les Etats de Katsina, Zamfara, Kaduna et Niger.

L'armée et les autres forces de sécurité nigérianes ont été déployées à plusieurs reprises pour ramener l'ordre, de même que des négociations de paix ont été menées par les autorités avec ces gangs, mais les attaques ont repris à chaque fois après quelques semaines ou mois de répit.

En février, 30 personnes avaient ainsi été tuées des attaques similaires menées par des voleurs de bétail contre les villages de Tsauwa et Dankar, dans l'Etat de Katsina.

CANADA - FUSILLADE

Un homme armé fait plus de 16 morts, pire tuerie du pays

Un homme armé a tué au moins 16 personnes, parmi lesquelles une policière, pour une raison encore inconnue dans la nuit de samedi à dimanche en Nouvelle-Ecosse (Canada), lors de la pire tuerie de ce genre qu'ait connu le Canada.

L'homme de 51 ans, un prothésiste dentaire selon les médias, a trouvé la mort lors de son arrestation à l'issue d'une vaste chasse à l'homme d'une douzaine d'heures dans toute la province de l'est du Canada, a indiqué la police.

Gabriel Wortman a notamment circulé à bord d'une voiture semblable à celles de la police, portant au moins une partie d'un uniforme de policier.

Il a semé la mort en plusieurs endroits, dans des circonstances et pour une raison encore mystérieuses qui ont choqué le pays, où les fusillades de masse sont rares.

La responsable nationale de la Gendarmerie royale du Canada (GRC, police fédérale), Brenda Lucki, a indiqué à plusieurs chaînes que le bilan était d'au moins 13 morts, avant d'annoncer en milieu de soirée un nouveau bilan d'au moins 16 morts, en plus du tueur, selon la chaîne publique CBC.

Les motivations de Gabriel Wortman doivent encore être éclaircies par l'enquête. "Il est trop tôt pour parler de motivation", a expliqué lors d'un point presse le

responsable des enquêtes criminelles de la police fédérale de Nouvelle-Ecosse Chris Leather, qui avait dans un premier temps fait état de "plus de 10 morts".

Plusieurs victimes "ne semblent pas avoir de lien avec le tireur", a-t-il noté.

Mais "le fait que cet individu disposait d'un uniforme et d'une voiture de police laisse certainement penser que ce n'était pas un acte spontané". La tuerie a commencé samedi en fin de soirée dans la petite commune rurale de Portapique, une bourgade à une centaine de kilomètres de la capitale Halifax. Plusieurs victimes ont été découvertes devant et à l'intérieur d'une maison où la police a été appelée après des signalements de coups de feu.

L'auteur présumé de ces meurtres avait pris la fuite à l'arrivée de la police, déclenchant une vaste chasse à l'homme d'une douzaine d'heures dans toute la province. Les habitants de la région ont été priés de rester chez eux par les autorités. L'homme a pris la fuite à bord de plusieurs véhicules, dont l'un ressemblant à une voiture de police.

Il portait en outre plusieurs éléments d'un uniforme de policier, a confirmé le porte-parole. Gabriel Wortman a été arrêté dimanche matin, dans des circonstances qui n'ont pas été précisées. "La poursuite s'est terminée ce matin lorsque le suspect a

été localisé. Je peux confirmer qu'il est mort", a indiqué M. Leather.

Une autre porte-parole a indiqué que le tireur avait été tué suite à l'intervention d'un agent, sans autre précision.

Une policière a été tuée dimanche et un autre policier a été blessé, a précisé la police. Ce massacre, dont le bilan n'est pas définitif, est d'ores et déjà le pire que le Canada ait connu depuis plus de 30 ans.

Le 6 décembre 1989, un homme avait tué par balles 14 femmes à l'école Polytechnique de Montréal avant de se donner la mort, provoquant ce qui était à l'époque la pire tuerie de masse -et le premier féminicide de l'histoire du pays.

Le 23 avril 2018 à Toronto, le conducteur d'une camionnette de location avait tué huit femmes et deux hommes qu'il avait volontairement percutés sur un trottoir d'une artère du centre-ville.

"C'est avec tristesse que j'ai appris l'acte de violence insensé qui a été perpétré en Nouvelle-Ecosse et a coûté la vie de nombreuses personnes, y compris celle d'une membre de la Gendarmerie royale du Canada (GRC)", a réagi le Premier ministre, Justin Trudeau, dans un communiqué.

Le Premier ministre de Nouvelle-Ecosse, Stephen McNeil, a pour sa part dénoncé "un des actes violents les plus insensés de l'histoire de notre province".

CHINE - CRIMINALITÉ 8 personnes en détention après la découverte de corps d'enfants dans le Henan

Huit suspects ont été placés en détention pénale après la découverte des corps de quatre enfants dans un dépotier de terre dans la province centrale du Henan, selon les autorités locales. Les corps des quatre enfants âgés de 6 à 10 ans ont été découverts samedi dans une communauté résidentielle du district de Yuanyang.

Les enfants venaient d'un village voisin. Selon les premiers éléments d'une enquête, les enfants seraient entrés dans la communauté en construction par des brèches dans la clôture et auraient été ensevelis sous la terre. Les suspects, y compris les directeurs du projet de construction et le conducteur de l'excavateur, ont été arrêtés pour une enquête plus approfondie, selon la police locale.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

Fin de quarantaine pour plus de 200 personnes au Centre de Thalassothérapie de Sidi Fredj

Un total de 201 personnes mises en quarantaine au Centre de Thalassothérapie de Sidi Fredj (Alger) ont été autorisées à quitter les lieux, après expiration du délai d'isolement fixé à 14 jours, dans le cadre des mesures préventives visant à endiguer la pandémie de covid-19.

Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Hassane Mermouri qui a supervisé l'opération de levée de confinement pour ce deuxième groupe récemment rapatriés de l'aéroport international d'Istanbul (Turquie), a mis l'accent sur l'importance de cette opération sanitaire et humanitaire pour éviter la propagation de cette grave pandémie, saluant l'ensemble des mesures préventives prises, en coordination avec toutes les parties concernées pour assurer les conditions propices à la réussite de l'opération de confinement sanitaire. Le ministre a salué, d'autre part, les efforts consentis par les médecins, les paramédicaux, les travailleurs du complexe et les corps de la Sécurité nationale et de la Protection civile pour assurer des services de qualité aux personnes mises en quarantaine, affirmant qu'en cette conjoncture difficile que traverse le pays, tous les établissements hôteliers publics et privés ont été mobilisés, estimés à 291 établissements d'accueil des citoyens algériens rapatriés de l'étranger. Tous ces établissements touristiques constituent désormais une réserve stratégique pour faire face aux crises et aux différentes formes de dangers, a-t-il soutenu, ajoutant que l'élément humain a été mobilisé avec force pour faire face à cette situation difficile et éviter la propagation de COVID-19.

Le ministre a rappelé le confinement et la prise en charge, jusqu'à présent, de plus de 8.000 citoyens rapatriés de l'étranger.

Pour sa part, le président directeur général du complexe de Thalassothérapie de Sidi Fredj, Said Bekhti, a déclaré à l'APS que tous les moyens nécessaires avaient été affectés pour mener à bien cette opération humanitaire et sanitaire, soulignant que le complexe avait déjà "accueilli, en mars dernier, le premier groupe concerné par le confinement, composé de 153 ressortissants, en attendant d'accueillir un troisième groupe qui devra être rapatrié". A la fin de leur confinement, les autorités publiques ont mis à la disposition des ressortissants algériens près de 15 autobus désinfectés pour les transporter chez eux, dans de bonnes conditions, vers différents wilayas du pays, a ajouté M. Bekhti, relevant qu'aucun cas positif n'avait été enregistré parmi les citoyens confinés. A rappeler que la fin du confinement de nombre de ressortissants rapatriés aura lieu ultérieurement au niveau du complexe touristique "H3" et de l'hôtel El Riadh à Sidi Fredj.

GUELMA

Le premier malade guéri du coronavirus quitte l'hôpital

La première personne guérie du coronavirus (Covid-19) a quitté, dimanche l'hôpital de référence dédié à la prise en charge des patients atteints de Covid-19, au complexe mère-enfant de Guelma, suscitant la joie et le soulagement du personnel médical et paramédical. Pour célébrer sa sortie, médecins et paramédicaux se sont alignés à l'extérieur du complexe, accompagnant le départ du jeune N.A.R., âgé de 32 ans, résidant dans la commune de Hammam Debagh, par de chaleureux applaudissements et des félicitations pour son rétablissement et son retour sain et sauf parmi les siens. Dans une déclaration à l'APS, à l'issue de sa sortie de l'hôpital, le jeune Abderezak a exprimé ses remerciements vis-à-vis du personnel médical et paramédical exerçant dans cet établissement de santé pour les efforts considérables déployés pour soigner les malades et la prise en charge dont il a fait l'objet depuis fin mars dernier, affirmant : "J'ai été très bien soigné". Ce jeune a aussi appelé les citoyens à éviter de propager les rumeurs et les préjugés sur les personnes infectées par le coronavirus, évoquant par la suite son expérience avec la maladie. Abderezak a indiqué, en ce sens, ne pas avoir ressenti beaucoup de symptômes, à l'exception d'un léger essoufflement au cours des deux premiers jours de l'infection, précisant que son état de santé s'est amélioré immédiatement après avoir été traité avec de la chloroquine pendant 10 jours. Deux autres patients devraient quitter ce même hôpital après la fin de leur traitement, un homme âgé et son épouse originaires de la commune d'Héliopolis, dont "les résultats des analyses envoyées à l'annexe de l'Institut Pasteur à Constantine devraient être négatifs compte tenu de l'amélioration de leur état de santé", selon des sources médicales.

95 nouveaux cas confirmés et 8 nouveaux décès en Algérie

Quatre-vingt-quinze (95) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et huit (8) nouveaux décès ont été enregistrés en Algérie, portant ainsi le nombre de cas confirmés à 2629 et celui des décès à 375, a indiqué dimanche le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar.

Intervenant lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie, Dr Fourar a précisé que le nombre des personnes guéries a atteint 1047, dont 153 lors des dernières 24 heures.

Il a également indiqué que le nombre des patients sous traitement a atteint 4156, comprenant 1571 cas confirmés par analyses de laboratoires et 2585 cas "suspects" diagnostiqués par radiologie et scanner, précisant que 46 patients sont toujours en soins intensifs.

Dr Fourar a relevé que l'ensemble des cas confirmés au coronavirus ont été enregistrés à travers 47 wilayas, ajoutant que la tranche d'âge



25-60 ans représente 53% des cas et celle de 60 ans et plus 37%. Le même responsable a relevé que 18 wilayas n'ont

connu aucun cas au coronavirus ce dimanche et 16 autres ont recensé entre un et trois cas.

Dr Fourar a indiqué que 51% des décès ont été enregistrés à Blida et Alger et que 64% de ces décès concernent des personnes âgées de 65 ans et plus.

Enfin, il a rappelé que le numéro vert (3030) reste à la disposition des citoyens pour répondre à leurs préoccupations, réitérant l'impératif de respecter les recommandations des spécialistes concernant les règles d'hygiène personnelle et environnementale, ainsi que des conditions de confinement sanitaire.

LAGHOUAT

4 malades guéris du Covid-19 quittent l'hôpital

Quatre malades atteints du nouveau coronavirus (Covid-19) ont quitté dimanche l'établissement public hospitalier EPH-Hmida Benadjila à Laghouat, après s'être entièrement remis, a-t-on appris auprès de la structure hospitalière.

Il s'agit du premier groupe, guéri, à quitter l'hôpital de Laghouat après avoir subi un traitement à la Chloroquine suivant le protocole adopté par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, "ce qui prouve l'efficacité du traitement", surtout sachant que l'un d'entre eux avait été admis dans un état jugé grave, a indiqué le chef de service d'isolement médical à l'EPH de Laghouat, Mohamed El-

Chetta. Le traitement a amélioré progressivement leur état de santé et les résultats des analyses effectuées à l'annexe d'Ouargla de l'Institut Pasteur d'Algérie et parvenues ce jour ont confirmé l'absence du virus chez ces quatre patients, a-t-il précisé. Le directeur de la Santé et de la Population (DSP) de Laghouat, Mouad Imadeddine, a fait état, de son côté, de la sortie dans les tout prochains jours d'un second groupe de malades après leur guérison totale. Sur les 13 cas de malades atteints du Covid-19, quatre ont ainsi quitté l'hôpital et les neuf autres sont encore sous traitement au service d'isolement médical, a-t-il ajouté en précisant qu'aucun cas n'est en réanimation. Tout en sou-

haitant un prompt rétablissement aux autres patients, Mohamed, l'un des malades ayant quitté aujourd'hui l'hôpital a tenu à saluer vivement le staff médical et paramédical pour les soins et l'attention qu'ils leur ont prodigués au service d'isolement médical, et pour leurs compétences et le niveau de professionnalisme dont ils ont fait preuve dans la gestion de cette crise.

Le responsable de la prévention à la DSP de Laghouat, Dr. Lakhdar Sebba, a appelé, de son côté, les citoyens à veiller au strict respect des mesures de prévention contre la propagation du Covid-19, notamment le confinement à domicile et la sortie qu'en cas d'absolue nécessité.

FIGURES DE LA LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE

Leila Ziane Berroudjam, quand les valeurs humaines triomphent

Mme. Leila Ziane Berroudja fait partie des professionnels de la santé de la wilaya de Chlef, qui ont décidé, en cette conjoncture sanitaire difficile traversée par le pays, à cause de la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), de placer l'humain au dessus de toutes considérations, en se portant volontaire, dans les premières lignes de lutte contre ce virus au centre de référence de prise en charge de cette épidémie de Chorf.

En effet, dès l'apparition des premiers cas de Covid-19 à Chlef, cette dame n'a pas hésité une seconde à mettre son expérience et son savoir en soins et dans la gestion des services médicaux, au service du secteur, poussée en cela par ses valeurs humaines, qui lui dictent d'assumer sa responsabilité sociale en cette conjoncture requérant la mobilisation de toutes les ressources humaines et matérielles du pays, dans la lutte contre cette pandémie.

En dépit des risques de contamination menaçant tout bénévole au niveau des centres de référence de lutte contre le Covid-19, cette mère de quatre enfants, a préféré répondre à l'appel du

devoir (professionnel et humain), après s'être concerté avec son mari, mais sans en informer le reste de sa famille, qui ont été mis devant le fait accompli.

La chef du service pédiatrique de l'hôpital Chorf (c'est son poste d'origine) est actuellement confinée, au même titre que ses confrères bénévoles de ce centre de référence, au niveau du Centre de préparation et regroupement des élites sportives nationales de la cité olympique.

Elle n'a pas vu sa petite famille depuis 25 jours, et se contente de leur parler au téléphone, dans l'espoir de voir cette crise prendre fin dans les plus brefs délais, en contribuant au rétablissement de tous les malades du centre de référence.

Depuis 25 jours, chaque journée de Mme.

Leila Ziane Berroudja commence par la mise au point du plan de travail des infirmiers et médecins, avant d'effectuer sa tournée quotidienne de tous les services du centre, dont celui de la réanimation, ou elle fait le constat des insuffisances et besoins en médicaments et moyens de protection notamment.

"Si je me suis porté volon-

taire à ce poste, c'est en parfaite conscience des risques de contamination encourus.

J'assume totalement mon choix", a-t-elle assuré dans une déclaration à l'APS, affirmant néanmoins, qu'elle applique "scrupuleusement toutes les consignes de prévention, notamment concernant le port de la tenue de protection médicale", tout en étant "attentive à mon état de santé", a-t-elle précisé.

"Les cas de guérison sont notre plus grande récompense pour ce travail", a-t-elle ajouté avec un sourire lumineux, au souvenir de la joie débordante des malades rétablis et de leurs proches, ceci "d'autant plus que des liens se tissent inévitablement entre soignants et malades, durant la période de confinement sanitaire, où toute visite est interdite", a-t-elle observé.

En dépit de tous les cas rétablis, cette dame demeure néanmoins très affectée, assure-t-elle "de n'avoir pu sauver l'une des victimes de ce virus mortel, malheureusement arrivée trop tard à notre service.

Le staff soignant a fait tout ce qui était en son pouvoir pour la sauver, mais en vain", se rappelle-t-elle au souvenir

de la première victime du Covid-19 à Chlef.

D'où son appel aux citoyens, de se rapprocher des centres de traitement de cette épidémie, en cas de suspicion de la maladie, et aux fins d'éviter la propagation de ce virus, dont les symptômes ne sont visibles qu'après un pic de 14 jours.

Selon Mme. Ziane Berroudja, une majorité des cas de Covid-19 accueillis au centre de référence de Chorf ont été rétablis, au moment où un cas est actuellement soumis au traitement.

Sachant que le staff médical s'éloignant au Centre de préparation et regroupement des élites sportives nationales va bientôt achever sa période de confinement.

Une perspective qui réjouit cette dame, qui y voit un opportunité de rentrer chez elle et de voir enfin ses enfants, sans toutefois exprimer sa "totale disponibilité à travailler dans d'autres centres de référence, jusqu'à l'éradication totale de cette épidémie", prouvant encore une fois, si besoin est, que l'"Armée blanche" est fermement décidée à gagner sa guerre contre le Covid-19.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

Le bilan de la pandémie a dépassé les 160.000 morts dans le monde

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 160.685 morts dans le monde depuis son apparition en décembre en Chine, selon un bilan établi par des médias à partir de sources officielles dimanche à 11h00 GMT.

Plus de 2.334.130 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 193 pays et territoires depuis le début de l'épidémie. Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations, un grand nombre de pays ne testant que les cas nécessitant une prise en charge hospitalière. Parmi ces cas, au moins 518.900 sont aujourd'hui considérés comme guéris. Les Etats-Unis, qui ont recensé leur premier décès lié au coronavirus fin février, sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 39.090 décès pour 735.287 cas. Au moins 66.819 personnes



ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont l'Italie avec 23.227 morts pour 175.925 cas, l'Espagne avec 20.453 morts (195.944 cas), la France avec 19.323 morts (151.793 cas), et le Royaume-Uni avec 15.464 morts (114.217 cas).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao), où l'épidémie a débuté fin décembre, a officiellement dénombré au total 82.735 cas (16 nouveaux entre samedi et

dimanche), dont 4.632 décès, et 77.062 guérisons. L'Europe totalisait dimanche à 11h00 GMT 101.493 décès pour 1.153.148 cas, les Etats-Unis et le Canada 40.619 décès (768.670 cas), l'Asie 6.951 décès (162.256 cas), le Moyen-Orient 5.559 décès (122.819 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 4.915 décès (98.202 cas), l'Afrique 1.058 décès (21.165 cas), et l'Océanie 90 décès (7.879 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par les bureaux de auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

USA

Les Etats-Unis franchissent la barre des 40.000 morts

Les Etats-Unis ont franchi dimanche la barre des 40.000 morts du nouveau coronavirus, selon le comptage de l'université Johns Hopkins, et dénombrent désormais près de 17.000 décès de plus que l'Italie, deuxième pays le plus endeuillé au monde. Au total, les Etats-Unis déplorent 40.585 morts liées la maladie. La barre des 30.000 décès avait été franchie jeudi. Le bilan des décès enregistrés aux Etats-Unis a été alourdi ces derniers jours par la prise en compte par certaines localités des morts "probablement liés" au Covid-19, mais qui n'avaient pas été initialement comptabilisées comme tel.

La ville de New York, épice de l'épidémie américaine, a ainsi annoncé jeudi ajouter à son bilan plus de 3.700 morts "probables" du coronavirus.

La première puissance mondiale recense par ailleurs plus de 740.000 cas officiellement déclarés, toujours selon l'université, qui actualise ses données en continu.

Quelque 67.000 personnes sont déclarées guéries.

"A l'échelle nationale, nous avons réalisé plus de quatre millions de test" au Covid-19, a affirmé samedi le président américain Donald Trump, qui souligne qu'il s'agit du plus grand nombre de tests réalisés par un pays.

FRANCE

395 décès en 24 heures, près de 20.000 au total

L'épidémie de Covid-19 a fait près de 20.000 morts en France, soit 395 de plus en 24 heures, mais le nombre de patients hospitalisés et en réanimation poursuit sa lente décline, a annoncé dimanche le directeur général de la Santé, Jérôme Salomon. Au total, l'épidémie a fait 19.718 morts dans le pays depuis début mars, dont 12.069 décès dans les hôpitaux (+227) et 7.649 (+168) dans les maisons de retraite et autres établissements médico-sociaux, a précisé M. Salomon lors d'une conférence de presse. Le nombre de patients hospitalisés pour une infection au Covid-19 s'élevait dimanche à 30.610, avec un solde en légère baisse de 29. Parmi ceux-ci, 5.744 patients dans un état grave étaient hospitalisés en réanimation, soit 89 de moins par rapport à vendredi. Il s'agit du onzième jour consécutif de baisse nette du nombre de patients en réanimation et du 5e jour de baisse consécutif des hospitalisés.

Ces chiffres, traduisent la poursuite d'une "très lente décline épidémique, mais le nombre de personnes hospitalisées reste très élevé", a souligné le responsable.

"Le confinement, grâce à vos efforts à tous, est efficace, il freine fortement l'épidémie", a-t-il estimé, appelant à ne pas relâcher ces efforts. Le Premier ministre Edouard Philippe a de son côté prévenu que les Français ne retrouveraient "pas tout de suite et probablement pas avant longtemps" leur "vie d'avant" l'épidémie. "Nous ne sommes pas sortis de la crise sanitaire", même si "la situation s'améliore progressivement, lentement mais sûrement", a-t-il souligné lors de la même conférence de presse. La France, quatrième pays au monde le plus touché en termes de morts, après les Etats-Unis, l'Italie et l'Espagne, envisage un déconfinement progressif à partir du 11 mai.

France: objectif de 500.000 tests par semaine pour les malades et leurs contacts

L'objectif du gouvernement français est de pouvoir réaliser à partir du déconfinement 500.000 tests par semaine pour les personnes présentant des symptômes et celles ayant été en contact avec un malade du Covid-19, a indiqué dimanche le ministre de la Santé. Après le 11 mai, "si vous êtes porteur de symptômes (...) et que vous voulez savoir si vous êtes malade, ou si vous avez été en contact rapproché d'une personne dont on sait qu'elle est malade, vous pouvez, vous devez bénéficier de ce test virologique", a assuré Olivier Véran, lors d'une conférence de presse à Matignon. Ces tests sont un des piliers de la politique de déconfinement, permettant aux personnes contaminées d'être isolées et ainsi de limiter la propagation de l'épidémie au sein de la population, en cassant les chaînes de transmission. Lors de son allocution télévisée lundi dernier, le président de la France avait évoqué ces tests pour les personnes "présentant des symptômes", mais pas pour les personnes ayant été en contact avec des malades identifiés. Le président du Conseil scientifique Jean-François Delraissay a depuis plaidé pour que ces personnes asymptomatiques craignant d'avoir été contaminées puissent être testées. Pour que tous ces tests puissent être réalisés, les capacités du système de santé vont devoir encore être augmentées. "500.000, c'est le nombre de tests par semaine que nous souhaitons être en mesure de faire au moment du déconfinement le 11 mai", a précisé Olivier Véran, précisant que pour l'instant environ 25.000 tests sont réalisés chaque jour, un chiffre "probablement encore un peu sous évalué".

Même si la logistique est "complexe", le gouvernement est très mobilisé pour réussir cet objectif de 500.000 tests par semaine d'ici au 11 mai", a-t-il ajouté, indiquant que ces tests pourraient être réalisés dans les laboratoires de ville, les hôpitaux, mais aussi en "drive" sur des parkings.

APS

AFRIQUE

1.080 morts et 21.317 cas confirmés sur le continent africain

Le nombre de décès liés à la pandémie de COVID-19 sur le continent africain a atteint 1.080, tandis que le nombre de cas confirmés s'élevait à 21.317 dimanche, a annoncé le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique).

Le CDC Afrique, une agence spécialisée de la Commission de l'Union africaine (UA), a révélé dimanche dans son dernier point d'information que le nombre de cas confirmés de COVID-19 sur le continent était passé de 20.270 samedi à 21.317 dimanche après-midi.

Le virus s'est jusqu'à présent propagé dans 52 pays africains,

selon le CDC Afrique. Les chiffres publiés par cette agence montrent également que les pays africains les plus touchés par le COVID-19 sont l'Egypte, l'Afrique du Sud, l'Algérie et le Maroc.

Le nombre de décès dus au COVID-19 sur le continent africain est également passé de 1.025 samedi à 1.080 dimanche après-midi, a indiqué le CDC Afrique.

Il a en outre déclaré que quelque 5.203 personnes infectées s'étaient déjà rétablies.

Le CDC Afrique a souligné que l'Afrique du Nord était la région la plus touchée du continent, tant en termes de cas confirmés que de

nombre de décès. John Nkengasong, directeur du CDC Afrique, a indiqué vendredi lors d'une conférence de presse virtuelle qu'il était crucial de renforcer les mesures de précaution à travers le continent afin de stopper la propagation du virus.

"Les restrictions sur les déplacements imposées par tous les pays peuvent être gênantes et avoir des conséquences socio-économiques, mais les gains à long terme sont incomparables.

Cela sauvera des vies, et aidera à mettre fin à cette pandémie dans les plus brefs délais", a souligné le directeur du CDC Afrique.

RUSSIE - OMS

La communauté internationale doit soutenir les efforts de l'OMS contre le COVID-19

La communauté internationale doit soutenir l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans ses efforts de lutte contre le COVID-19, a déclaré dimanche le ministre russe de la Santé Mikhaïl Mourachko, au cours d'une vidéoconférence des ministres de la Santé du G20. "Aujourd'hui, il est très important de mener des échanges sur les pratiques des diffé-

rents pays pour surmonter les conséquences négatives du COVID-19. Et dans cette perspective, le rôle central de l'OMS est capital", a indiqué M. Mourachko.

La situation pandémique actuelle constitue pour tous les pays une occasion de réfléchir à des mesures susceptibles de moderniser leur système de santé afin d'être plus à même de relever ce genre

de défis, a-t-il ajouté.

"Je voudrais en tirer trois conclusions. Premièrement, il faut soutenir les efforts de l'OMS. Deuxièmement, il faut réfléchir à la nécessité d'améliorer les mécanismes de réponse mondiaux, afin de pouvoir relever les défis posés par les maladies infectieuses.

Et troisièmement, il faut réfléchir à l'enjeu mondial que représente la

disponibilité et l'acquisition des produits médicaux, ainsi qu'aux mécanismes de réglementation et aux procédures de contrôle qualité de ces produits", a précisé le ministre. Dimanche, la Russie a enregistré un nouveau record journalier de 6.060 nouveaux cas de COVID-19 en 24 heures, portant le nombre total de cas confirmés à 42.853 dans le pays.

CHINE

Pékin exige des tests d'acide nucléique

La capitale chinoise Pékin, va procéder à des tests d'acide nucléique obligatoires sur huit catégories de personnes, a annoncé dimanche le porte-parole de la Commission municipale de la santé, Gao Xiaojun. Selon le porte-parole, cité par l'agence Chine Nouvelle, les tests d'acide nucléique seront obligatoires pour les patients atteints de Covid-19 et ceux qui ont des antécédents de contacts étroits avec les patients, ceux ayant un besoin urgent d'hospitalisation, les visiteurs

entrant par les douanes de Pékin, les personnes récemment rentrées de Wuhan, les employés du gouvernement qui ont fait des voyages en dehors de la capitale, et les étudiants des classes de fin d'études dans les collèges et lycées à leur retour à Pékin. M. Gao a expliqué que ces mesures seraient ajustées selon l'évolution de la situation épidémique. Le nombre des établissements sanitaires chargés des tests d'acide nucléique à Pékin, est passé de 17 à 50, selon le porte-parole, "e



qui permettra de répondre aux besoins de la population".

ASTHME DE L'ENFANT

La pollution routière, responsable de 4 millions de nouveaux cas par an

Selon des chercheurs américains, les particules qui s'échappent des gaz d'échappement des véhicules seraient à l'origine de 11 000 nouveaux cas d'asthme infantiles chaque jour.

Alors qu'en France, trois enfants sur quatre sont quotidiennement exposés à un air toxique, une nouvelle étude publiée dans la revue *The Lancet Planetary Health* ce jeudi 11 avril révèle que quatre millions de nouveaux cas d'asthme infantile chaque année sont liés à la pollution routière. Soit pas moins de 11 000 chaque jour. Globalement, cela représente 13 % des diagnostics chez les enfants.

Une proportion qui grimpe même à 31 % en Corée du Sud, ou en 30 % au Koweït, au Qatar et aux Émirats arabes unis.

Au niveau des villes, c'est Shanghai (Chine) qui concentre le plus de diagnostics de la pathologie à cause du trafic routier, avec 48 % des cas qui lui sont liés. Huit autres villes chinoises suivent la plus grande mégapole du monde dans le classement, auquel s'ajoute Moscou (Russie) et Séoul (Corée du Sud). Paris se situe à la 21e place, avec un tiers des cas d'asthme infantile due à cette pollution. L'Unicef le rappelle dans son rapport du 4

avril, les jeunes sont plus exposés que leurs parents à la pollution de l'air, du fait de leur organisme encore en développement et d'une fréquence de respiration 1,5 fois plus élevée. Le Fonds de l'enfance pour les Nations unies soulignait également que « leur petite taille les rapproche plus que les adultes des pots d'échappement, notamment lorsqu'ils sont en poussette ou à pied le long de rues étroites ». Selon ces nouvelles recherches, menées par des chercheurs de l'Université George-Washington (États-Unis) grâce aux données de 104 pays et 125 villes sur 2015, la quasi-totalité (92 %) des jeunes qui développent des troubles du système respiratoire à cause de pollution routière vivent pourtant « dans des régions qui respirent les niveaux recommandés » de polluants fixés par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), notamment la concentration moyenne annuelle en dioxyde d'azote (NO₂).



« On sait depuis longtemps que la pollution de l'air extérieur peut entraîner une aggravation de l'asthme, mais ce n'est que récemment qu'elle a été pointée comme une cause d'apparition de nouveaux cas », explique cet par France Info Stephen Holgate, professeur d'immunopharmacologie à l'Université de Southampton (Royaume-Uni) qui n'a pas participé à l'étude. « En tant qu'enfant en relation des données de santé avec une modélisation de la pollution, les auteurs font une fois de plus des liens inférieurs aux recommandations de l'OMS, l'exposition au NO₂ est liée à des nouveaux cas d'asthme », a-t-il continué. Au vu de ces résultats, les scientifiques suggèrent que les normes soient durcies en matière de pollution. D'après les estimations de l'OMS, 235 millions de personnes sont asthmatiques dans le monde, 400 000 en meilleur chaque année. C'est par ailleurs la maladie chronique la plus courante chez l'enfant.

Quel traitement pour l'asthme ?

Respiration sifflante, toux, gêne respiratoire, des symptômes bien connus des personnes asthmatiques. Heureusement, des traitements existent. Le point sur les voies thérapeutiques avec Chantal Raherison-Semjen et Cécile Rochefort-Morel, pneumologues aux Centres Hospitaliers Universitaires de Bordeaux et de Rennes.

4,5 millions de personnes souffrent d'asthme, soit 6,2% de la population. Cette maladie inflammatoire chronique (elle dure toute la vie) se déclenche chez des patients qui ont des prédispositions génétiques dans un environnement défavorable. Chez les personnes asthmatiques, les bronches sont plus étroites que la moyenne. Certains facteurs dits « déclencheurs » provoquent une crise d'asthme et rétrécissent encore davantage ces bronches. Il peut s'agir par exemple de la fumée de tabac, d'un allergène, de l'inhalation de produit chimique, de contact avec des moisissures ou la poussière, ou d'un exercice physique. L'air passe alors difficilement : le patient a des difficultés à inspirer et surtout expirer l'air, sa respiration est sifflante et s'accompagne parfois de toux. Si la maladie ne se guérit pas, il existe néanmoins deux types de traitements bien distincts pour soulager les patients : le traitement de fond, qui vise à réduire la fréquence et l'intensité des crises et les traitements de la crise elle-même.

UN BRONCHODILATEUR POUR STOPPER LA CRISE

Une crise d'asthme peut devenir angoissante pour les patients qui manquent

d'air et se sentent oppressés. Si elle s'aggrave, elle peut même devenir une urgence. Heureusement, tous les patients suivis portent sur eux en permanence un bronchodilatateur. « Ce petit inhalateur agit rapidement pour redilater les bronches et permettre au malade de respirer normalement », explique le Docteur Cécile Rochefort-Morel, pneumologue au Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Rennes.

AGIR DANS LA DURÉE POUR ÉVITER LES CRISES

Pour éviter les crises, deux types de traitements principaux sont proposés : les corticoïdes ou les bronchodilatateurs de longue durée d'action. « Les corticoïdes peuvent être pris par voie inhalée (spray ou poudre sèche) ou par voie orale pour un asthme sévère », détaille la pneumologue. La deuxième stratégie thérapeutique se concentre sur les bronchodilatateurs de longue durée d'action (2 heures, contrairement à ceux utilisés en cas de crise). Ce qui convient à un patient ne conviendra pas nécessairement à l'autre, le traitement doit être adapté : à l'asthme à des phénomènes (manifestations physiques d'une maladie) différents, il est demandé de faire de la médecine personnalisée », précise le Professeur Chantal Raherison-Semjen, pneumologue responsable de l'unité de pneumologie ambulatoire au CHU de Bordeaux.

Autre option, la biothérapie, qui s'adresse aux asthmatiques allergiques sévères, dont les crises sont déclenchées par contact avec un allergène (pollen, poils



d'animaux, moisissures, poussière...). Elle consiste à injecter au patient un anticorps monoclonal qui agit à l'origine de l'inflammation et de la réaction allergique.

BIEN CONNAÎTRE SA MALADIE

Les traitements ne sont pas tous mécaniquement. D'autres mesures peuvent améliorer la vie des patients. En premier lieu, il s'agit de bien connaître leur maladie pour mieux la gérer grâce à des ateliers d'éducation thérapeutique : « les patients apprennent ce qu'est la maladie, à quoi servent les médicaments, à quoi on reconnaît une crise », liste le Docteur Rochefort-Morel. L'objectif ? Éviter les facteurs de risque et savoir réagir dans les situations difficiles. Dans la même logique, la réhabilitation respiratoire se base sur une évaluation approfondie de l'état de santé du malade pour le réentraîner à l'effort et lui apprendre à gérer sa respiration. « Lorsque les crises sont déclenchées par un

allergène, il faut s'efforcer de retirer l'élément allergisant de l'environnement, par exemple en supprimant les animaux de la maison ou en nettoyant suffisamment son domicile », souligne Chantal Raherison-Semjen. « Les conseillers médicaux en environnement intérieur peuvent aider à cela en effectuant un diagnostic du domicile et en produisant des conseils personnalisés », poursuit la spécialiste. Ces professionnels de la santé et de l'environnement interviennent sur prescription du médecin pour guider les patients. Ils établissent le bilan du mode de vie du patient et des facteurs déclencheurs présents au domicile pour les supprimer et ainsi améliorer sa qualité de vie.

DES PISTES DE RECHERCHE

Médecamenteuse ou non, la prise en charge a beaucoup évolué depuis 20 ans et continue de faire l'objet de recherches. Des études tentent d'évaluer l'efficacité de ces possibles effets secondaires de la thérapie, « une technique qui consiste à diminuer l'épaisseur du muscle qui entoure les bronches chez des personnes chez qui il est surdéveloppé », explique la pneumologue de Bordeaux. De manière moins spécifique, les chercheurs s'intéressent aux traitements de fond déjà connus pour essayer de réduire la fréquence d'administration (deux fois par jour actuellement). Cela améliorerait l'observance et diminuerait la lourdeur pour les patients », indique le docteur Rochefort-Morel. A la clé, un meilleur contrôle de la maladie, moins de crise, et donc plus de confort pour les patients.

Comment faire du sport lorsqu'on a une allergie respiratoire ?

L'exercice physique pratiqué régulièrement chez les femmes d'âge moyen renforce leurs articulations et prévient le risque d'arthrite plus tard dans la vie.

L'activité physique diminue les risques d'arthrite plus tard dans la vie des femmes, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Arthritis Care & Research*. Ce malgré un IMC élevé ou la ménopaus.

Les chercheurs de l'université de Californie, San Francisco et du Trinity College (Dublin) ont mené une étude avec 6661 femmes, participant à la cohorte Australian Longitudinal Study on Women's Health pour déterminer comment l'indice de masse corporelle (IMC), la ménopause et l'hormonothérapie modifient le lien entre l'activité sportive et les symptômes articulaires.

Pour leur recherche, les scientifiques ont relevé les données sur la douleur et la raideur articulaires, l'activité physique, la taille et le poids, les symptômes de la ménopause et l'utilisation d'un traitement hormonal substitutif (THS) tous les 3 ans, de 1998 à 2010. Puis, ils ont établi un lien entre l'intensité et l'activité sportive et les symptômes articulaires en fin d'étude.

Les conclusions de l'étude montrent que les participantes qui n'ont pas pratiqué de l'exercice physique de manière irrégulière, ou encore peu ou pas du tout, affichent un risque de symptômes articulaires plus élevé que les celles qui ont été assidues à pratiquer un sport.

Les chercheurs ont observé que ce lien est particulièrement significatif chez les femmes atteintes d'obésité.

« La régularité de la pratique, même à des niveaux modérés de l'exercice physique, dès l'âge adulte jeune permet de réduire à la fois l'incidence et la prévalence des symptômes articulaires plus tard dans la vie », explique le Dr Geeske Peeters, auteur de l'étude. « Cet effet protecteur évident de l'activité physique sur les symptômes articulaires est particulièrement évident chez les femmes en surpoids, et vaut quel que soit le statut ménopausique et la prise ou non d'un THS ».

L'ASTHME ALLERGIQUE, QU'EST-CE QUE C'EST ?

L'ASTHME ALLERGIQUE CORRESPOND À UNE CRISE D'ASTHME DÉCLANCHÉE PAR UN ÉLÉMENT ALLERGÈNE. EST-CE TRÈS DIFFÉRENT DE L'ASTHME SIMPLE. COMMENT PEUT-ON LE TRAITER ? LE POINT AVEC LE PROFESSEUR JOCELYNE JUST, CHEF DE SERVICE D'ALLERGIE PÉDIATRIQUE À L'HÔPITAL TROUSSEAU À PARIS.

Une allergie est une réaction excessive du système immunitaire face à un composant normalement inoffensif de l'environnement, appelé « allergène ». L'asthme est une maladie inflammatoire chronique des bronches qui entraîne des crises et des difficultés à respirer. Lorsque ces crises sont déclenchées par un allergène, il s'agit d'asthme allergique.

Les patients asthmatiques ont les bronches beaucoup plus sensibles et réactives que la moyenne : elles sont plus serrées et plus étroites que chez les personnes saines, ce qui empêche l'air de passer correctement.

A la clé, difficultés respiratoires, sifflement à l'expiration et toux chronique. Les crises surviennent lorsque les personnes asthmatiques sont exposées à des facteurs déclenchants, qui rétrécissent encore les parois des bronches.

« Dans le cas de l'asthme allergique, ces facteurs sont avant tout des allergènes : pollens, moisissures, poils d'animaux ou même allergies alimentaires », explique le professeur Jocelyne Just, chef de service d'allergologie pédiatrique à l'hôpital Trousseau à Paris. « La pollution ou l'effort peuvent aussi être en cause, comme dans l'asthme simple, mais ici, c'est le facteur allergique qui domine », poursuit le professeur Just.

L'ASTHME ALLERGIQUE, TRÈS LIÉ À L'ENVIRONNEMENT

L'asthme allergique débute généralement tôt dans l'enfance : avant cinq ans dans 9 cas sur 10. Mais il peut aussi apparaître bien plus tard chez les adultes. Ses causes sont doubles : un terrain génétique favorable et un environnement défavorable, comme l'exposition à des polluants.

C'est la conjonction des deux qui mène à la maladie, quise plaît



particulièrement à notre époque.

Les changements environnementaux favorisent en effet l'apparition des crises asthmatiques allergiques. La pollution atmosphérique, en premier lieu, met à rude épreuve les bronches des malades en réduisant le seuil allergique (seuil à partir duquel une crise se déclenche). Les changements climatiques rendent aussi le pollen plus allergisant. S'il était déjà une cause de crises, celles qui le déclenchent sont maintenant plus fortes.

L'asthme est devenu également plus fréquent à cause des microbes : nous sommes entourés de bactéries qui sont le plus souvent bénéfiques pour nous, elles éduquent notre système immunitaire. Mais l'environnement change et la flore bactérienne évolue : les microbes déclenchent plus d'allergies qu'avant », détaille l'allergologue.

ÉVITER LES ALLERGÈNES ET TRAITER

Que faire dans ces conditions pour conserver une bonne qualité de vie ? D'abord, éviter au maximum l'allergène. Éviction des animaux à la maison, nettoyage intensif contre les acariens, vie à la campagne... Mais il n'est pas toujours facile de ne pas entrer en contact avec des éléments de l'environnement présents partout. « Si l'allergie est prise précocement, il est possible de désensibiliser les malades, pour les pollens par exemple », rassure Jocelyne Just. Le traitement se fait par exposition progressive pour habituer le corps à ne pas réagir aussi fortement à l'allergène. Malgré tout, un traitement médicamenteux reste souvent nécessaire. En cas de crise, notamment en les patients gardent sur eux des spray de bronchodilatateurs qui vont élargir leurs bronches et permettre à nouveau le passage de l'air. En cas d'asthme

persistant, les corticoïdes inhalés (spray ou poudre sèche) et les bronchodilatateurs de longue durée d'action sont une aide précieuse. « Pour les cas les plus sévères, les médicaments peuvent proposer une biothérapie » ajoute le spécialiste. Ils injectent au patient un anticorps monoclonal, qui agit sur l'inflammation et la réaction allergique.

Au-delà des traitements, bien connaître sa malade permet d'en réduire les inconvénients. C'est le but de l'éducation thérapeutique. Lors de séances en groupe ou individuelles, la personne asthmatique allergique apprend à quoi servent les médicaments, comment éviter les crises, et comment réagir si elles s'aggravent. Pour améliorer la prise en charge proposée. « L'important est d'agir rapidement quand l'asthme allergique se déclenche car les bronches deviennent anormales au bout d'un moment et ne peuvent plus revenir à leur état initial », conclut Jocelyne Just.

CONTRE L'ASTHME, LES OMEGA-3 PEUVENT NOUS AIDER

Les omega-3 sont définitivement bons pour la santé. D'après une nouvelle étude américaine, ils pourraient même réduire la fréquence et l'intensité des crises d'asthme d'origine allergique.

On a arrêté de compter les innombrables bienfaits des omega-3. On savait déjà qu'ils étaient efficaces pour lutter contre la déprime saisonnière et la dépression post-partum, pour résoudre les troubles du sommeil, pour protéger notre cœur et nos articulations, pour prévenir certains cancers... Voilà maintenant que, d'après une nouvelle étude de la University of Rochester Medical Center (aux États-Unis), les omega-3 seraient également utiles pour réduire

la fréquence et l'intensité des crises d'asthme.

Les chercheurs américains ont travaillé avec des échantillons sanguins fournis par 17 patients asthmatiques. Grâce à diverses expériences, ils ont découvert qu'un apport régulier en omega-3 diminuait la production de certains anticorps (les immunoglobulines E ou IgE). Ceux-ci sont en partie responsables des allergies, puisqu'ils provoquent une hypersensibilité à certains allergènes – les pollens, les arachides, les fruits de mer... On parle de réactions allergiques graves.

Or, dans 80 % des cas chez les enfants et dans 60 % des cas chez les adultes, l'asthme est de nature allergique. « Pour ces personnes, une sup-

plémentation en omega-3 (via des compléments alimentaires à base d'huile de poisson, par exemple) peut être intéressante », explique Richard P. Phipps, principal auteur de ces travaux, parus dans la revue spécialisée *JCI Insight*. Problème : les chercheurs ont également constaté que, chez les personnes asthmatiques bénéficiant d'un traitement de fond à base de corticoïdes, les bienfaits des omega-3 étaient considérablement réduits. Anti-inflammatoires, les corticoïdes sont le plus souvent utilisés sous forme inhalée : ils diminuent la sensibilité des bronches aux agents irritants, ce qui réduit (en théorie) le nombre et l'intensité des crises d'asthme.

CAMEROUN-BEAC La BEAC rejette une initiative du Cameroun sur l'interopérabilité des systèmes de paiement

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a rejeté en fin de semaine dernière, une demande d'autorisation du ministère camerounais des postes et des télécommunications, pour exploiter un système de règlement et de compensation dans le cadre des paiements effectués en monnaie électronique. La raison officielle du rejet tient au fait que le dossier du gouvernement camerounais a été rédigé en anglais, et non en français qui est la langue de travail au sein de l'institution d'émission monétaire. Mais des sources proches du dossier confirment que cette actualité marque le début d'un nouveau conflit ouvert entre le Cameroun et les instances sous régionales.

Le gouverneur de la BEAC a lancé de manière officielle, le fonctionnement de l'interopérabilité dans les systèmes de paiement en zone CEMAC. Le mécanisme fonctionnait déjà chez certains opérateurs mais sous la forme de tests. Avant cela, le ministère camerounais des postes avait inauguré, le 31 mars 2020, son propre système d'interopérabilité. Les plus récentes données officielles sur le mobile money en zone CEMAC datent de la période allant de janvier à septembre 2017. Il en ressort que sur le Cameroun uniquement, la valeur des paiements effectués via ce système était de 2224,7 milliards de FCFA. Les experts estiment qu'actuellement, ce volume a été, ce volume a été multiplié par au moins 4. Or 30% à 40% des transactions se déroulent entre opérateurs, ce qui ouvrirait la voie à d'importantes retombées financières. Un autre champ de discussion du Minpostel camerounais, est celui de la sécurité. La plateforme nationale permettrait de mener une meilleure veille sur les risques de financement de terrorisme et autre activité d'atteinte à la sûreté et la sécurité de l'Etat. Les opérateurs restent assez discrets sur le sujet et se refusent à communiquer sur cette divergence de législation. Mais selon des personnes qui y travaillent et qui ont requis l'anonymat, une préférence effective est faite pour le système de la Banque centrale qui serait plus cohérent. La CEMAC semble de nouveau confrontée à une dualité sur des opportunités d'intégration sous régionale. Dans sa démarche, le ministère camerounais des postes et télécommunications se défend techniquement de ce que ces systèmes de paiements utilisent la technologie des réseaux de télécommunication pour mener les opérations. A la BEAC on défend l'idée que c'est avant tout des services financiers et que la technologie n'est qu'un accessoire. C'est dans ce sens que la réglementation a évolué pour consacrer la création des entités spécialisées dans les paiements électroniques.

BURKINA 31 civils tués par les forces de l'ordre, selon HRW

L'organisation de défense des droits humains Human Rights Watch a accusé lundi les forces de sécurité du Burkina Faso d'avoir exécuté 31 habitants de la ville de Djibo, dans le Nord du pays, "lors d'une parodie brutale d'opération antiterroriste" le 9 avril. "Les forces de sécurité burkinabè ont apparemment exécuté 31 hommes lors d'une parodie brutale d'opération antiterroriste susceptible de constituer un crime de guerre", déclare Corinne Dufka, directrice pour l'Afrique de l'Ouest à Human Rights Watch, cité dans le communiqué de l'organisation. L'ONG appelle les autorités burkinabè à "immédiatement ouvrir une enquête impartiale sur ces meurtres et tenir les responsables pour comptables de leurs actes, quel que soit leur rang". HRW et des organisations de la société civile burkinabè ont déjà plusieurs fois dénoncé des violences perpétrées par les forces de sécurité contre la population, qui ont fait selon ces ONG plusieurs centaines de morts, sous couvert de lutte contre les groupes terroristes qui multiplient les attaques dans le pays depuis cinq ans. Le Burkina fait face depuis 2015 - comme ses voisins le Mali et le Niger - à des violences meurtrières croissantes perpétrées par des groupes terroristes, parfois entremêlées de conflits intercommunautaires, qui ont fait plus 800 morts et près de 860.000 déplacés. Selon l'enquête menée par HRW à Djibo, ville située à 200 km au Nord de la capitale Ouagadougou, les forces de sécurité ont ciblé exclusivement des hommes de la communauté peule, une ethnie semi-nomade sahélienne parmi laquelle les groupes terroristes recrutent particulièrement, selon les experts.

FAO-UA

La FAO et l'Union Africaine s'engagent à protéger la sécurité alimentaire face à la crise

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Union Africaine (UA) et ses partenaires internationaux ont qualifié le système alimentaire et agricole de "service essentiel qui devait continuer d'opérer pendant cette période de confinement, tout en s'engageant à protéger la sécurité alimentaire", a indiqué la FAO sur son site web.

Dans une déclaration conjointe, ces derniers se sont engagés à soutenir l'accès des populations les plus vulnérables d'Afrique à l'alimentation et à la nutrition, en fournissant aux africains des programmes de protection sociale, en minimisant les perturbations afin de garantir une circulation et un transport sans risque des personnes dont le travail est essentiel, en assurant le transport et la vente de biens et services et en gardant les frontières ouvertes afin de favoriser le commerce alimentaire et agricole sur le continent. Dans son allocution d'ouverture, le directeur général de la FAO, Qu Dongyu a indiqué qu'il était nécessaire d'agir vite et de manière stratégique pour pouvoir réduire

les impacts de la pandémie du COVID-19 sur la sécurité alimentaire en Afrique. "Les fermetures des frontières ont pour effet de restreindre le commerce et de limiter la disponibilité alimentaire dans de nombreux pays, en particulier dans ceux qui dépendent des importations alimentaires", a-t-il déclaré.

Il a salué les mesures visant à éviter les perturbations au sein des chaînes d'approvisionnement alimentaire. La ministre sud-africaine de l'agriculture, des réformes rurales et du développement rural, Angela Thoko didza s'est jointe à M. Qu pour ouvrir le débat. Elle a mis en garde contre toute démarche ayant pour conséquence d'affaiblir le commerce interrégional.



Tous deux ont tenu à souligner le lourd tribut que le continent avait déjà payé suite aux mesures de confinement, un continent où les marchés informels, à défaut des supermarchés, représentent un élément vital pour la plupart des

consommateurs. L'économiste en chef de la FAO, Maximo Torero a fait remarquer qu'il apparaissait de plus en plus clairement que les marchés alimentaires connaissent des contraintes logistiques.

TUNISIE

Un soldat blessé dans l'explosion d'une mine terrestre

Un soldat a été blessé dimanche suite à l'explosion d'une mine terrestre dans la province de Kasserine, dans le centre-ouest de la Tunisie, a indiqué le ministère tunisien de la Défense. Selon le porte-parole du ministère tunisien de la Défense, Mohamed Zekri, cité par l'agence de presse officielle TAP, la mine s'est explosée au passage d'une patrouille militaire. La zone concernée demeure depuis plusieurs années classée zone militaire fermée vu sa proximité de bon nombre de refuges pour des



groupes terroristes armés, retranchés dans les massifs montagneux. D'après M. Zekri, le soldat a été touché au niveau de ses jambes alors que la patrouille était en mission opérationnelle dans cette zone, sans pour autant donner plus de détails. A plusieurs reprises, les autorités tunisiennes affirmaient que des dizaines de terroristes étaient encerclés depuis 2011 dans les montagnes des provinces de Kasserine, Jendouba ainsi que de la zone ouest de la province du Kef (nord-ouest).

NIGÉRIA

Le gouvernement nigérian "déterminé à vaincre et écraser" les criminels

Le président nigérian, Muhammadu Buhari, a condamné les dernières attaques au cours desquelles des hommes armés non identifiés ont abattu 47 civils et a déclaré dimanche que son gouvernement "est toujours déterminé à vaincre et écraser ces éléments criminels". "Le gouvernement ne tolérera pas ce massacre à grande échelle d'innocents par des bandits, a averti M. Buhari dans un communiqué, ajoutant que "conformément à mon engagement envers la sécurité du peuple, nous répondrons à ces attaques avec une force décisive". Tout en présentant sa sympathie aux familles des victimes, le président a appelé la population à davantage de vigilance en signalant les activités des criminels, et demandé aux agences de sécurité de ne pas relâcher leurs efforts ni baisser leur garde, sous peine de laisser se créer une brèche qui serait susceptible d'être exploitée par l'ennemi. Les bandits ont mené

samedi des attaques dans cinq villages de l'Etat de Katsina (nord-ouest), d'où est originaire le président, a indiqué le porte-parole de la police locale Gambo Isah dans un communiqué. Sans donner plus de détails, M. Isah a affirmé qu'une enquête avait été ouverte sur ces attaques et que la sécurité avait été renforcée dans la région pour empêcher qu'il y en ait d'autres. Selon des habitants locaux, ces assauts ont été per-

pétrés en représailles contre les actions de certains villageois qui avaient tenté d'empêcher des bandits de voler le matériel médical de secours contre le COVID-19 qui leur était destiné. Le nord



du Nigeria a été le théâtre d'une série d'attaques menées par des groupes armés ces derniers mois.

L'armée nigériane confirme la mort de 105 terroristes de Boko Haram durant une opération militaire

L'armée nigériane a confirmé dimanche que 105 membres du groupe terroriste Boko Haram avaient été tués durant une récente opération militaire dans l'Etat de Yobe (nord-est). Cette réussite est due à un rapport d'intelligence a révélé le plan des terroristes de Boko Haram d'attaquer le village de Buni Yadi, selon Lawrence Araba, le commandant militaire en charge du secteur 2 de l'opération Lafiya Dole. Il a déclaré que ses troupes ont rapidement intercepté et engagé les éléments criminels dans des combats qui ont conduit à la mort de 105 terroristes ainsi qu'à la saisie de certains de leurs équipements. Selon les Nations Unies, Boko Haram présente un énorme défi sécuritaire et humanitaire dans le bassin du lac Tchad, notamment au Tchad, au Cameroun, au Bénin et au Niger, outre le Nigeria.

PALESTINE-ISRAËL-LIGUE ARABE

Coronavirus : "les pratiques israéliennes sapent les efforts des Palestiniens pour faire face à la pandémie"

La Ligue des Etats arabes a déclaré que la poursuite des pratiques de l'occupation israélienne et se traduisant par la démolition de maisons de Palestiniens, le déplacement, les arrestations et le ciblage des établissements de santé dans les territoires palestiniens occupés entrave les efforts de l'Autorité palestinienne pour lutter contre l'épidémie de Coronavirus.

Dans un communiqué rendu public dimanche, le Secrétaire général de la Ligue arabe a mis en garde contre "la gravité des conditions économiques, sociales et humanitaires dans les territoires palestiniens occupés, en raison des pratiques des autorités d'occupation israéliennes".

Le Secrétaire a également appelé la communauté internationale et les Nations unies, à "exercer plus de pression

sur les autorités d'occupation pour qu'elles mettent immédiatement un terme à toutes ses activités conduisant à une nouvelle détérioration des conditions déjà difficiles dans les territoires palestiniens occupés". La Ligue arabe a appelé à la nécessité de faciliter l'arrivée de l'aide humanitaire et les besoins médicaux d'urgence aux Palestiniens afin de lutter contre cette épidémie.



ETATSUNIS/CORÉE DU NORD

Trump affirme avoir reçu un "beau message" de Pyongyang qui nie en avoir envoyé

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un n'a envoyé ces derniers temps aucun courrier au Président des Etats-Unis, a annoncé dimanche le ministre des Affaires étrangères dans une réaction à la déclaration de Donald Trump.

"Nous ne pouvons pas savoir si le Président américain fait référence à des courriers échangés dans le passé, mais nos dirigeants n'en ont pas envoyé au Président américain ces derniers temps", a indiqué le ministre nord-coréen dans

un communiqué. Samedi, lors de la réunion d'information du groupe de travail sur le coronavirus à la Maison-Blanche, Donald Trump a évoqué un courrier qu'il aurait reçu de Pyongyang. Mais dans le même temps, j'ai reçu récemment un beau message de sa part (Kim Jong-un, ndlr), c'était un bon message, je pense que ça va bien", a-t-il déclaré.

Donald Trump a également déclaré aux journalistes que les Etats-Unis seraient en guerre contre la Corée du Nord

s'il n'avait pas remporté l'élection présidentielle américaine. "Nous nous entendons très bien avec la Corée du Nord", a souligné Trump, ajoutant qu'il avait "une bonne relation avec Kim Jong-un" et que ce n'était pas "une mauvaise chose d'avoir une bonne relation". Le 14 avril, l'armée sud-coréenne a annoncé que Pyongyang avait tiré plusieurs missiles de croisière en direction de la mer du Japon, lesquels ont parcouru plus de 150 kilomètres avant de s'abîmer en mer.

IRAN

Le CGRI appelle au retrait des forces américaines du Golfe

Le Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI) d'Iran a appelé dimanche à un retrait complet de toutes les forces américaines déployées dans le Golfe et en Asie de l'Ouest.

Dans un communiqué publié par la chaîne Press TV, la marine du CGRI a déclaré que la présence "illégal" des forces américaines dans la région était une source d'insécurité pour l'Asie de l'Ouest. "Le seul moyen de bâtir une sécurité durable dans la région est le retrait total des Américains d'Asie de l'Ouest", indique le communiqué. Le CGRI a tenu ces propos en réponse à une récente déclaration de la marine américaine, selon laquelle onze navires militaires du CGRI se seraient livrés à des "manoeuvres dangereuses et provocatrices" mercredi à proximité de navires de la marine et de la Garde côtière des Etats-Unis opérant dans les eaux internationales du Golfe. Le CGRI a affirmé qu'au cours des dernières semaines, les forces navales américaines avaient à plusieurs reprises agi de manière "non professionnelle" dans le Golfe, menaçant la paix dans la région et engendrant de nouveaux risques. "Par conséquent, afin d'empêcher les comportements illégaux, non professionnels, dangereux et même aventuristes des terroristes américains, mais aussi pour assurer la sécurité des navires iraniens et lutter contre la contrebande de carburant, la marine du CGRI a renforcé ses patrouilles maritimes dans le Golfe. Le 15 avril (...), elle a déployé un groupe de onze navires dans la région, et ceux-ci se sont retrouvés face à face avec des navires de guerre et autres bâtiments militaires américains", précise le communiqué "Nous conseillons aux Américains de suivre les règles et les protocoles maritimes internationaux dans le Golfe et la mer d'Oman, et de s'abstenir de faire preuve d'aventurisme ou de propager des histoires fabriquées de toutes pièces", ajoute le communiqué.

AFGHANISTAN

18 soldats tués dans une attaque des talibans

Dix-huit soldats afghans ont été tués et trois autres blessés dans une attaque menée par les talibans dimanche soir dans la province de Takhar (nord), a indiqué lundi le porte-parole de la police provinciale Abdul Khalil Asir.

Les affrontements ont commencé à minuit après que des dizaines de talibans ont lancé une vaste offensive sur un poste de police et un camp militaire voisin dans le district de Khwaja Ghar, a-t-il précisé. Les Talibans venus des montagnes ont tenté de s'emparer du poste de police et de prendre le contrôle du district, mais leur plan a été déjoué par les forces de sécurité. Il y a également des morts et des blessés du côté des talibans, a ajouté M. Asir.

BRESIL

Bolsonaro harangue des manifestants anti-confinement à Brasilia

Le président brésilien Jair Bolsonaro est allé soutenir dimanche des manifestants qui, ne respectant pas les règles de confinement, se sont massés devant le quartier général de l'armée à Brasilia pour réclamer une intervention militaire et la fermeture du Congrès.

"Nous ne voulons rien négocier", a lancé le président d'extrême-droite, debout à l'arrière d'un pick-up, aux manifestants agglutinés, brandissant des pancartes appelant à "l'intervention militaire avec Bolsonaro".

Ces manifestants réclament l'application d'une loi qui a imposé en 1968 la fermeture du Congrès et supprimé de nombreux droits constitutionnels. "Je suis ici car je crois en vous et vous êtes ici car vous croyez au Brésil",

a hurlé le président à quelques mètres de distance de la foule.

Des enfants, des personnes âgées, quelques personnes portant des masques, se trouvaient aux premiers rangs du cortège qui a attiré environ 600 personnes. Jair Bolsonaro critique constamment les dirigeants du Congrès, les gouverneurs et les maires qui défendent la politique de confinement et de distanciation sociale visant à enrayer la propagation du coronavirus qui a fait plus de 2.300 victimes et infecté plus de 36.000 personnes dans le pays.

Le chef de l'Etat minimise la létalité du virus qu'il qualifie de "gripette", promeut les rassemblements, et s'est exprimé à plusieurs reprises en faveur de la réouverture des com-

merces et des écoles. "Vous devez lutter pour votre pays. Comptez sur votre président pour faire le nécessaire afin que nous puissions garantir la démocratie et ce qui nous est le plus cher, notre liberté", a lancé M. Bolsonaro.

Au cours de son allocution, émaillée de quintes de toux, le président brésilien n'a pas remis en question l'appel à une intervention militaire ou la demande de fermeture du Congrès des manifestants. Une majorité de 68% des Brésiliens approuvent le confinement malgré son impact sur l'économie, selon un sondage de l'institut Datafolha publié samedi. Le chiffre est toutefois déclinant, puisqu'il était de 76% début avril.

GRANDE BRETAGNE

Boris Johnson "récupère", le gouvernement critiqué

Le Premier ministre britannique Boris Johnson "récupère" après avoir été victime du coronavirus et reste en contact avec son gouvernement, critiqué pour sa réponse à la pandémie qui a dépassé les 16.000 morts à l'hôpital. Sorti il y a une semaine de l'hôpital, "le Premier ministre se rétablit bien, il est de bonne humeur", a déclaré dimanche le ministre d'Etat Michael Gove à la chaîne de télévision Sky News. Le dirigeant conservateur de 55 ans "a eu l'occasion de parler à Dominic Raab", le ministre des Affaires étrangères qui le remplace pendant sa convalescence.

Ce dernier a transmis "les instructions du Premier ministre au reste du gouvernement" lors d'une conférence téléphonique samedi matin, a précisé M. Gove. Le Royaume-Uni est l'un des pays en Europe les plus touchés par la maladie Covid-19. Le nombre des personnes atteintes du nouveau coronavirus et mortes à l'hôpital a atteint 16.060, avec 596 décès supplémentaires par rapport à la veille, selon le dernier bilan

communiqué par le ministère de la Santé dimanche. Le confinement instauré le 23 mars a été prolongé d'au moins trois semaines jeudi et le gouvernement n'envisage pas encore d'en sortir. "Les gens sont impatients de savoir quand nous allons assouplir les restrictions, quand les écoles pourront rouvrir complètement (...) mais je ne peux pas donner de date", a déclaré le ministre de l'Education Gavin Williamson lors de la conférence de presse quotidienne du gouvernement dimanche, au dernier jour des vacances scolaires d'avril. Le pays n'a "pas encore dépassé" le pic de l'épidémie, ce qui est une des conditions fixées par le gouvernement pour assouplir le confinement, a souligné à ses côtés Jenny Harries, cheffe adjointe des autorités de santé. Toutefois "les choses vont dans la bonne direction", a-t-elle dit. Parmi les rares bonnes nouvelles, à Londres, particulièrement touché par le virus, le nombre d'hospitalisations de malades du nouveau coronavirus a diminué ces derniers jours, a-t-elle souligné.

YÉMEN

Les rebelles houthis enlèvent un ancien ministre pro-gouvernemental

Le ministre yéménite de l'Information, Moammar al-Eryani, a annoncé qu'un ancien ministre de la Culture avait été "enlevé" dimanche à son domicile par les rebelles houthis qui contrôlent Sanaa, la capitale du pays. "Nous condamnons fermement l'enlèvement de l'écrivain et poète Khaled Al-Ruwaishan, grande figure nationale, ex-ministre de la Culture et membre du Conseil de la Choura, enlevé aujourd'hui par (...) la milice houthie", a indiqué M. al-Eryani sur Twitter. M. al-Eryani a appelé les Nations Unies à faire pression sur le groupe houthi pour obtenir la libération de "toutes les personnes kidnappées" au Yémen. M. al-Ruwaishan est notamment connu pour son franc parler depuis que le groupe houthi a pris le contrôle de Sanaa, il y a cinq ans de cela. Le Yémen a plongé dans la guerre civile à la fin de l'année 2014, lorsque les rebelles houthis ont pris le contrôle d'une grande partie du nord du pays, et ont forcé le gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi - soutenu par l'Arabie saoudite - à quitter Sanaa.

DÉCÈS DU MOUDJAHID ET ARTISTE MOHAND AREZKI BOUZID

Tayeb Zitouni présente ses condoléances à sa famille

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, a présenté ses sincères condoléances à la famille du moudjahid et artiste Mohand Arezki Bouzid, décédé samedi à l'âge de 84 ans. M. Zitouni a appris avec une "grande affliction" la nouvelle du décès du moudjahid et artiste Mohand Arezki Bouzid, priant Dieu Tout-Puissant "d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis", indique dimanche un communiqué du ministère des Moudjahidine. Le moudjahid et artiste Mohand Arezki Bouzid est décédé samedi à l'âge de 84 ans à l'hôpital militaire d'Ain Naâdja (Alger), a-t-on appris auprès de ses proches. Le défunt a été inhumé dimanche après la prière du Dohr à Ain Naâdja. Né à Béjaïa en 1936, Mohand Arezki



Bouzid s'est engagé très tôt dans l'action politique nationale avant de rejoindre les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) en 1956 dans la wilaya III historique. Il s'est ensuite rendu à Paris (France) pour rejoindre la Fédération de France du Front de libération nationale (FLN) où il mi-

lita jusqu'à l'indépendance en 1962. Sa fibre artistique l'a amené à faire de la chanson une arme au service de la cause nationale. Il a été compositeur, interprète et auteur de chants patriotiques. Après l'indépendance, Mohand Arezki Bouzid a poursuivi son parcours artistique

en créant plusieurs clubs et associations culturelles dans lesquels se sont illustrés des noms tels que Boualem Chaker et feu Kamel Messaoudi. Avant sa mort, le défunt a publié un récit autobiographique sous le titre "Mémoires d'un artiste, chanteur, moudjahid: Récits de Résistance".

FRANCE

Près des trois-quarts des artisans en France fermés

Près des trois-quarts des entreprises artisanales sont actuellement fermées en France en raison de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19, selon une étude réalisée par les chambres de métiers et de l'artisanat (CMA), qui appellent d'urgence l'Etat à un plan de relance.

"Seulement 27% des entreprises artisanales sont actuellement en activité en France", selon une enquête en ligne menée par l'organisation, présentée dans un communiqué. "Les entreprises autorisées ne sont pas épargnées: 26% d'entre elles ont aussi fermé. Enfin, 58% des entreprises artisanales ont mis en place l'activité partielle pour leurs salariés ou apprentis", détaille CMA.

"Nous avons tous en ligne de mire la reprise de l'activité, nous nous y préparons", a souligné Christian Vabret, le président par intérim de CMA France. "Nos en-



treprises ont d'ores et déjà besoin d'un plan de relance et du soutien d'un Etat stratégique et interventionniste pour garantir leur survie et le rebond".

Les chambres souhaitent l'application d'une "nouvelle fiscalité verte et durable" avec une taxation des produits extérieures à l'UE et un "soutien massif de l'Etat en faveur des entreprises engagées

dans l'économie circulaire". Elles demandent également l'effacement ou la neutralisation des charges sociales et fiscales pour les entreprises les plus en difficulté, la défiscalisation des heures supplémentaires, un "dispositif exceptionnel d'amortissement des prêts de trésorerie", et des mesures incitatives au recrutement de salariés et d'apprentis.

CULTURE/MOIS DU PATRIMOINE À MOSTAGANEM

Projection de documentaires et de reportages sur internet



Environ 20 films documentaires et reportages sur le patrimoine matériel et immatériel de la wilaya de Mostaganem seront projetés sur internet par la maison de la culture Ould Abderrahmane Kaki dans le cadre du mois du patrimoine, a-t-on appris des organisateurs. Le programme prévoit des conférences sur le patrimoine culturel de Mostaganem, des photos et des dessins de sites archéologiques, la diffusion de documentaires et reportages sur le patrimoine matériel et immatériel ainsi que des interviews avec des intellectuels et des chercheurs sur la préservation de ce legs culturel et civilisationnel, a-t-on indiqué. Les activités organisées habituellement lors du Mois du patrimoine (18 avril au 18 mai) ont été adaptées à la situation sanitaire marquée par l'épidémie du Coronavirus. Elles seront proposées à

travers les supports électroniques et les réseaux sociaux, ont précisé les organisateurs. Elles ont été lancées par la diffusion du premier numéro de la série "Notre patrimoine est notre identité", dans lequel le poète Abdelkader Larabi aborde dans une vidéo de 20 minutes la poésie populaire et melhoun, ainsi que leurs place et rôle dans la préservation de l'identité nationale.

En outre, l'établissement culturel a lancé, jeudi dernier, des concours du meilleur poème, du meilleur roman, de la meilleure toile et du meilleur film sur "Youm El ilm (journée du savoir)". Ces concours, auxquels la participation se fait exclusivement par e-mail, s'adressent aux élèves de différents paliers scolaires et aux étudiants universitaires dans le but de créer une animation culturelle et familiale durant le confinement partiel.

MUSIQUE

Décès du Cheikh du malouf, Kaddour Darsouni

Le Cheikh du malouf, Kaddour Darsouni est décédé lundi, aux premières heures de la journée, à l'âge de 93 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de la direction locale de la culture.

Le défunt Kaddour Darsouni est l'un des piliers de la chanson malouf et avait œuvré inlassablement à sa préservation tout au long d'une riche carrière artistique qui a duré plus de 70 ans afin de transmettre cet art, au point d'être surnommé "le formateur des générations".

De son vrai nom Mohamed Darsouni, né le 8 janvier 1927 à Constantine, celui qu'on surnomme "le dernier des Mohicans" avait consacré le plus clair de sa vie à l'enseignement de cette musique savante au sein du Conservatoire municipal, avant de créer en 1995 l'association des élèves du Conservatoire du malouf de Constantine. Le défunt sera inhumé lundi au cimetière Zouaghi Slimane de Constantine après la prière du Dohr.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA: SKIKDA
DAIRA: SIDI - MEZGHICHE
COMMUNE: BENI-OUELBANE
N° : 21 / 2020
NIF : 098.421.215.164. 817

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 72 du décret présidentiel n°15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics - le président de l'assemblée populaire communale de BENI OUELBANE informe les soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimale n° 19/2020 publié dans le quotidien DJIJEL EL DJADIDA en date du : 22/03/2020 et DK NEWS en date du : 23/03/2020 qu'à l'issue de l'évaluation des offres les marchés est attribué provisoirement pour le projet :

N°	projet	Entreprise	NIF	Adresse	Montant	Délai	condition de sélection	
							Note offre technique	offre financière
01	ETUDE ET SUIVI ET REALISATION RESERVOIR A.E.P 500 M3 BOUFATAIASSE - BENI OUELBANE LOT : REALISATION RESERVOIR A.E.P 500 M3 BOUFATAIASSE	SNC DRAOUI SALIM ET CIE	0.010.2101.43601.54	BENI OUELBANE	10.487.180,83 D.A	14 Mois	76.42 /100	Moins Disant Qualifier

Les soumissionnaires peuvent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres auprès des services concernés dans un délai de trois(03) jours à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens.

Un délai de dix (10) jours est accordé aux entreprises qui ont participé à l'appel d'offres pour introduire leurs recours auprès de la commission des marchés publics de l'APC Beni Ouelbane ; conformément à l'article 82 du décret présidentiel n°15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics.

G20-SANTÉ

Les ministres de la Santé du G20 discutent de l'importance des solutions numériques face aux pandémies

Les ministres de la Santé du Groupe des 20 (G20) ont examiné dimanche l'importance des solutions numériques face aux pandémies présentes et futures.

Au cours d'une réunion virtuelle, les responsables ont discuté des efforts concertés à mettre en place pour lutter contre le COVID-19, ainsi que du rôle des solutions numériques, indique un communiqué de la présidence saoudienne du G20. Les ministres ont souligné que la santé et le bien-être des personnes étaient au cœur de toutes les décisions prises en vue de sauver des vies et d'atténuer l'impact socio-économique du virus. Ils ont également partagé leurs expériences et

échangé des méthodes et des mesures préventives destinées à contenir la pandémie. Ils ont reconnu que le virus avait révélé les faiblesses systémiques de leurs systèmes de santé, et plus généralement les lacunes de la communauté internationale en matière de prévention et de réponse aux pandémies. Les ministres de la Santé du G20 continueront à prendre toutes les mesures requises pour contenir la pandémie, et se réuniront à nouveau si nécessaire, ajoute le communiqué.



FRANCE

Amazon prolonge de deux jours la fermeture de ses sites en France

Les sites français du géant mondial du commerce en ligne Amazon resteront fermés deux jours de plus, jusqu'à mercredi inclus, a-t-il déclaré dimanche, indiquant espérer obtenir mardi en appel la levée par la justice de la limitation de ses activités. "Nous restons perplexes face à la décision du tribunal de Nanterre rendue la semaine dernière et nous attendons avec intérêt que notre appel soit entendu. Nous maintenons temporairement la suspension de l'activité de nos centres de distribution français", explique l'entreprise. Les quelque 10.000 salariés et intérimaires répartis dans six entrepôts en France sont donc appelés à rester chez eux jusqu'à la réouverture. Ils ont été informés de la prolongation et une réunion avec le comité social et économique (CSE) devrait avoir lieu lundi. Ils resteront payés à 100%, a précisé la société, qui n'a pas fait de demande de chômage partiel. Les consommateurs gardent la possibilité d'utiliser



la plateforme Amazon pour acheter et se faire livrer des produits depuis l'étranger. Le tribunal de Nanterre avait enjoint le 14 avril à Amazon France de limiter ses activités à des produits essentiels (hygiène, produits médicaux et alimentation), sous peine d'une amende de un million d'euros par infraction constatée. Saisi par un syndicat, le tribunal avait mis en avant plusieurs problèmes, dont les tourniquets à l'entrée des sites qui créent des rassemblements de salariés violant les mesures de distanciation, idem dans les vestiaires, ou le passage des colis d'un salarié à un autre susceptible de transmettre le virus.

Selon le baromètre Foxintelligence du commerce en ligne, la part de marché d'Amazon dans ce secteur en France s'est stabilisée à 36% lors de la quatrième semaine de confinement. Son volume d'affaires annuel dans le pays atteint 7,73 milliards d'euros, selon le panéliste Kantar.

ETATS UNIS-ESPACE

Le lancement du vol spatial habité à bord de SpaceX fixé au 21 mai

L'agence spatiale américaine (Nasa) a déclaré avoir fixé au 21 mai en Floride le lancement d'une mission spatiale habitée à bord d'une fusée de SpaceX, la première de ce type pour la compagnie d'Elon Musk et le premier vol avec équipage lancé depuis le sol américain depuis près de dix ans.

Le patron de l'agence spatiale américaine, Jim Bridenstine, a indiqué sur Twitter que deux astronautes prendraient place à bord d'une fusée Falcon Heavy de la compagnie SpaceX en direction de la Station spatiale internationale. SpaceX (Space Exploration Tech-

nologies) a réussi il y a un an le lancement du premier vol commercial de la fusée Falcon Heavy depuis le centre spatial Kennedy à Cap Canaveral, en Floride. Elle a, depuis lors, déployé des satellites pour plusieurs agences fédérales américaines, dont la Nasa, des universités et une organisation à but non lucratif. Quelque 6,8 milliards de dollars ont été alloués à SpaceX et à Boeing pour construire des fusées et des systèmes de capsules capables d'emmener des astronautes en orbite pour la première fois depuis l'arrêt du programme de la navette spatiale en 2011.



ETATS UNIS/ESPACE/NASA

La NASA envoie un premier vol habité de Crew Dragon le 27 mai

Le 27 mai, la Nasa va de nouveau lancer des astronautes américains à bord d'un lanceur depuis le sol américain, a annoncé Jim Bridenstine, administrateur de l'agence spatiale. La Nasa vient d'annoncer que SpaceX réalisera son premier vol habité le 27 mai à destination de la Station spatiale internationale. A bord du Crew Dragon, les astronautes Robert Behnken et Douglas Hurley, qui ont tous deux volé deux fois à bord d'une navette. Le décollage est prévu à 16 h 32 (20 h 32 GMT) depuis le

pas de tir 39A du Centre spatial Kennedy, là même d'où partaient les missions Apollo du programme lunaire de la Nasa. Les deux astronautes américains rejoindront le complexe orbital pour une mission dont la durée n'a pas encore été précisée. Pour l'instant, il est toujours question d'une mission de courte durée, mais la Nasa pourrait décider cette prolongation pour soulager le travail de l'équipage à bord de la Station.

Malgré la pandémie de Covid-19 qui affecte les Etats-Unis, les

opérations se sont poursuivies ces dernières semaines afin de préparer le lanceur et la capsule à ce vol historique. En effet, ce sera le premier vol habité lancé depuis le sol américain et depuis le retrait des navettes spatiales en juillet 2011. Avec ce vol, SpaceX ouvrira un nouveau chapitre de l'histoire de la conquête spatiale en devenant la première entreprise privée à réaliser un vol habité, après avoir été la première entreprise à mettre au point un lanceur partiellement réutilisable.



INTERNET

L'Australie veut obliger Google et Facebook à rémunérer les contenus

L'Australie a annoncé lundi qu'elle allait contraindre Google et Facebook à rémunérer les contenus des éditeurs de presse, une mesure destinée à aider les médias traditionnels à faire face à la concurrence des géants du Net.

Le ministre du Budget, Josh Frydenberg, a indiqué qu'un règlement obligatoire sera présenté d'ici juillet. Il obligera les géants américains du numérique à rémunérer les éditeurs de journaux pour la réutilisation de leurs contenus sur la toile. "Ce que nous voulons, ce sont des conditions de concurrence équitables", a déclaré le ministre sur Channel 7. Cette annonce intervient dix jours après que l'autorité de la concurrence française a ordonné à Google de négocier "de bonne foi" avec les éditeurs et les agences de presse en France sur la rémunération de leurs contenus protégés par les droits voisins.

Comme dans de nombreux pays, l'impact en Australie de géants du net comme Google et Facebook est immense pour les éditeurs de presse. Ainsi, le nombre de journalistes australiens travaillant pour la presse écrite et en ligne a chuté de plus de 20% depuis 2014, les recettes publicitaires numériques étant massivement captées par ces plateformes.

L'annonce de la mise en place de nouvelles dispositions intervient à l'issue d'une enquête de 18 mois sur les supports numériques. Elle a été menée par la commission australienne de la concurrence et la consommation (ACCC) qui a préconisé une révision de la réglementation actuelle.

M. Frydenberg a précisé que ces mesures seront imposées par le gouvernement après l'échec de négociations sur la mise en place d'un code sur la base du volontariat. La pandémie de coronavirus, qui a entraîné une chute des recettes publicitaires dans le secteur de la presse, a poussé le gouvernement à agir.

"Il n'y a eu aucun progrès significatif, alors nous prenons désormais la décision de créer un code obligatoire en cherchant à être le premier pays au monde à s'assurer que ces médias sociaux paient pour le contenu", a-t-il déclaré.

En Espagne, une initiative similaire avait conduit en 2014 Google à fermer la version espagnole de son site d'actualités (Google News). Cette nouvelle réglementation portera également sur le partage de données ainsi que l'affichage des contenus d'actualité.

Son entrée en vigueur sera imposée via des sanctions financières ainsi que des mécanismes de résolution des différends. Selon certaines estimations, quelque 17 millions d'Australiens vont sur Facebook chaque mois et ils passent en moyenne 30 minutes par jour sur la plateforme, tandis que 98% des chercheurs sur les mobiles australiens utilisent Google.

Programme de la soirée

TF1 21:05

Harry Potter et la chambre des secrets



Harry Potter, en vacances chez sa tante Petunia et son oncle Vernon, se languit de retourner à Poudlard, l'école des sorciers. Un matin, il reçoit la visite d'un elfe espiègle venu le prévenir qu'un danger le guette à Poudlard. Harry refuse de l'écouter. Peu après la rentrée des classes, au château, il entend une voix inquiétante s'adresser à lui. Et rapidement, des événements inexplicables se produisent.

france 2 21:05

Le plus beau pays du monde



Ce documentaire, tourné avec des moyens dignes des coproductions internationales, révèle la France à l'état naturel à travers une immersion au cœur de la nature. Des cimes des plus hautes montagnes aux rives des océans, en passant par les marais, les gorges, les plaines et les fonds sous-marins, les secrets des grandes et petites histoires de ce monde sauvage se dévoilent. L'aventure se poursuit avec des rencontres en compagnie d'un ours, de loups, de sangliers ou de cerfs, mais aussi d'oiseaux majestueux comme les oies cendrées, les balbuzards, les aigles et les vautours...

france 3 21:05

Tandem



Philippe Préjean, gérant d'une savonnerie artisanale, a été retrouvé mort, une plaie à la tête. Des cheveux ont été trouvés dans ses mains. Des prélèvements ADN sont effectués sur ses deux beaux-fils. L'aîné, Benjamin Belmont, confie qu'il n'aimait pas Préjean. Il pense qu'il a tué Laurent, son père, retrouvé dans une cuve de savon il y a 8 ans. Le commandant Léa Soler fait exhumer le corps. Franck, le légiste, découvre que c'est celui d'un jeune homme. Laurent Belmont serait donc vivant. Pendant ce temps, Sabine Mauriac, une nouvelle capitaine, arrive à la gendarmerie.

CANAL+ 20:05

Le mystère Henri Pick



Célèbre animateur d'une émission littéraire, Jean-Michel Rouche est interpellé par le succès soudain du livre « Les dernières heures d'une histoire d'amour » écrit par un inconnu nommé Henri Pick, un ancien pizzaiolo aujourd'hui décédé et originaire du Finistère. Le critique littéraire est persuadé qu'il s'agit d'une imposture. Afin d'enquêter sur cet auteur dont personne n'avait jamais entendu parler auparavant, Jean-Michel Rouche se rend dans le village dont était originaire ce mystérieux écrivain. Il y rencontre Joséphine, la fille d'Henri Pick, avec qui les premiers rapports sont tendus.

6 21:05

Il n'est jamais trop tard



Larry Crowne travaille dans la même grande surface depuis qu'il a fini son service dans la Navy, quelques décennies plus tôt. Régulièrement cité comme employé du mois, Larry est pourtant renvoyé, faute de diplômes suffisants. Sur les conseils de son voisin, il décide de s'inscrire à la faculté. Sur place, il se lie d'amitié avec des étudiants passionnés de scooter. Sa vie change quand il rencontre Mercedes Tainot, qui donne des cours d'expression orale.

Jeux

Samourai-Sudoku N°2444

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

5			3				9							7			5				4
			5				9									4		6			
		8	6		7		2	5							8		3				
7			9		8									4		3		5			2
		5	4		1		9	7						9	7		2			4	6
			6		3												9		1		
			1		5									5			5		2		
6			9																3		1

5				6			9							1			5				6
			3		5										3		2		7		
		8	6		7		9	3								4		8			
3			2		9												7		6		8
		9	1		8		5	2													
			4		2												1		2		
			1		8												3		9		
4			9																		2

Horizontalement:
1 - A vous donner la chair de poule
2 - Vendre - A moi
3 - Illusoire
4 - Objets formant un tout - Laisse loin derrière
5 - Couloir de navigation - Liquide vital - Deux pour César
6 - Pâté impérial - Traditionnel
7 - Mouvements de sportif
8 - Appelle sa biche - Graminée des sols humides - Irlande chez elle
9 - Très cruel - Plante décorative
10 - Dépourvus de tige - Agence spatiale

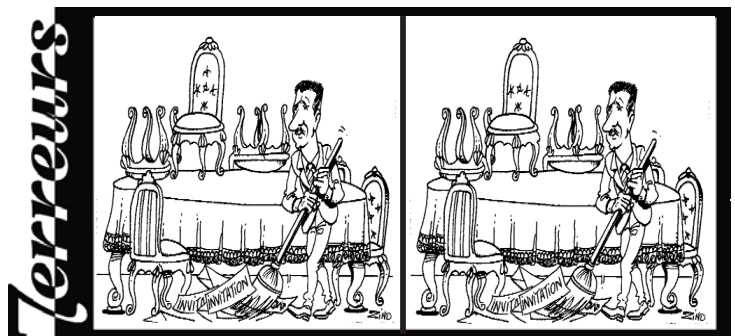
Verticalement:
A - Recevras chez toi
B - Il donnait l'accord - Gros mot de bébé - Chef
C - Pas du tout novateur -
D - Flamboyer - Régal de labrador
E - Espace isolé - Marque de gratitude
F - Aïeux familiaux - Production d'ouvrières
G - Orner de belles couleurs
H - Une des deux espèces sacrées - Virtuose
I - Distractions légères -
J - Repoussées - Passé dans le langage courant
K - Guide de mine - Coeur de flûte - Chose latine
L - Incisera

«Quand les gros sont maigres, il y a longtemps que les maigres sont morts.»

Lao-Tseu

Mots croisés N°2444

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



ONJSA / CORONAVIRUS (SOLIDARITÉ) Collecte de sang au profit des hôpitaux jeudi à la salle Coupole (Alger)

L'organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA) organise une opération de collecte de sang, jeudi matin à la Coupole de l'Office du Complexe olympique (OCO) Mohamed-Boudiaf à Alger, dans le cadre de sa campagne de solidarité pour la lutte contre la pandémie du coronavirus (Covid-19).

Cette 2e édition de don de sang, organisée par l'ONJSA en collaboration avec l'Agence nationale du sang (ANS) et l'OCO, a été dictée par la pandémie du Covid-19.

Elle est programmée jeudi de 9h30 à 13h00 et sera ouverte à l'ensemble des acteurs du mouvement sportif algérien, mais aussi à tous les acteurs de la société civile (syndicat, associations, organisations...etc), a indiqué un communiqué de l'ONJSA.

"Cette 2e édition devait avoir lieu au mois de Ramadhan, comme l'année dernière, mais vu le contexte actuel et la situation sanitaire dans le pays à cause du coronavirus, il a été décidé d'avancer l'opération et répondre à l'appel incessant de nos hôpitaux qui souffrent d'un manque crucial de sang", a déclaré à l'APS, le président de l'ONJSA, Youcef Tazir. Le prélèvement se fera dans la grande salle de la Coupole qui sera équipée d'un

nombre déterminé de fauteuils pour l'opération et sera chapeauté par les médecins de l'ANS, habitués à ce travail.

"L'enceinte de la Coupole de l'OCO répond à toutes les conditions de sécurité exigées pour ce genre d'opération et l'ONJSA et l'ANS assureront le total respect de ses mesures de sécurité sanitaire, avec le respect strict des distances barrières et des règles d'hygiène et de distanciation sociale, tel que recommandé par les autorités sanitaires", a indiqué le président de l'ONJSA.

Une fois l'opération terminée, l'Agence nationale du sang (ANS), habituée à ce genre d'activité, sera chargée d'acheminer la collecte vers les hôpitaux et les centres hospitaliers et contribuer un peu soit-il à lutter contre la pandémie.

"Nous souhaitons que notre appel soit entendu par tous, car nous comptons sur une forte participation, comme il est de coutume chez nous dans



ce genre de geste humanitaire.

Contribuer à aider nos malades et essayer de sauver des vies, surtout dans le contexte actuel où il faut être unis et solidaire. Ensemble, nous vain-

crons cette pandémie", a conclu Youcef Tazir qui a tenu à rendre hommage à la direction de l'Office du Complexe olympique et l'ANS pour leur louable contribution.

CORONAVIRUS (KARATÉ) : Mesbahi : «pas de nouvelles dates pour les tournois de qualification restants»

La Fédération mondiale de Karaté (WFK) a annulé toutes les manifestations sportives et n'a fixé aucune date pour les trois tournois inscrits à son calendrier 2020, qualificatifs aux Jeux Olympiques de Tokyo, reprogrammés du 23 juillet au 8 août 2021, a révélé le vice-président de la Fédération mondiale de karaté (WFK), l'Algérien Mohamed-Tahar Mesbahi.

Après la décision du Comité International Olympique (CIO) de reporter les Jeux Olympiques et Paralympiques de Tokyo-2020 d'une année, en raison de la pandémie du coronavirus (Covid-19), la fédération mondiale de karaté, à l'instar de toutes les fédérations sportives internationales, a suspendu jusqu'à nouvel ordre toutes ses activités (réunion, compétitions, stages...etc).

"L'arrêt soudain des compétitions qui nous restaient, surtout les trois open de qualification olympique, a freiné notre élan dans la poursuite de l'achèvement de notre plan d'action-2020.

Mais la santé de tous était plus importante et c'était la priorité de tout le monde.", a expliqué à l'APS, Mesbahi.

En effet, avant l'arrêt soudain de toutes les activités et rendez-vous sportifs de toutes les fédérations internationales, l'instance mondiale de karaté s'appretait à compléter le ranking de qualifications

aux JO-2020, avec l'organisation des trois Open qualificatifs entre mars et avril, à commencer avec celui du Maroc, de Madrid et de Paris, avec éventuellement une participation des deux chances de qualifications algériennes (Hocine Daïkhi et Lamia Maâtoub).

"Après ces tournois, le ranking olympique devait être finalisé et désigner les 80 athlètes (quota de la fédération mondiale de karaté) qui auront l'honneur à prendre part aux JO, pour la première fois dans l'histoire de la discipline », a expliqué Mesbahi, ajoutant qu'après cet arrêt, l'instance restera à l'écoute des nouveautés émanant du Comité International Olympique (CIO), et les nouvelles dates du programme restant du karaté mondial seront finalisées avec l'instance olympique et les différents partenaires de l'WFK.

Interrogé sur la possibilité de reconduire les tournois de qualification restants, d'ici le 28 juin 2021 (dernier délai fixé par le CIO pour avoir la liste des athlètes, tous sports confondus, qualifiés aux JO), le vice-président de l'exécutif de la WFK qui est aussi président de l'Union africaine de karaté (UAFK), est formel.

"La fédération mondiale est superbement organisée, cela ne lui posera aucun problème de tenir les tournois restants

et compléter le Ranking olympique de qualification aux Joutes de Tokyo.", a assuré Mohamed-Tahar Mesbahi. Au niveau de l'UAFK, aussi, toutes les activités sont à l'arrêt, idem pour les fédérations nationales qui s'appretaient à organiser des championnats, stages, formations...etc.

"Juste après l'annonce par l'WFK d'asseoir ses activités. J'ai fait, en ma qualité de président de l'UFAK, et instruit les présidents de zones de suivre la démarche de l'instance mondiale, en raison de la situation sanitaire de ce virus qui a remis tout en cause.", a souligné Mesbahi, précisant que le mois d'avril était réservé aux championnats régionaux.

Ceci dit, et pour rester coller à l'actualité et l'évolution des événements, le premier responsable du karaté au niveau continental s'est mis, avec ses membres du bureau en mode de télétravail, non seulement pour être à jour et continuer à traiter les différents dossiers liés à la discipline. "Presque chaque semaine, nous organisons des forums à travers les réseaux sociaux, afin d'étudier les affaires courantes et améliorer les choses, un peu soit-il. C'est la même chose pour l'UCSA (Union des Confédérations Sportive d'Afrique) dont je suis le 1er vice-président.", a conclu Mohamed Tahar Mesbahi.

RUGBY / CORONAVIRUS Démission du patron du rugby à XIII australien, Greenberg

Le Directeur général de la Ligue australienne de rugby à XIII, Todd Greenberg, a présenté sa démission lundi, alors que son championnat, très populaire en Australie, traverse une crise financière aigüe, à cause de la pandémie du nouveau Coronavirus.

"Après réflexion sur les besoins de notre sport, il a été décidé d'un commun accord que Todd Greenberg quitte en

ce jour le poste de Directeur général de la NRL", a indiqué ladite instance dans un communiqué.

"Diriger la NRL pendant les quatre dernières années a été un honneur et un privilège.

En dépit de la multitude de défis et de pressions, j'ai apprécié chaque minute de cette période", a assuré de son côté Greenberg. Le championnat de rugby à XIII, sport roi en

Australie, a été stoppé le 24 mars dernier, après seulement deux journées, ce qui s'est traduit par d'importants manques à gagner pour la NRL et ses équipes, notamment, en termes de billetterie et de droits TV. Depuis, la NRL a essayé de relancer la saison.

L'un des scénarios envisagés a été de regrouper dans la région de Sydney ou sur une île les 16 équipes de la NRL, dont

une néo-zélandaise. Projets se sont révélés irréalisables en raison des mesures d'interdiction d'entrée sur le territoire à tout étranger non résident et des restrictions strictes des déplacements à l'intérieur du pays, prises par le gouvernement pour lutter contre le Covid-19. Début avril, la reprise du championnat a été fixée au 28 mai, mais les modalités ne sont pas encore connues.

TENNIS Novak Djokovic contre une vaccination obligatoire

Le N.1 mondial Novak Djokovic s'est exprimé contre une éventuelle vaccination obligatoire contre le coronavirus pour permettre la reprise des tournois, tout en reconnaissant que voyager serait "le défi numéro un" pour les joueurs de tennis.

"Nous devons voyager et je pense que ce sera le défi numéro 1 (...) Le voyage sera la principale entrave", a expliqué Djokovic lors d'une conversation avec plusieurs sportifs serbes organisée dimanche en fin de journée sur sa page Facebook, à l'occasion de la Pâques orthodoxe.

"Je suis le premier dans l'incertitude. Comment faire avec les voyages? Moi, personnellement, je ne suis pas pour les vaccins. Je n'aimerais pas que quelqu'un m'oblige à se faire vacciner pour voyager", a poursuivi "Nole".

Les propos de Djokovic, qui est aussi président du conseil des joueurs de l'ATP, prennent le contrepied de l'ancienne joueuse française Amélie Mauresmo qui avait estimé le mois dernier que les tournois de tennis ne pourraient pas reprendre sans la mise au point d'un vaccin contre le Covid-19.

Le Serbe, vainqueur de l'Open d'Australie en début d'année, a par ailleurs estimé que les tournois ne pourraient pas reprendre "avant septembre, octobre", même si le tennis mondial est officiellement à l'arrêt jusqu'à mi-juillet au moins.

BOXE Décès de Aliane Omar dit "Kaddour", premier médaillé d'or de l'Algérie indépendante

L'ancien boxeur et premier médaillé d'or de l'Algérie indépendante, Omar Aliane dit "Kaddour", est décédé dimanche soir à Boufarik, à la suite d'une longue maladie, a appris l'APS de son fils, Sofiane Aliane.

Né en 1941 dans la commune de Khelil (Bordj Bou Arréridj), le défunt a donné beaucoup de fierté aux Algériens en offrant à l'Algérie, qui savourait tout juste son indépendance, sa première médaille d'or, à l'occasion des Jeux africains de l'amitié à Dakar en 1963.

"Ami Kaddour" a représenté la boxe algérienne en prenant part à plus de 20 compétitions continentales et internationales, avant de quitter les rings en 1974 pour occuper en suite le poste de sélectionneur national. L'enterrement du défunt est prévu ce lundi à Boufarik.

ALGÉRIE (SONDAGE) Mahrez élu meilleur joueur algérien de la décennie

L'ailier international algérien de Manchester City (Premier league anglaise de football) Riyad Mahrez, a été élu meilleur joueur algérien de la décennie (2010-2019), selon un vote organisé par le journal électronique dzmatch.com auprès des internautes et de journalistes sportifs.



Mahrez (29 ans / 57 sélections pour 15 buts), devance deux anciens capitaines des "Verts", à savoir Antar Yahia et Madjid Bougherra.

Le natif de Sarcelles (France) a obtenu 189 points contre 95 points pour Yahia

et 81 unités pour Bougherra, ce dernier est talonné de peu par un autre ancien international, à savoir Karim Ziani (80 points).

3500 internautes et 30 journalistes algériens et maghrébins ont participé à ce

sondage qui a duré un mois sur le site dzmatch.com ainsi que la page Facebook du journal électronique.

Le 31 mai 2014 Riyad Mahrez avait honoré sa première sélection avec les Verts face à l'Arménie (3-1) lors d'un

match amical sous la houlette de l'ancien coach national Wahid Halilhodzic qui le convoque pour le Mondial brésilien.

Cinq ans plus tard, soit le 19 juillet 2019, Mahrez brandit le trophée de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2019 l'Algérie qui gagne son deuxième titre continental, en terre égyptienne.

Classement du meilleur footballeur algérien de la décennie (2010-2019) :

- 1- Riyad Mahrez : 189 points
- 2- Antar Yahia : 95 points
- 3- Madjid Bougherra : 81 points
- 4- Karim Ziani : 80 points
- 5- Rais M'bolhi : 63 points
- 6- Islam Slimani : 59 points
- 7- Sofiane Feghouli : 58 points
- 8- Rafik Halliche : 51 points
- 9- Carl Medjani : 42 points.

L'Algérien Bennacer attendu lundi pour la reprise avec le Milan AC (Presse)

L'international algérien du Milan AC (Serie A), Ismaël Bennacer, est attendu, au plus tard ce lundi en Italie, pour la reprise des entraînements avec son club, a rapporté Sky Sport Italie.

Le champion d'Afrique algérien est concerné par cette directive au même titre que 12 autres de ses coéquipiers qui avaient quitté le territoire italien à cause de la pandémie du coronavirus (Covid-19), a ajouté la même source.

Confinée depuis plus d'un mois à cause du coronavirus, l'Italie envisage son déconfinement dans les prochains jours. Il en est de même pour les clubs de football qui commencent à préparer la reprise des activités.

Le Milan AC envisage pour le moment une reprise de l'entraînement au début du mois de mai.

Toutefois, les joueurs partis doivent d'abord passer par l'étape de la qua-



rantine où ils passeront 14 jours en confinement sur le sol italien.

Après cette étape, ils pourront côtoyer leurs coéquipiers. Bennacer, 22 ans, avait rejoint le Milan AC en août 2019 pour un contrat de quatre années, en

provenance d'Empoli FC. Son contrat s'élève à 16 millions d'euros. Avant l'arrêt total des compétitions, le Milan AC était classé 7e en Série A, avec 36 points en 26 matchs, loin derrière le leader, la Juventus 63 pts.

CORONAVIRUS-FOOT Mettre fin à l'actuelle saison est la meilleure chose (Haris Belkebla)

L'international algérien du Stade Brestois, Ligue 1 du championnat de France de football, Haris Belkebla a estimé que la meilleure chose à faire maintenant et de mettre un terme à l'actuelle sportive, en raison du Coronavirus.

Dans une déclaration au média français Centre Presse et rapportée par le site DZFoot, Belkebla n'a pas caché son souhait pour une éventuelle annulation du championnat de Ligue 1 française.

« Je pense qu'on ferait mieux d'arrêter la saison. Cela me semble un peu risqué de reprendre le championnat.

L'idée de reprendre en mai risque de poser des problèmes. En plus jouer un

match sans supporteurs en tribune, ce n'est pas vraiment du foot.

C'est délicat cela me semble prématuré », a indiqué entre autres, L'international algérien.

Confiné chez lui, comme la majorité des sportifs, Belkebla a expliqué que pour lui, il a la chance d'avoir un parc juste derrière son domicile pour sortir un peu pendant l'air.

« Je continue à courir pour m'entretenir, me faire mon petit programme », s'est réjoui, ajoutant qu'il pense retrouver assez rapidement la forme pour jouer, car physiquement, il est bien entretenu, mais il fait attention à ce qu'il mange.

« Mais, certains joueurs auront peut-être, plus de mal,



avec des craintes de blessures.

Si l'on suit ce qui se murmure, on devrait avoir un petit mois pour travailler avant

d'enchaîner les matchs tous les trois jours.

Il y a donc un vrai risque de blessure », a averti Haris Belkebla.

LIGA

Rakitic : «le Barça doit être champion si la saison ne se termine pas»

L'international Croate Ivan Rakitic a estimé que le FC Barcelone sera couronné champion d'Espagne si la saison ne peut pas être terminée en raison de la pandémie de Coronavirus.

"Nous voulons tous jouer à nouveau et gagner le championnat en jouant. Je comprends aussi que si nous ne pouvons pas revenir en arrière d'une manière ou d'une autre, la saison devra se terminer.

Si nous sommes au sommet, nous devons être les champions, mais les délais doivent être épuisés", a déclaré l'international Croate à Movistar +.

Et d'enchaîner: "Le scénario idéal serait de terminer à tout moment, mais toujours avec un plan bien fait, surtout en considérant la saison prochaine aussi". Les Catalans occupent la tête du classement de la Liga avec 58 points devant le Real Madrid (56 pts).

LIGUE 1 FRANÇAISE Le syndicat des joueurs refuse la reprise du championnat

Le co-président de l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP), syndicat des joueurs des Ligues 1 et 2 françaises, Sylvain Kastendeuch, a exprimé son refus de reprendre le championnat, alors que le pays fait face à la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), dans une tribune publiée lundi dans le journal Le Monde.

Alors que les entraîneurs discutent pour envisager un retour à la compétition, les joueurs, eux, refusent cette éventualité. Du moins leurs représentants.

Sylvain Kastendeuch, co-président de l'UNFP, syndicat des joueurs, a publié une tribune dans Le Monde intitulée "renonçons à une reprise du championnat de football dans ces conditions".

"L'analyse médicale menée par l'UNFP et la Fifpro (Fédération internationale des associations de footballeurs professionnels, ndlr) alerte sur les risques physiques élevés en cas de matchs organisés tous les trois jours après une si longue période d'arrêt: fatigue accentuée et augmentation par six de l'incidence des blessures musculaires dès la fin du deuxième match, baisse de la performance, énumère-t-il, dans une tribune dans Le Monde intitulée "renonçons à une reprise du championnat de football dans ces conditions".

Dans un long argumentaire, et sans éluder les problématiques économiques désastreuses de la crise pour les clubs et les autres acteurs du football, il se prononce également contre l'idée de la tenue des matchs à huis clos.

"Quel sens les footballeurs pourront-ils donner à leur activité sur le terrain s'ils ne peuvent l'exercer en présence de supporteurs au plus près d'eux? Dans les tribunes!" Il évoque également sa "responsabilité de mener dès aujourd'hui la réflexion sur une refonte du football français pour en assurer un rayonnement mondial durable".

"L'urgence économique ne doit pas prendre le pas sur l'impératif de santé publique. Renonçons à une reprise du championnat dans ces conditions. Reprise qui serait précipitée et dangereuse. Rassemblons dès aujourd'hui les conditions d'une prochaine saison réussie et exemplaire de ce football que l'on aime tant", conclut-il.

Le football reprend au Turkménistan, officiellement épargné par le coronavirus

Le Turkménistan, un des derniers Etats au monde à n'avoir pas déclaré de cas de nouveau coronavirus, a relancé dimanche sa saison de football professionnel après une courte pause pour limiter la pandémie.

Mi-mars, ce pays d'Asie centrale avait suivi la tendance mondiale en suspendant son championnat de première division qui oppose huit équipes.

La fédération de football écoutait alors les recommandations du ministère turkmène de la Santé et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Mais un mois plus tard, malgré les inquiétudes d'observateurs extérieurs sur la réalité de la situation épidémique dans le pays, le ballon rond a fait son retour pour le bonheur des fans.

Près de 300 personnes réunies dans un stade prévu pour en accueillir 20.000 ont assisté dimanche au derby opposant deux clubs de la capitale Achkhabad: le FK Altyň Asyr, champion en titre, face au Köpëtdag, leader du championnat.

Après une mornie première mi-temps, les deux formations se sont neutralisées sur le score de 1-1. Un match nul qui a quand même fait les affaires de Mourad, un inconditionnel du Köpëtdag.

"C'est un club de légende, successeur d'une équipe soviétique nommée en l'honneur d'une ferme collective", a affirmé cet homme de 60 ans qui, comme d'autres supporters, n'a pas peur de la pandémie.

"Le sport tue tous les virus!", a poursuivi Mourad en plaisantant. "Et quand votre équipe favorite gagne, cela renforce votre immunité." Le Turkménistan fait partie des trois anciennes républiques soviétiques, avec le Bélarus et le Tadjikistan, qui ont maintenu leurs championnats professionnels.

Avec des résultats en termes d'audience. Alors que l'intérêt pour le championnat bélarusse n'a jamais été aussi grand en Europe, le finale de la Super Coupe du Tadjikistan a de son côté attiré début avril des spectateurs en ligne des quatre coins du globe.

Le Bélarus, qui compte officiellement 4.779 cas déclarés et 47 morts, a néanmoins été critiqué pour avoir maintenu la présence de spectateurs dans les tribunes.

Au Tadjikistan, les matchs se tiennent à huis clos même si les autorités, comme au Turkménistan, affirment qu'il n'y a aucune contamination dans le pays.

Même après le match de dimanche, le FK Altyň Asyr, qui signifie "Age d'or", reste favori pour remporter le championnat turkmène une nouvelle fois cette année, comme c'est le cas depuis 2014.

Les joueurs de l'AS Rome renoncent à quatre mois de salaire

Les joueurs de l'AS Rome et leur entraîneur Paulo Fonseca ont renoncé à quatre mois de salaire, a annoncé dimanche le club, confronté comme d'autres à des difficultés économiques liées à la pandémie de coronavirus.

Selon le communiqué du club italien, les joueurs ne seront pas payés pour les mois de mars, avril, mai et juin.

Si le championnat, interrompu depuis le 9 mars, devait reprendre, le club, le staff et les joueurs se sont mis d'accord sur un système de bonus fixés en fonction de divers objectifs sportifs à atteindre.

Les joueurs et les membres du staff ont également accepté de payer directement aux employés du club mis au chômage partiel la différence entre ce qu'ils reçoivent actuellement et leur salaire normal.

"Le capitaine Edin Dzeko, tous les joueurs et Paulo ont montré qu'ils comprenaient vraiment ce que représente ce club et nous les remercions également pour leur geste magnifique en faveur de nos employés", a réagi Guido Fienga, le directeur général de la Roma. Parmi les clubs de Serie A, la Juventus et Parme avaient déjà annoncé avoir trouvé un accord de baisse des salaires. Le principe avait été validé par l'ensemble des clubs lors d'une assemblée générale de la Ligue.

APS

Halilhodzic élu meilleur entraîneur de l'histoire de Lille en France

L'ancien sélectionneur de l'équipe nationale de football, le Bosnien Vahid Halilhodzic, a été élu meilleur entraîneur de l'histoire du LOSC de Lille, Ligue 1 du Championnat de France de football.

Nommé entraîneur de Lille en 1998 alors que le club était en deuxième division, le Franco-bosnien avait réussi à faire accéder le club en Ligue 1 la saison d'après, permettant aux supporters lillois de retrouver l'espoir.

Lors de la première saison du LOSC en Ligue 1, Halilhodzic a qualifié le club pour la Ligue des champions, une première dans l'histoire de Lille, grâce à la troisième place décrochée en championnat. D'ailleurs, le club avait une bonne prestation, surtout en faisant sortir le solide club de Parme au 3e tour de qualification pour accéder à la phase de groupes. Le club occupera d'ailleurs la troisième



place dans un groupe difficile, composé de Manchester United, La Corogne et l'Olympiakos. Il faut rappeler que Vahid Halilhodzic avait conduit la sélection algérienne à

la phase finale de la coupe du Monde au Brésil et s'est qualifié au second tour après deux succès contre la Corée du Sud et la Russie, contre une défaite face à la Belgique. Les coéqui-

piers du buteur Islam Slimani avaient été éliminés, difficilement, par l'Allemagne (2-1), au second tour. Le technicien bosnien est actuellement le sélectionneur du Maroc.

EXPORT DE JOUEURS

Le Brésil en tête devant la France et l'Argentine

Le Brésil avec 1600 joueurs de football, occupe la tête du classement des pays exportateurs dans le monde, devant la France et l'Argentine, selon une étude établie par l'Observatoire du football (CIES), publiée lundi sur son site officiel.

Le Brésil est en tête de classement (1600 joueurs, dont 74,6% actifs dans un championnat de première division) devant la France (1027 expatriés, dont 74,0% dans une première division). Au total, 186 associations

nationales avaient au moins un joueur expatrié dans les 141 ligues des 93 pays inclus dans l'échantillon.

Néanmoins, à eux trois, le Brésil, la France et l'Argentine fournissaient presque un quart de la main d'œuvre étrangère (22,5%).

Le Nigéria est le principal exportateur africain (399 joueurs à l'étranger), tandis que le Japon est le premier exportateur asiatique (161).

L'Algérie pointe à la 48e place avec plus de 93% des joueurs ex-

portés évoluent en première division. L'Atlas des migrations élaboré par le CIES présente les principales destinations pour chaque origine.

Cet outil exclusif révèle notamment que les cinq pays ayant importé le plus de joueurs ayant grandi en France sont l'Angleterre, la Belgique, Luxembourg, l'Italie et la Turquie.

Le Portugal est la première destination pour les Brésiliens, tandis que le Chili est la principale destination des Argentins.

La L1 chinoise devrait débuter au plus tard en juillet

Le championnat chinois de football de première division, dont le début est retardé en raison de l'épidémie de Covid-19, devrait commencer fin juin ou début juillet, a affirmé un PDG de club.

Les ligues du monde entier, notamment en Europe, suivent avec intérêt cette Super League afin d'avoir des indications sur les obstacles qui les attendent afin de relancer leurs propres compétitions.

Le championnat chinois était censé commencer le 22 février.

Mais la première journée a été reportée en raison de l'épidémie, qui a débuté en Chine en décembre avant de s'étendre

à l'ensemble de la planète.

"Si on se base sur la situation actuelle, la nouvelle saison débutera fin juin ou début juillet", selon le PDG du club de première division Guangzhou R&F, basé à Canton (sud), a indiqué dimanche soir l'agence de presse officielle Chine nouvelle. Selon lui, la compétition devrait se disputer en intégralité et les 16 équipes du championnat devraient jouer la totalité de leurs 30 matches.

La fédération chinoise de football ne s'est pas encore officiellement prononcée sur une date de reprise de la Super League.

La Chine a endigé



l'épidémie sur son territoire, mais s'inquiète d'une deuxième vague de contaminations importées par des personnes arrivant de l'étranger.

L'ex-milieu de terrain belge de Manchester United, Marouane Fellaini, qui évolue actuellement

au Shandong Luneng (1re division chinoise), est le seul cas connu de Covid-19 parmi les joueurs de la Super League.

Il est sorti de l'hôpital la semaine dernière en Chine et reste en quarantaine, mais son cas n'inspire pas d'inquiétude.

ITALIE

Le président du club de Brescia positif au coronavirus

Le président du club de football italien de Brescia, une des provinces de Lombardie les plus touchées par la pandémie de Covid-19, a annoncé avoir contracté, ainsi que sa fille, le coronavirus.

"Les symptômes? J'ai d'importantes douleurs aux os", a décrit, dans un entretien au quotidien La Repubblica, Massimo Cellino (63 ans) de retour dans sa ville d'origine de Cagliari en Sardaigne "depuis

quelques jours" après "trois semaines de quarantaine à Brescia".

Farouche opposant à une reprise du championnat, à l'arrêt depuis le 9 mars, Cellino a répété son désaccord avec ce qu'il considère une "folie".

"De Siervo (le directeur général de la Serie A, ndlr) m'a appelé et m'a demandé si j'étais prêt à jouer sur terrain neutre, révèle-t-il.

Je lui ai dit que je n'étais pas prêt

à jouer, où que ce soit. La saison doit s'arrêter comme ça, nous ne pouvons certainement pas aller au-delà du 30 juin.

"J'entends parler de septembre ou octobre, c'est de la folie." Cellino avait déjà annoncé être disposé à déclarer forfait si la saison devait reprendre en Italie où plus de 23.000 personnes sont mortes depuis le début de l'épidémie, soit le plus haut total de décès après les Etats-Unis.

Giroud ok avec l'Inter ?

Olivier Giroud et Chelsea, c'est fini. L'international français devrait quitter les Blues en fin de saison, si celle-ci reprend, pour rejoindre l'Inter Milan. L'ancien joueur d'Arsenal, libre au 30 juin, rejoindra le club de Série A gratuitement. Au niveau de son contrat, Olivier Giroud s'engagerait avec l'Inter Milan pour les deux prochaines saisons avec une option pour une année supplémentaire. Le joueur âgé de 33 ans aurait également accepté une baisse de salaire importante pour pouvoir rejoindre l'équipe dirigée par Antonio Conte. A travers ce départ, le buteur tricolore espère pouvoir faire partie de l'aventure avec les Bleus pour le prochain Euro 2020 qui sera disputé en 2021 en raison de la crise sanitaire.

**GUARDIOLA CONVOITERAIT MILITAO**

Déjà courtisé dans le passé par Manchester City, Eder Militao pourrait être relancé par les Citizens dans les prochaines semaines. Le Real Madrid serait à l'écoute des offres pour son joueur brésilien.

Selon des informations en provenance d'Espagne, le Real Madrid serait à l'écoute des offres pour son joueur, Eder Militao. L'été dernier déjà, Manchester City avait tenté de recruter le joueur qui évoluait alors à Sao Paulo FC. Mais il avait finalement choisi de rejoindre le club espagnol plutôt que le club anglais.

Mais après une saison plus que moyenne, les dirigeants madrilènes accepteraient de vendre leur attaquant âgé de 22 ans. Don Balon indique ainsi que Pep Guardiola aurait déjà pris contact avec l'entourage du joueur malgré l'interdiction de transfert qui frappe son club. La valeur d'Eder Militao est fixée à 50 millions d'euros.

MAN UNITED RÊVE DE JOAO FELIX !

Dans la perspective du prochain mercato, Manchester United a la farouche intention de faire un très gros coup. Et parmi les cibles identifiées, on retrouve le jeune prodige portugais, Joao Felix.

Manchester United prépare un gros mercato estival. Si la priorité du club reste de conserver Paul Pogba, courtisé par le Real Madrid, la Juventus Turin et le PSG, les dirigeants manucien souhaitent aussi s'offrir une nouvelle star du ballon rond, quitte à mettre le prix. Et parmi les profils courtisés par Manchester United, on retrouve des pépites du football mondial, avec notamment le nom de Jadon Sancho, le prodige du Borussia Dortmund. Et selon nos informations, les Red Devils s'intéressent également à Joao Felix. Acheté à prix d'or (126 millions d'euros) par l'Atletico de Madrid pour succéder à Antoine Griezmann parti vers le FC Barcelone, Joao Felix est dans le viseur de Manchester United qui rêve de voir le joyau portugais débarquer et suivre les traces d'un certain Cristiano Ronaldo, dont il est clairement l'héritier. Et pour cela, Manchester United peut compter sur l'entremise d'un homme que le club connaît bien : Jorge Mendes, l'agent de Cristiano Ronaldo et de Joao Felix. Et après avoir joué un rôle dans la signature de Bruno Fernandes cet hiver, il n'est pas impossible qu'Antero Henrique soit également de la partie...

D'après nos sources, le dossier Joao Felix a déjà été évoqué en interne et les premiers contacts ont été établis. Néanmoins, il est peu probable que l'Atletico de Madrid soit vendeur... Joao Felix incarne l'avenir et les Colchoneros auront bien du mal à laisser filer l'incarnation de leur projet tant que Diego Simeone sera en poste. Même si le train de vie des Madrilènes pèse lourd dans les finances du club et que la crise du Coronavirus va impacter l'Atletico, la vente de Joao Felix n'est pas encore envisagée comme une solution. Mais cela n'empêche pas Manchester United de se prendre à rêver d'une opportunité en or cet été de pouvoir mettre la main sur Joao Felix. Avec Jorge Mendes dans le dossier, tout peut très vite arriver...

Martinez : «Eden Hazard sera bientôt de retour»

« Je sais qu'il se remet bien. Il n'est pas loin de recommencer à courir. Il va revenir plus fort, j'en suis sûr. Tout s'est bien passé pendant l'opération, la crainte était qu'il y ait des complications lors des 4-5 semaines qui ont suivi l'opération et il n'y en a pas eu. » La « chance » de Hazard : « Bien sûr, la Liga est momentanément arrêtée, donc Eden ne manque aucun match. Ce n'est que positif pour lui. Nous avons aussi été chanceux que son opération ait été effectuée juste avant le début de la pandémie. Sinon il n'aurait pas pu voyager ni être traité en dehors de Madrid. Eden est un joueur qui récupère vite, il se concentre sur sa guérison et j'ai la sensation positive qu'il sera bientôt de retour. »

**Tottenham vise un gardien italien**

En vue du prochain mercato estival, José Mourinho aimerait apporter de la concurrence à Hugo Lloris. Selon des dernières informations du Mirror, la formation de Tottenham aurait un œil du côté de l'Italie pour trouver son bonheur. En effet, les Spurs s'intéresseraient de près aux performances de Pierluigi Gollini. Agé de 25 ans, ce dernier évolue actuellement sous les couleurs de l'Atalanta Bergame où il est sous contrat jusqu'en juin 2023. Apparu à trente reprises cette saison, l'international transalpin a réalisé sept clean-sheet. Côté transfert, il serait estimé à 25 millions d'euros.

Man Utd aurait un accord avec Jadon Sancho

Manchester United serait passé à la vitesse supérieure pour le transfert de Jadon Sancho, le milieu de terrain du Borussia Dortmund. Le club manucien se serait entendu avec le footballeur anglais. D'après les informations du journal The Sun, les Red Devils auraient trouvé un accord avec le joueur de 20 ans sur la durée de son contrat, son salaire et tous les détails de son engagement. Le quotidien anglais ne dévoile pas les modalités du deal. Manchester United doit encore se mettre d'accord avec le BVB concernant le montant de la transaction. Lié jusqu'en juin 2022 avec la formation allemande, Jadon Sancho vaudrait 117 millions d'euros selon Transfermarkt. L'Observatoire du football table sur une valeur marchande de 198,5 millions d'euros.

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A.Cherbal

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

CONSEIL DES MINISTRES

Opération de solidarité spécial Ramadhan : 22 milliards de DA en faveur de plus de 2 millions de familles

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Kamal Beldjoud, a fait état dimanche du recensement de 2.200.000 familles bénéficiant de l'allocation de l'opération de solidarité spécial Ramadhan, à laquelle un montant de 22 milliards de DA a été alloué.

Un communiqué de la Présidence de la République, sanctionnant la réunion périodique du Conseil des ministres, présidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, indique que "le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire a présenté un exposé sur l'opération de solidarité en faveur des familles nécessiteuses impactées par la crise sanitaire et celles bénéficiant de l'aide annuelle au titre du mois sacré de Ramadhan, dans lequel il a précisé que jusqu'au 18 avril en cours, 388.000 familles impactées, dont plus de 178.000 (45%) dans la wilaya de Blida, ont bénéficié de plus de 12.000 tonnes de produits alimentaires à titre d'aides issues de 39 wilayas dans le cadre de la solidarité".

"220.000 familles vivant dans 5.500 zones d'ombre ont été entièrement couvertes en termes d'aides mais aussi de moyens nécessaires à une vie décente, comme l'eau potable", a ajouté le ministre, soulignant que "dans le cadre de la lutte contre la spéculation et le monopole, 482 dossiers ont été déferés à la Justice et quelque 2.500 tonnes de produits alimentaires et plus de six millions et demi (6,5 millions) d'unités de produits et équipements pharmaceutiques, tels que les médicaments, les solutions hydroalcooliques, les gants et les masques, ont été saisies".

Concernant l'allocation de solidarité pour le mois sacré de Ramadhan, dont le président de la République a décidé de porter le seuil minimum à 10.000 DA, M. Beldjoud a fait état de "l'achèvement du recensement de 2.200.000 familles, dont les listes sont en cours d'assainissement pour éviter les doubles allocations", précisant



qu'un montant de 22 milliards de DA a été alloué à cette opération".

Quant aux autres catégories impactées par les mesures préventives, à l'instar des professions libérales, "celles-ci restent soumises à la régulation des secteurs concernés, pour la mise en place des mécanismes et dispositions nécessaires à leur prise en charge", selon la même source.

Au terme de l'exposé, le président de la République a affirmé que "la solidarité est un phénomène salutaire qui honore l'Algérie et lui confère sa particularité dans le monde". "Une qualité qui, a-t-il dit, caractérise notre grand peuple à chaque fois qu'il a rendez-vous avec l'Histoire comme aujourd'hui face à la pandémie de nouveau Coronavirus ou hier avec le Hirak populaire béni".

Adressant ses remerciements au peuple algérien pour cet élan de solidarité qui a "atténué l'impact de la crise", ainsi qu'aux walis, cadres et société civile qui l'ont encadré et

ont concouru à sa réussite, le Président Tebboune a appelé à la "reconstruction" de la société civile de manière à "favoriser son adhésion au contrôle populaire", et ce par "l'encouragement" des associations caritatives. Le président de la République a souligné, à ce propos, que "le véritable contrôle est le contrôle populaire et non pas administratif", ordonnant aux ministres de l'Intérieur et du Travail de classer les associations qui se sont distinguées pendant la crise sanitaire actuelle en associations d'utilité publique, sans lesquelles, a-t-il dit, "nous n'aurions pas pu obtenir ces résultats impressionnants en matière de solidarité et de distribution des aides".

Le président de la République a ensuite enjoint d'accélérer l'agrément des associations civiles "sérieuses", au niveau national ou local, à condition, a-t-il dit, qu'elles soient "affranchies de toute orientation politique ou idéologique", conclut le communiqué.

PROLONGATION DU CONFINEMENT "Mesure dictée par des besoins "impérieux" de sauvegarde de la santé des citoyens" (Médiateur)

Le Médiateur de la République, Karim Younés, a soutenu dimanche que la décision de prolonger de 10 jours le confinement sanitaire est dictée par des besoins "impérieux de sauvegarde de la santé de nos concitoyens", ajoutant qu'il ne serait, "en aucun cas", question de prendre un quelconque risque en "relâchant la vigilance sanitaire".

"La décision du gouvernement de prolonger de 10 jours le confinement sanitaire est dictée par des besoins impérieux de sauvegarde de la santé de nos concitoyens", a-t-il réagi dans un communiqué. Pour le Médiateur de la République, il ne serait, "en aucun cas", question de prendre un quelconque risque en relâchant la vigilance sanitaire, soulignant que la nécessité d'un confinement rigoureux est plus que jamais mise.

Pour lui, la crise du Covid-19 continue de "nous interpeller et l'Algérie y répond grâce à une mobilisation performante de l'ensemble des corps de santé et au sens de responsabilité des ci-

toyens", précisant que cette décision intervient à l'approche de la période de Ramadhan, "ce moment cher au cœur de tous car il est l'occasion de retrouvailles familiales". Malheureusement, a-t-il regretté, cette année "ne s'annonce pas favorable" au respect de ces traditions, relevant que "nous n'avons d'autres choix que de nous conformer au principe de précaution car la pandémie demeure toujours menaçante". "En exprimant ma solidarité à toutes les familles algériennes et à nos ressortissants à l'étranger, plus que jamais nos pensées vont également à toutes celles et à tous ceux, tous corps confondus, qui veillent sans cesse au bien-être de tous", a-t-il conclu.

Le dispositif de confinement ainsi que l'ensemble des mesures préventives qui l'accompagnent avaient été reconduits samedi par le Gouvernement en application des directives du président de la République, pour une période supplémentaire de dix jours, jusqu'au 29 avril 2020.

CORONAVIRUS-UNIVERSITÉS Les Ecoles d'architecture d'Oran et de Strasbourg poursuivent leur partenariat sous confinement

Le département d'architecture de l'Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed Boudiaf (USTO-MB) et son homologue l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg (ENSAS/France) ont organisé un nouvel atelier thématique dans le



cadre de leur partenariat qui avance dans le "respect des mesures de confinement imposées par la lutte contre le coronavirus Covid-19", a-t-on appris dimanche du responsable pédagogique du programme de coopération académique. Dans ce contexte, une rencontre par visio-conférence a réuni vendredi dernier les deux établissements partenaires pour une séance de présentation d'idées en faveur de "la revitalisation urbaine du quartier historique d'Oran, Sidi El-Houari", a précisé à l'APS Djillali Tahraoui, enseignant-chercheur à l'USTO-MB. Les échanges ont duré cinq heures durant ce workshop à distance qui se substitue à une visite des étudiants de l'ENSAS initialement prévue à Oran en mars dernier, avant d'être reportée à cause de la pandémie de Covid-19, a-t-il expliqué.

Les étudiants ont continué à travailler, sous confinement, sur "Sidi El-Houari" grâce à des documents et informations partagés en ligne par les deux parties dont le partenariat s'inscrit, pour rappel, dans les actions incitées par la convention de coopération décentralisée conclue par les villes d'Oran et de Strasbourg en avril 2015. "Les deux villes ont encouragé l'idée d'un partenariat asso-

ciant l'ENSAS et le département d'architecture de l'USTO-MB afin d'enrichir l'échange culturel et technique par une coopération au niveau de la formation universitaire et de la recherche", a souligné M. Tahraoui. La première action, portée par les deux établissements, a été un atelier commun d'architecture et d'urbanisme organisé à Oran en novembre 2016, suivi de deux ateliers communs à Strasbourg en 2017.

La convention, établie pour 2015-2019, a été renouvelée pour une période supplémentaire de cinq ans (2019-2024), après approbation par les tutelles des deux écoles, donnant ainsi l'opportunité de mettre à profit les échanges avec des thématiques en rapport avec l'événement des Jeux méditerranéens (JM) à Oran (reportés à 2022).

"Les JM d'Oran constituent un événement international majeur qui mettra exceptionnellement notre ville au centre de plusieurs intérêts (politique, économique, socioculturel) en plus de la dimension sportive évidente", a indiqué M. Tahraoui, saluant les idées originales des étudiants qui ont suggéré "des solutions d'aménagement urbain respectueuses du patrimoine de la ville".

APS

MDN

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE Plus de 200 kg de kif traité saisis dans des opérations combinées de l'ANP

Plus de 200 kg de kif traité ont été saisis samedi dans diverses opérations combinées menées par des détachements de l'Armée nationale populaire à travers plusieurs wilayas, a indiqué dimanche un communiqué du Ministère de la Défense Nationale. "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée Nationale Populaire en coordination avec les services des Douanes a intercepté, le 18 avril 2020 à Tlemcen/2 e RM, quatre (4)

narcotrafiants et saisi une quantité de kif traité s'élevant à 127 kilogrammes, tandis que des détachements combinés de l'ANP ont appréhendé quinze (15) narcotrafiants en leur possession 75.500 kilogrammes de kif traité et 5376 comprimés psychotropes, et ce lors d'opérations distinctes à Nâama, Relizane/2eRM, Béchar/3e RM, Ghardaïa/4 e RM, Constantine et Béjaïa/5 e RM", précise le communiqué du MDN. Par ailleurs, des détachements de l'ANP ont arrêté, à Djanet/4e RM et



Bordj Badji Mokhtar/6e RM, 69 individus et saisi 22 véhicules, 2 camions, 68,650 tonnes de denrées alimentaires, ainsi que 39880 litres de carburants, 7 marteaux piqueurs, 13 groupes électrogènes et 11 sacs de mélange d'or but et

de pierres, alors que de autres détachements de l'ANP ont déjoué des tentatives de contrebande de 12728 litres de carburants lors d'opérations distinctes à Souk-Ahras, El-Tarf et Tébessa/5e RM, ajoute la même source.